

LA COMMISSION D'ENQUÊTE  
SUR LES RELATIONS  
ENTRE LES AUTOCHTONES  
ET CERTAINS SERVICES PUBLICS

SOUS LA PRÉSIDENCE DE  
L'HONORABLE JACQUES VIENS, COMMISSAIRE

AUDIENCE TENUE AU  
PALAIS DES CONGRÈS  
201, AVENUE VIGER OUEST,  
MONTREAL (QUÉBEC) H2Z 1X7

LE 22 MARS 2018

VOLUME 76

Karine Bédard, s.o.  
Ann Montpetit, s.o.b.

Sténographes officielles  
STENOEXPRESS  
201 ch. De l'Horizon,  
Saint-Sauveur (Québec) J0R

**COMPARUTIONS :**

**POUR LA COMMISSION :**

**Me PAUL CRÉPEAU**

**Me ÉDITH-FARAH ELASSAL**

**POUR LES PARTIES PARTICIPANTES :**

**Me MARIE-PAULE BOUCHER**, pour le  
Procureur général du Québec

**Me DENISE ROBILLARD**, POUR LE  
Procureur général du Québec

**Me DAVID CODERRE**, pour l'Association  
des policières et policier du Québec

**Me RAINBOW MILLER**, pour  
l'Association des femmes autochtones  
du Québec

**Me WINA SIOUI**, pour l'Assemblée des  
Premières Nations Québec-Labrador

**Me MAXIME LAGANIÈRE**, pour le  
Procureur des poursuites criminelles  
et pénales

**TABLE DES MATIÈRES**

Préliminaires.....	5
Ghislain Picard.....	9, 90, 223
Lloyd Alcon.....	29, 68, 121
Gerry Mapachee.....	77, 97
Régis Flamand.....	81, 107, 141
Steeve Mathias.....	85, 114, 203
Lance Haymond.....	177
Francine Beaupré.....	254
PI1.....	283

**LISTE DES PIÈCES COTÉES**

P-506	Powerpoint Droit fondamental à la Sécurité .....	31
P-507	Lettre de Long Point First Nation du 1 <sup>er</sup> mars 2006 .....	193
P-508	Lettre du 20 mars 2018 au Conseil de la Première Nation Abitibiwinni de Pikogan .....	193
P-509	Rapport ministériel sur le rendement 2012- 2013 .....	193
P-510	Lettre anglaise et française adressée aux ministres Goodale et Coiteux datée du 9 mars 2018 .....	222
P-511	Lettre anglaise et française adressée aux ministres Goodale et Coiteux datée du 9 mars 2018 .....	222
P-445	Entente signé par toutes les parties art. 37.5. (engagement demandé le 22 février 2018 - Anne Fournier) .....	277

1 **OUVERTURE DE LA SÉANCE**

2 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

3 La Commission d'enquête sur les relations entre les  
4 Autochtones et certains services publics au Québec,  
5 présidée par l'Honorable Jacques Viens, est  
6 maintenant ouverte.

7 **L'HONORABLE JACQUES VIENS (LE COMMISSAIRE) :**

8 Alors, bonjour. Bienvenue en cette autre journée  
9 des audiences de la Commission à Montréal. Je vais  
10 d'abord demander aux procureurs de s'identifier  
11 pour les fins de l'enregistrement. Évidemment,  
12 comme je le répète, je les connais bien, mais pour  
13 les fins de l'enregistrement, c'est difficile.  
14 Oui?

15 **Me PAUL CRÉPEAU**

16 **PROCUREUR POUR LA COMMISSION VIENS :**

17 Alors, bon matin, Monsieur le Commissaire. Paul  
18 Crépeau pour la Commission.

19 **Me WINA SIOUI,**

20 **PROCUREURE POUR L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS**

21 **QUÉBEC-LABRADOR :**

22 Wina Sioui, Assemblée des Premières Nations Québec-  
23 Labrador.

24 **Me RAINBOW MILLER,**

25 **PROCUREURE POUR L'ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU**

1 **QUÉBEC :**

2 Me Rainbow Miller pour Femmes Autochtones du  
3 Québec.

4 **Me DENISE ROBILLARD,**

5 **PROCUREURE POUR LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC :**

6 Bonjour. Denise Robillard pour la Procureure  
7 générale du Québec.

8 **Me MARIE-PAULE BOUCHER,**

9 **PROCUREURE POUR LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC :**

10 Me Marie-Paule Boucher pour la Procureure générale  
11 du Québec.

12 **Me MAXIME LAGANIÈRE,**

13 **PROCUREUR POUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET**  
14 **PÉNALES :**

15 Bonjour. Maxime Laganière pour le Directeur des  
16 Poursuites Criminelles et Pénales.

17 **Me DAVID CODERRE,**

18 **PROCUREUR POUR L'ASSOCIATION DES POLICIÈRES ET POLICIERS**  
19 **DU QUÉBEC :**

20 Bonjour à tous. David Coderre pour l'Association  
21 des policières et policiers provinciaux du Québec.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Alors bienvenue à vous. Et maintenant Me Crépeau,  
24 pouvez-vous nous indiquer le programme de la  
25 journée, ou de l'avant-midi.

1 **Me PAUL CRÉPEAU :**

2 Oui. Alors l'avant-midi et une partie de l'après-  
3 midi, Monsieur le Commissaire, alors nous avons un  
4 panel qui va prendre une bonne partie de la journée,  
5 panel préparé et structuré par... l'Assemblée des  
6 Premières Nations Québec-Labrador. Nous avons cinq  
7 (5) témoins que vous connaissez probablement déjà,  
8 Monsieur le Commissaire, mais peut-être pour notre  
9 public, monsieur Steeve Mathias, de la communauté de  
10 Winneway, Régis Flamand de Manawan, monsieur Gerry  
11 Mapachee de Pikogan, Chef Picard de l'Assemblée des  
12 Premières Nations, et Mr. Lloyd Alcon from Listuguj  
13 community.

14 Alors c'est notre panel, donc... et on va  
15 parler beaucoup des thèmes qu'on a abordés hier:  
16 financement de l'organisation, structures des  
17 services de police dans les communautés des  
18 Premières Nations.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Alors bienvenue à vous tous. Welcome all of you.  
21 Je vais demander à la greffière de vous... de  
22 procéder à l'assermentation?

23  
24  
25

1 Lloyd Alcon,  
2 Conseiller au Conseil de bande de Listuguj  
3 Affirmation solennelle

4 -----  
5 Ghislain Picard,  
6 Chef de l'Assemblée des premières Nations du Québec et du  
7 Labrador  
8 Affirmation solennelle

9 -----  
10 Steeve Mathias,  
11 Chef de la communauté de Long Point First Nation  
12 Affirmation solennelle

13 -----  
14 Régis Flamand,  
15 Directeur du service de police de Manawan  
16 Affirmation solennelle

17 -----  
18 Gerry Mapachee,  
19 Directeur du service de police de Pikogan  
20 Affirmation solennelle

21 -----

22 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

23           Merci. Vos témoins.

24

25

26



1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Alors Me Crépeau.

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 Alors bonjour messieurs. Et Monsieur le  
5 Commissaire, nous irons de l'anglais au français  
6 pour... avec les témoins. Je vais inviter à ce  
7 moment-ci, dans un premier temps, je pense, Chef  
8 Picard, qui va nous faire une courte présentation  
9 du plan pour la présentation de ce matin.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Alors je vous écoute.

12 **M. GHISLAIN PICARD :**

13 Merci beaucoup Monsieur le Commissaire. Bien,  
14 j'aimerais d'abord reconnaître que nous sommes sur  
15 un territoire traditionnel non cédé, du peuple  
16 Mohawk, et je veux également vous remercier,  
17 Monsieur le Commissaire, pour cette deuxième  
18 opportunité que nous avons, de présenter devant  
19 vous un autre exemple, je dirais, de la... non  
20 seulement de la légitimité mais le bien-fondé de  
21 votre démarche, et je pense que, on aura pour vous  
22 aujourd'hui un autre exemple probant de l'écart qui  
23 existe entre la réalité que nous représentons et la  
24 réalité qui est propre aux gouvernements avec  
25 lesquels nous cherchons à entretenir des relations

1 fondées sur le respect mutuel.

2 Donc aujourd'hui, on a une belle diversité là,  
3 pour présenter un peu une réalité touchant la  
4 sécurité publique au sein de nos communautés. Et  
5 je vais d'abord commencer par essayer de situer un  
6 peu l'APNQL - ce que j'ai déjà fait lorsqu'on s'est  
7 rencontrés l'année dernière, mais, je pense que, en  
8 résumé, en très bref, on va revenir là-dessus.

9 Mais l'aspect sans doute le plus important  
10 aujourd'hui, c'est vraiment apporter des exemples  
11 de ce que nous considérons comme étant une  
12 aberration, entre la réalité propre aux services  
13 policiers dans nos communautés, en comparaison avec  
14 les services policiers qui existent ailleurs au  
15 Québec ou même ailleurs au pays.

16 Et, ce que j'ajouterais en guise de complément  
17 c'est que, le fonctionnement de l'Assemblée des  
18 Premières Nations Québec-Labrador nous donne le  
19 privilège de pouvoir nommer des personnes à titre  
20 de porte-parole d'un dossier en particulier et  
21 c'est ce qui explique la présence de... du  
22 conseiller Lloyd Alcon, qui est membre du Conseil  
23 de la communauté Mi'kmaq de Listuguj, mais qui  
24 est aussi porte-parole en matière de sécurité  
25 publique pour la Table des Chefs.

1           Donc, on est extrêmement privilégié, ce matin,  
2           de pouvoir compter sur l'expérience, l'expertise et  
3           la connaissance du terrain et du milieu avec les  
4           personnes qui sont avec nous ce matin.

5           Trop proche. O.K.

6           Donc, entrée très résumée, l'Assemblée des  
7           Premières Nations Québec-Labrador existe depuis  
8           maintenant mille neuf cent quatre-vingt-quatre  
9           (1985). C'est un collectif de quarante-trois (43)  
10          Chefs, quarante et une (41) communautés au Québec  
11          et deux (2) communautés au Labrador.

12          On parle de... d'une dizaine de Nations.  
13          Presque autant de langues parlées. Et avec une  
14          diversité non seulement au niveau linguistique,  
15          mais, à certains égards, au niveau culturel. Au  
16          niveau de la situation géographique également, il y  
17          a des différences quand même assez notables là, par  
18          rapport à l'accessibilité pour certaines  
19          communautés.

20          Et il y a, parmi tout ça, bien, des  
21          communautés qui sont plus ou moins urbaines, si ce  
22          n'est pas carrément... si elles ne sont pas  
23          carrément établies en milieu urbain. L'exemple  
24          proche de nous c'est Kahnawake, qui est à peu près  
25          à quinze (15) minutes d'ici. Il y a des

1           communautés qui sont à quinze (15) heures d'ici.  
2           Donc c'est la réalité telle qu'elle... telle qu'on  
3           la vit là, au niveau de l'Assemblée.

4           Notre objectif principal, comme organisation  
5           régionale, c'est de permettre à tous les chefs de  
6           ces communautés-là de se retrouver en moyenne deux  
7           (2) à trois (3) fois par année, et mettre sur leurs  
8           tables communes des enjeux qui leur sont communs.  
9           Et c'est d'abord et avant tout toute la question de  
10          la relation politique avec les deux (2)  
11          gouvernements, hein, on fait affaire avec deux...  
12          au moins deux (2) juridictions, le gouvernement du  
13          Québec et le gouvernement du Canada, et sans doute  
14          qu'à certains égards, il peut aussi y avoir peut-  
15          être des contacts un peu moins fréquents avec le  
16          gouvernement de la province de Terre-Neuve, dans le  
17          cas des Innus au Labrador.

18          Donc le rôle de l'Assemblée, qui est composée  
19          d'un secrétariat quand même, je dirais, modeste,  
20          mais qui est aussi soutenu par un certain nombre de  
21          commissions régionales en matière de...  
22          d'éducation, de santé et de services sociaux, de  
23          développement économique, dans le domaine du  
24          développement durable également.

25          Et pour nous, bien, la question de la sécurité

1           publique pourrait éventuellement être considérée  
2           comme étant peut-être assez importante, assez  
3           prioritaire pour qu'on puisse peut-être mettre sur  
4           pied une structure pour assurer un suivi beaucoup  
5           plus fréquent, par rapport à ce qui se passe dans  
6           ce dossier-là.

7           Ceci étant dit, ce que j'avancerais aussi  
8           c'est que, la sécurité publique comme telle, parmi  
9           tous les dossiers qui sont jugés prioritaires pour  
10          nos Chefs, a été abordée plus d'une fois dans les  
11          dernières années, et c'est souvent un peu sous le  
12          coup de la réaction que l'APNQL s'est activée pour  
13          essayer d'avancer un certain nombre de positions  
14          auprès des deux gouvernements; pas toujours avec  
15          succès, on doit l'avouer, ç'a été extrêmement,  
16          extrêmement difficile là, de... d'engager de façon  
17          satisfaisante l'ancien gouvernement, celui du...  
18          l'ancien gouvernement conservateur à Ottawa. Et  
19          ç'a été carrément une fin de non-recevoir. Et je  
20          dirais que, à certains égards, bien, ç'a été  
21          difficile également d'aborder cette question-là  
22          avec le gouvernement du Québec. On a l'impression  
23          qu'on a resté... qu'on est resté figé dans le temps  
24          et qu'on n'a pas vraiment vu de progression au  
25          niveau de ces dossiers-là dans les dernières

1 années.

2           Donc, l'APNQL et ses réalités, bien, c'est  
3 souvent celles-là. On agit un peu comme chien de  
4 garde. On essaye de regarder ce qui se passe  
5 autour de nous, bien, à Québec, à Ottawa, et la  
6 responsabilité que nous avons c'est vraiment  
7 d'informer régulièrement, périodiquement les Chefs,  
8 sur des situations, parfois des décisions qui sont  
9 prises, et qui ont un impact considéré comme étant  
10 assez important au niveau de leurs communautés pour  
11 que, ils en tiennent compte.

12           Donc c'est cette réalité-là qui nous amène  
13 aujourd'hui, parce qu'on sait que le gouvernement  
14 du Québec était devant cette Commission hier, le  
15 gouvernement du Québec, en matière de sécurité  
16 publique, a déjà présenté devant vous également sur  
17 ces dossiers-là, et je considère que c'est  
18 important pour nous de présenter un peu la réalité  
19 là, sous l'oeil de nos corps policiers  
20 - extrêmement important - et sous l'oeil également  
21 du leadership de nos dirigeants, parce que c'est  
22 également eux qui sont sur le front, sur une base  
23 beaucoup plus fréquente que pourrait l'être et le  
24 gouvernement du Québec et le gouvernement du  
25 Canada.

1           Donc c'est un peu ce que je voulais faire  
2           comme mise au point.

3           Il y aura des éléments sur des aspects  
4           beaucoup plus techniques là, qui seront couvert par  
5           mon collègue monsieur Alcon. Il y aura également  
6           beaucoup de ces éléments-là qui seront couverts par  
7           les personnes qui nous accompagnent aujourd'hui au  
8           niveau des Chefs de police, et je reconnais  
9           également le Chef Steeve Mathias, qui lui  
10          représente une communauté sans service de police,  
11          malgré le fait qu'il y a déjà eu un service de  
12          police à Winneway. Et c'est le propre d'ailleurs  
13          de... d'autres communautés au Québec.

14          À ce moment-là, bien, on comprend que c'est la  
15          Sûreté du Québec qui prend la relève, mais, non  
16          sans difficulté des fois. Et je pense que c'est  
17          important qu'on puisse... peut-être y attacher une  
18          certaine importance.

19          Si vous me permettez, je vais faire la lecture  
20          d'un texte que je vais essayer de synthétiser du  
21          mieux qu'on peut, du mieux que je peux, pour  
22          essayer de présenter un peu le contexte politique  
23          entourant ce dossier-là parce que, on sait qu'il  
24          existe un programme depuis mille neuf cent quatre-  
25          vingt-onze (1991), qui a été plus ou moins amendé

1            depuis ces années-là, avec, je pense, des  
2            préoccupations au niveau de l'ensemble des  
3            Premières Nations dès le départ. Et la question  
4            qui se pose: est-ce qu'il y a... est-ce qu'il y  
5            avait et est-ce qu'il y a toujours une volonté  
6            politique réelle, de faire en sorte que nos  
7            communautés puissent avoir la capacité de gérer  
8            leurs propres institutions. Et c'est  
9            particulièrement vrai dans le cas des institutions  
10           propres à assurer la sécurité publique au sein de  
11           nos communautés. Je pense que c'est extrêmement  
12           important qu'on puisse relever cette question-là.

13           Je vais me permettre quelques mots... dans ma  
14           langue, la langue innue. Toujours important, je  
15           pense, surtout lorsqu'il s'agit de reconnaître le  
16           peuple qui nous reçoit de le faire dans une langue  
17           qui nous est propre et c'est le propre des  
18           protocoles que nous avons au sein de nos  
19           différentes Nations.

20           Donc je vais me permettre une minute de  
21           conversation sans doute avec moi-même, en Innu,  
22           pour reconnaître le territoire sur lequel nous  
23           sommes.

24           (Commentaire en Innu)

25           Donc, merci beaucoup, et je vais poursuivre



1           avec... écoutez... c'est pas dans mes habitudes de  
2           le faire mais, je vais quand même me fier sur un  
3           texte pour essayer de vraiment vous... partager  
4           avec vous là, ce que je considère comme étant des  
5           éléments essentiels là, par rapport à un dossier  
6           qui est hautement préoccupant: la sécurité  
7           publique. Donc...

8           D'abord, encore une fois, j'aimerais vous  
9           remercier, Monsieur le Commissaire, de cette... de  
10          votre ouverture à entendre plusieurs réalités, qui  
11          sont, peut-être à plusieurs égards, frappants, à vos  
12          yeux et à ceux de vos collègues, mais je pense qu'on  
13          a besoin d'en parler. On a besoin d'en parler  
14          surtout dans un souci de... d'ouverture sur le monde  
15          autour de nous, un monde qui inclut également la  
16          réalité de nos Premiers Peuples. Et...

17       **LE COMMISSAIRE :**

18           Je suis d'accord avec vous.

19       **M. GHISLAIN PICARD :**

20           ... j'aimerais...

21       **LE COMMISSAIRE :**

22           En fait, je suis tout à fait d'accord avec vous,  
23           c'est important que les gens entendent ce que vous  
24           avez à dire...

25       **M. GHISLAIN PICARD :**

1 D'accord.

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 ... qu'il y ait une diffusion, et vous êtes toujours  
4 bienvenu.

5 **M. GHISLAIN PICARD :**

6 Merci beaucoup.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 Je vous l'ai déjà dit.

9 **M. GHISLAIN PICARD :**

10 Merci.

11 **LE COMMISSAIRE :**

12 Alors je vous écoute.

13 **M. GHISLAIN PICARD :**

14 J'aimerais également, évidemment, saluer les  
15 procureurs qui sont avec nous, le personnel de la  
16 Commission également, et vous féliciter pour votre  
17 travail, et aussi votre, je dirais, votre courage.  
18 C'est pas des questions qui sont faciles, mais, qui  
19 n'en demandent pas moins beaucoup beaucoup  
20 d'attention. Et je souhaite très très ardemment  
21 que les conclusions de vos travaux vont être...  
22 assez, je dirais, positives, en ce qui concerne  
23 l'avenir de... nos relations, non pas uniquement  
24 comme société mais, comme gouvernement. Je pense  
25 que nous sommes ici en représentants des

1           gouvernements en bonne et due forme au niveau des  
2           Premières Nations, et notre souhait c'est toujours  
3           de... d'entretenir des liens étroits, mais surtout  
4           courtois et francs avec vos gouvernements. Donc je  
5           me permets ce commentaire-là.

6           J'aimerais également remercier les élus qui  
7           ont pris la peine de se déplacer aujourd'hui, et  
8           les chefs de police surtout, qui sont extrêmement  
9           convaincus de la justesse de leur cause. Parce que  
10          finalement, c'est de ça... c'est de cela qu'il est  
11          question aujourd'hui, c'est leur quotidien, leur  
12          travail, et je m'en voudrais de ne pas souligner et  
13          de les remercier pour leur dévouement et leur  
14          engagement, parce que c'est... on comprend là, que,  
15          c'est pas nécessairement un travail qui est facile,  
16          et qui demande beaucoup de soi et énormément de  
17          volonté.

18          Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est avant  
19          tout pour avoir une écoute, mais aussi pour avoir  
20          la possibilité de progresser au même titre que le  
21          monde autour de nous, tout ça sous le signe de la  
22          réconciliation; un mot sur toutes les lèvres,  
23          principalement depuis le rapport d'une autre  
24          Commission, celle de la Vérité et de la  
25          Réconciliation.

1           Je pose une question. Avons-nous tous la même  
2           compréhension de ce que ça signifie. C'est  
3           possible. Mais je dirais que c'est plutôt dans son  
4           application que nous nous éloignons d'un  
5           rapprochement pourtant essentiel et nécessaire.

6           Ce constat prend sans doute tout son sens, à  
7           bien des égards, dans la relation entre vos  
8           gouvernements et les nôtres. Encore plus vrai  
9           lorsqu'il s'agit, pour nos propres institutions, de  
10          s'acquitter de devoirs aussi *fondamentals* que celui  
11          d'assurer la paix et l'ordre, et garantir la  
12          sécurité des populations dont elles ont la  
13          responsabilité.

14          Parce que les gouvernements se targuent de  
15          s'inspirer de la Déclaration des Nations Unies sur  
16          les droits des Peuples autochtones, vous me  
17          permettez de citer au moins deux passages, sans  
18          doute appropriés, dans le contexte de l'enjeu qui  
19          nous amène ici.

20          Tout d'abord, dans son préambule, la  
21          Déclaration réaffirme, et je cite, que:

22                 « Les peuples Autochtones, dans  
23                 l'exercice de leurs droits, ne doivent  
24                 faire l'objet d'aucune forme de  
25                 discrimination. »

1 Fin de la citation.

2 Plus loin, à l'article 20, la Déclaration  
3 prévoit que:

4 « Les peuples Autochtones ont le droit de  
5 développer et maintenir des institutions  
6 qui leur sont propres. »

7 Il faut référer à la Déclaration dans son  
8 entièreté, afin de bien saisir l'esprit qui  
9 accompagné ses articles.

10 Évidemment, le terrain de la sécurité publique  
11 est beaucoup plus vaste, puisqu'il inclut également  
12 des services d'incendie et des plans de mesures  
13 d'urgence lors de sinistres ou de catastrophes.

14 Heureusement, ces aspects ne requièrent pas  
15 d'attention quotidienne, qui est le propre des  
16 services policiers au sein de nos communautés.  
17 C'est précisément cet élément de la sécurité  
18 publique qui explique notre présence devant vous  
19 aujourd'hui.

20 Je vais me permettre ici de faire une  
21 parenthèse et vous ramener cinq décennies en  
22 arrière. Nous étions tous alors un peu plus  
23 jeunes. C'était mon cas.

24 Dans nos communautés, et je pense  
25 particulièrement à la mienne, la communauté de

1 Pessamit, c'était l'époque de la Gendarmerie royale  
2 du Canada. Et c'était vrai aussi pour une  
3 communauté comme la nôtre, avec une population  
4 équivalent à un peu plus du tiers de la population  
5 aujourd'hui; notre population est d'un peu plus de  
6 quatre mille (4 000) aujourd'hui.

7 La GRC, à l'époque, avait retenu les services  
8 d'un membre de la communauté pour représenter ce  
9 corps policier et faire une infime partie du  
10 travail normalement dévolu à un... policier avec  
11 les pleins pouvoirs. Je le dis en tout respect  
12 pour la personne qui a eu à exécuter ce travail, un  
13 membre de notre communauté. Donc, le travail, un  
14 travail qui ressemblait beaucoup plus à un travail  
15 de constable que de policier; plus au service de la  
16 GRC que de la communauté.

17 La situation présente me ramène à plusieurs  
18 égards à cette époque et soulève la question  
19 suivante: y a-t-il et y a-t-il eu une intention  
20 réelle de voir des services policiers autochtones  
21 agir avec les mêmes pouvoirs que tout autre corps  
22 policier, mais surtout avec des moyens financiers  
23 comparables avec ceux des autres corps policiers  
24 non autochtones.

25 Je vous ramène encore en arrière, mais moins

1           loin.

2           En deux mille deux (2002), le nouveau  
3           président de l'Association nationale des chefs de  
4           police de Premières Nations - une association qui  
5           existe toujours aujourd'hui - monsieur Wes Luloff,  
6           qui était également en charge du plus fort  
7           contingent de policiers autochtones au pays, qui  
8           est le Nishnawbe-Aski Nation, alors qu'il venait  
9           d'être élu président de cette association,  
10          déclarait que le gouvernement du Canada, soutenu  
11          par le programme national de services policiers des  
12          Premières Nations, avait intentionnellement mis sur  
13          pied nos services policiers pour les pousser vers  
14          l'échec, principalement en raison du sous-  
15          financement de nos services.

16          Quinze (15) années plus tard, nous nous  
17          retrouvons devant les mêmes constats, accompagnés  
18          des mêmes frustrations.

19          C'est ce sentiment d'avoir à supporter un  
20          service essentiel avec des moyens nettement  
21          inférieurs à ceux des autres corps policiers qui  
22          nous a conduit, avec l'appui de nos élus, devant le  
23          Parlement canadien, en deux mille treize (2013),  
24          pour dénoncer l'injustice à laquelle étaient  
25          assujettis nos services policiers.

1           La réponse du gouvernement de l'époque a été  
2           de renouveler le programme, qui venait à échéance  
3           pour une période de cinq (5) ans. Mais sans aucune  
4           augmentation, le problème demeurait entier.

5           Nous avons réussi à sauver le programme, sans  
6           les moyens pour le moderniser, et fournir un  
7           service à la hauteur des besoins. On ne pouvait de  
8           toute évidence s'attendre à plus d'un gouvernement  
9           conservateur, dont les politiques ont toujours été  
10          très claires à l'endroit des Premières Nations.

11          Ce bref retour en arrière est tout de même  
12          utile dans le contexte qui prévaut actuellement.  
13          Les chefs qui siègent à notre table ont tous  
14          déclaré que la sécurité publique est une priorité,  
15          puisque'elle devrait garantir la sécurité comme  
16          droit fondamental à l'ensemble de nos populations.

17          En deux mille seize (2016), avec un nouvel  
18          environnement politique fédéral, avec un premier  
19          ministre qui répéter qu'il n'y avait pas de  
20          relations plus importantes que celles avec les  
21          Peuples autochtones, nous avons regardé l'horizon  
22          avec un espoir renouvelé. Nous avons jugé que le  
23          moment était propice pour s'investir dans une  
24          démarche visant à engager les deux gouvernements  
25          dans une discussion sur des bases nouvelles, qui



1           apporteraient des solutions durables à  
2           l'incertitude dont sont victimes nos corps  
3           policiers, qui doivent gérer, d'une année à la  
4           suivante, des ententes dont dépendent des services  
5           qu'ils doivent dispenser.

6           Je vais vous épargner les correspondances  
7           acheminées auprès des deux ministres, fédéral et  
8           québécois, faisant état de l'urgence d'amorcer des  
9           pourparlers afin de trouver ensemble un cadre  
10          acceptable pour répondre à ce que nous considérons  
11          comme étant des positions légitimes.

12          Elles peuvent se résumer de la façon suivante.  
13          D'abord, convenir que la sécurité publique, chez  
14          les Premières Nations, est un service essentiel.  
15          Ensuite, revoir le financement accordé aux corps  
16          policiers autochtone à la hauteur des besoins, et  
17          au moins comparable à celui accordé aux autres  
18          corps policiers, non autochtones. Aussi, garantir  
19          la pérennité du financement, une mesure propre aux  
20          autres corps policiers.

21          De plus, revoir les programmes de formations,  
22          les adapter à la réalité vécue par nos corps de  
23          police et leur assurer un financement adéquat.

24          Assurer un financement approprié aux  
25          opérations selon les prévisions de nos différents

1 corps de police.

2 Un volet extrêmement important également, et  
3 je dirais même urgent: identifier une enveloppe  
4 pour répondre aux besoins urgents en  
5 infrastructures.

6 Apporter une attention particulière aux  
7 communautés qui veulent avoir la possibilité de  
8 gérer leur propre service de police, au lieu de  
9 référer la sécurité à la Sûreté du Québec. Dans  
10 certains cas, ce sont des communautés qui ont déjà  
11 eu un service de police; c'est le cas notamment du  
12 Chef Mathias.

13 Et finalement, dans les positions transmises  
14 aux deux gouvernements, et c'est sans doute non  
15 seulement une conclusion mais un élément  
16 extrêmement, extrêmement important: mettre fin à la  
17 complicité fédérale-provinciale en nous excluant  
18 des arrangements, comme si nous n'avions ni  
19 l'autorité ni la compétence de décider pour nous-  
20 mêmes.

21 « Diviser pour mieux régner » à son meilleur.

22 De plus, selon nous, cet exemple confirme le  
23 maintien d'une attitude paternaliste qu'on croyait  
24 révolue.

25 J'ajouterais ici, que cette position est

1           systématiquement partagée avec les deux  
2           gouvernements à chaque occasion qui nous est  
3           donnée.

4           Pour moi, pour nous, il n'y a pas de preuve  
5           plus accablante de cette proximité fédérale-  
6           provinciale, lorsqu'on analyse la gestion du  
7           dossier depuis le dix (10) janvier deux mille dix-  
8           huit (2018), dix (10) janvier dernier, date de  
9           l'annonce de budgets supplémentaires par le  
10          gouvernement fédéral.

11          J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec le  
12          ministre fédéral, monsieur Goodale, ainsi qu'avec  
13          le ministre québécois monsieur Coiteux. J'avais  
14          compris que les deux gouvernements étaient disposés  
15          à entreprendre rapidement un processus de  
16          négociation avec les communautés signataires des  
17          ententes tripartites.

18          Nous avons rapidement compris qu'on était à  
19          des années-lumière d'un processus dit "de  
20          négociation".

21          En réalité, nous sommes aux prises avec un  
22          processus où les deux parties gouvernementales  
23          déterminent les règles d'un jeu où les communautés  
24          se retrouvent plus souvent qu'elles le  
25          souhaiteraient au pied du mur, avec la logique

1 malicieuse du "prendre ou à laisser."

2 Je ne lirai pas la conclusion tout de suite,  
3 Monsieur le Commissaire, mais je me permettrai  
4 quand même ce dernier commentaire avant de passer  
5 la parole à mes collègues, et en insistant que, sur  
6 le fait que, lorsqu'on regarde la réalité sur le  
7 terrain autour de nous, lorsqu'on constate que nous  
8 avons à gérer ce que nous considérons comme étant  
9 un service essentiel, lorsque nous avons la  
10 responsabilité de garantir la sécurité de nos  
11 membres au sein de nos communautés, et qu'on  
12 constate que finalement, nous avons à faire ce  
13 travail-là, mais sous des conditions qui nous sont  
14 propres, et qui sont loin des conditions qui sont  
15 disponibles à d'autres corps policiers, pour nous  
16 c'est très clair que c'est un cas flagrant de  
17 discrimination. Parce que, pour moi c'est très  
18 clair que, non seulement le travail de nos corps  
19 policiers est compromis, mais encore plus  
20 important, c'est la sécurité de nos membres qui  
21 l'est, compromise.

22 Donc, à ce stade-ci, j'aimerais peut-être  
23 demander à mon collègue, monsieur Alcon, de prendre  
24 la relève, et qu'il va vous entretenir puisque, il  
25 est responsable du dossier pour notre table, mais,

1           il a aussi été policier lui-même. Merci beaucoup.

2           **LE COMMISSAIRE :**

3           So Mr. Alcon, we're listening to you. Welcome.

4           **M. LLOYD ALCON :**

5           Okay. Good morning everyone. The... this thing is  
6           good? All right.

7                        So, thank you very much. I just want to give  
8           acknowledge and give thanks that we're on the  
9           Mohawk territory, here in Montreal, and welcome...  
10          I'm glad that they have us here.

11                       Also thank you, good morning Mr. Commissioner,  
12          and good morning to everybody that's here on the  
13          panel, the counsel, Chiefs, chiefs of police.  
14          Thank you very much.

15                       Just a quick introduction myself.

16                       My name is Lloyd Alcon, I'm a councillor with  
17          the Listuguj Mi'kmaq government. I'm also the  
18          portfolio holder for public security for the AFNQL.  
19          About for the technical aspects, I'm going to speak  
20          about, I'm also a ex-police officer where I worked  
21          in Listuguj, and actually I was seconded around  
22          the... the province, fifteen (15) years police  
23          officer, so I had the honor of working in a lot of  
24          First Nations communities within Quebec. They  
25          trust that I'm going to be speaking highly of them

1           and with my experiences there.

2           Also, I was seconded to the RCMP organized  
3           crime section - I was referred to yesterday on the  
4           PowerPoint presentation - it's called the UMICO,  
5           it's a combined forces, special enforcement unit,  
6           which combats organized crime. So, I'm going to  
7           segway into that after.

8           So just to give you my back, and then I do  
9           have the experience and I do have the... I would  
10          say the expertise to speak about that. So, getting  
11          right into it, the technical aspects, I'm going to  
12          give a portrait, basically an overview of the  
13          situation that we are dealing with.

14          So, and then, it's actually going to go on to a  
15          more broad discussion on the panel, so, what I'm  
16          going to be speaking of, I'm going to restrain  
17          myself for... to go on and off into too many topics,  
18          but it's going to be straight to the point.

19       **Me PAUL CRÉPEAU :**

20                I'll just... I'll just take...

21       **M. LLOYD ALCON :**

22                Sorry.

23       **Me PAUL CRÉPEAU :**

24                ... a minute. We have a PowerPoint presentation  
25                sur l'écran. Mais, we'll put it in evidence right

1           now, so then we can relate to the number later on,  
2           so it will be P-400...?

3           **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

4           P-506.

5           **Me PAUL CRÉPEAU :**

6           506, so...

7   - PIÈCE COTÉE P-506 -

8           **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

9           Yes.

10          **Me PAUL CRÉPEAU :**

11          ... this is piece... Okay. Thank you Mr. Alcon.

12          **M. LLOYD ALCON :**

13          Okay.

14          **Me PAUL CRÉPEAU :**

15          So, if you want to point to numbers or... when, so  
16          we can...

17          **M. LLOYD ALCON :**

18          Okay.

19          **Me PAUL CRÉPEAU :**

20          ... relate to your presentation. Okay. Thank you  
21          very much.

22          **M. LLOYD ALCON :**

23          And I'm going to have my papers in front of me,  
24          forgive me if I'm not looking up, Mr. Commissioner,  
25          but, the PowerPoint is... in French, but I don't

1 speak French, my notes are in English, so that's why  
2 you may see me looking...

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Ah.

5 **M. LLOYD ALCON :**

6 ... up and down, back and forth.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 Okay.

9 **M. LLOYD ALCON :**

10 I just wanted to clarify that.

11 **LE COMMISSAIRE :**

12 (Inaudible) something, don't go too fast. We have  
13 the translator. So...

14 **M. LLOYD ALCON :**

15 Am I working too fast for the translator there?

16 I'm not...

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 Not yet, but...

19 **M. LLOYD ALCON :**

20 (Inaudible) speak, sure.

21 **LE COMMISSAIRE :**

22 ... but just to make sure.

23 **M. LLOYD ALCON :**

24 So right now, we're looking at PowerPoint slide  
25 2.2.1 portrait of the situation. And the one



1           underneath the 2.2 is "Principles to due respected  
2           within the area of public security." Like I said,  
3           it's going to be a general overview, but, it'll set  
4           the tone for this morning.

5           So, basically, going to be painting a picture  
6           of the realities that we're facing.

7           So we have such a discrimination between First  
8           Nations policing compared to the rest of... I would  
9           say rest of Canada. I would... I'm talking about  
10          Quebec and Canada for the other police officers.

11          So the reality is basically that, when you  
12          look at the police acts and the other acts that the  
13          First Nations People, we're still not considered  
14          people, we're still not recognized. And the reason  
15          why I say this, is the act clearly states that. So  
16          if you look at the police act, they use words that  
17          were actually reiterated yesterday of... if we look  
18          at section 90 of the Police Act, "the government  
19          may enter into an agreement." So when you look at  
20          that word, "may", it may not seem big to other  
21          people, but for us it is, because it's actually  
22          giving an option to the government that maybe we  
23          should have police or not. Maybe we should be able  
24          to secure our communities. So from there, that  
25          basically goes against, in my eyes, the Constitution,

1 section 7, where it's not giving us the right to  
2 freedom, security, life. We've lost lives within  
3 our territories, we've lost officers actually on  
4 duty. So how can we respect that when the  
5 governments are saying, "well, you may have your  
6 own police force", but section 70 of the Police Act  
7 gives the municipalities, "you shall, you must have  
8 police force."

9 So this is a big part of our reality is we  
10 don't have that legalization part in there, where,  
11 like we were saying, legislative funding, keeping  
12 us here, you know, making us... having us to have  
13 the full-time, the jobs everybody else should have.  
14 So that gets into the human aspect of it. So we  
15 look at, it's not just us asking for money when we  
16 are a police, but it's to provide the safety and  
17 security for our people, to defend our communities.  
18 So that translates into a more human aspect where:  
19 how does the police officers say that they have a  
20 job, how do they properly plan for buying a house,  
21 groceries, all these different things. When they  
22 don't realize that section and humanize it, that's  
23 when you realize we're failing our peoples as a  
24 government.

25 Because if you reverse the role, and

1 Montreal's police force was about to shut down  
2 March thirty-first (31st), there would be chaos.  
3 There'd be chaos. Who actually condemns this? Who  
4 is actually going to go before the government and  
5 say, "you need to review, you need to be informed  
6 that this isn't right." But it's legal for them.  
7 For us, it's... okay. These are the realities.  
8 And maybe people don't understand that, and this is  
9 why we're here today, to really express the  
10 realities that we're dealing with.

11 So the law is already against us, the law is  
12 already failing us. It's in place.

13 Basically, I'm going to echo what the Grand  
14 Chiefs of Ontario said is:

15 "The government has given us a car, and  
16 we've been driving it with no brakes for  
17 twenty (20) years. So now what we're  
18 doing is we're passing the keys over the  
19 government and say, "here, you drive  
20 today.""

21 How would that translate into it. Maybe  
22 that would just kind of change the view of this is  
23 what we've been dealing, so we've already been set  
24 up to fail.

25 So for looking at some of the important

1 issues, the overview. If we can go to slide 2.1?

2 So we're looking at the overview of the  
3 situation. Uh, it's 2.1? Okay. This one is just  
4 a little bit ahead but... If we... It's okay.  
5 Anyway.

6 So the overview situation we're talking about:  
7 how were already set up within our communities.  
8 Are crime way... our crime rate is already way  
9 higher than the rest of the communities, and  
10 there's a lot of details and things that pertain to  
11 this.

12 So then you think about the living conditions  
13 within our communities that we have to police:  
14 clean water, overcrowding, houses that aren't  
15 properly renovated, no money to keep the  
16 infrastructure together. So we're already set up  
17 to fail, just as trying to live a basic life,  
18 within these territories. And then you add crime  
19 rate, and then you add underfunded, underequipped  
20 police force to actually do the job. And we do the  
21 job more than our provincial and federal  
22 counterparts, because, we don't have access. When  
23 they make a statement to say that if a police force  
24 closes, we can have the SQ come in there, well  
25 that's not the case. They're lumping us up into

1           this... the stigma that the province is going to  
2           take over.

3           I'm going to talk specifically about my  
4           community afterwards, and why that doesn't work...  
5           why doesn't that work within the agreements, of how  
6           you can't just say, "this or the police force will  
7           come in and do it."

8           So, our back's against the wall, and when we  
9           work, we're also... the officers that are  
10          responding as a social worker, a suicide crisis.  
11          We're actually working and policing our own people,  
12          so that means we have to police our family members.  
13          You know, we don't have the luxury of applying, and  
14          working twenty (20) minutes an hour away in a  
15          community where we have no intimate relations with,  
16          and this is what happens when the SQ are working in  
17          these Native communities: they don't have the  
18          relationships, they don't live there with them,  
19          they don't have to police their families. So we're  
20          already dealing with very troubling situations, but  
21          we make the best of it.

22          Now, we have communities that still don't have  
23          drinking water. We have incidents that are on the  
24          rise. And when you look at the statistics, these  
25          statistics that we can report, most of the time,

1           these officers are working one per community, and  
2           on average, you take a file, it may take you the  
3           whole night, so what about the other twenty (20)  
4           calls that you can't respond to? So another part  
5           that they use for the crime index, and of course  
6           it's used to their advantage, is saying that, "oh,  
7           crime rate has... maybe dropped in your community."  
8           Well, that's not the case, because we can't report  
9           on these things, because you have a chief of police  
10          who is also responding to calls, who's also working  
11          as a fireman, who's also working as a jailer. We  
12          have all these different titles that go around in  
13          job duties for one person, so it's imaginable of  
14          what we have to deal within the realities. We  
15          don't have the support staff.

16                 So, you put just how our communities are, and  
17                 how they're set up, and then what we have to do to  
18                 police them.

19                 So the other part of the presentation is 2.2,  
20                 is the "Principles to be respected in the areas of  
21                 public security."

22                 So, public services.

23                 We need representation and we need to be an  
24                 essential service. It's still not there, we still  
25                 don't have legislative funding, but I don't trust

1           the words that were provided by minister Goodale to  
2           say that "the program is not going away, your  
3           police offices aren't going to be shut down."  
4           Basically, using the fact of their two point  
5           seventy-five (2.75 %) each and every year,  
6           translates to them that this program isn't going  
7           away.

8           Well we need more than just taking their word  
9           for it. The government's word for it. We need  
10          actual change, you know. This is what we need. We  
11          need it to be law, and which we don't have it.

12          The financing must be equitable and permanent  
13          by legislative action. That's what it needs to be.  
14          And then we look at the achievement of First  
15          Nations in comparison with, let's say, the SQ.  
16          We're going to be getting into that also after,  
17          but, you... there's a significant difference, and  
18          it was testified yesterday, and actually with no  
19          objections, that, we are substantially lower than  
20          what the other police forces have. And I don't  
21          understand, still to this day, even after the tough  
22          questions you provided yesterday, of just giving us  
23          a formula. But it's not science, it's not as big,  
24          it's just basic, what we use, you have ways to say  
25          how you have a police officer, and what they're

1           worth. You're actually telling us what we're  
2           worth? We're worth less? So explain us how are we  
3           worth less. Because we know how to explain how  
4           we're worth more, and we've been doing it for years  
5           and decades, and... it's there. The writing is on  
6           the wall.

7                        So for the negotiations, must take place in a  
8           tripartite basis. There are negotiations taking  
9           place, thorough negotiations, but it's between  
10          Canada and Quebec. It's not with us. We're not  
11          involved in that. And the reason why we're not  
12          involved in that is because they don't respect two  
13          major parts of the negotiation, and that's building  
14          report with us, we have a different culture, and  
15          it's also being transparent and open. So there's  
16          no trust issues there. So the first thing they're  
17          doing is they're not building a good report with  
18          us.

19                       And I can specifically say how they're not  
20          building a good report with us, is because of the  
21          comments that are made by the people who are in  
22          these negotiations, and I'm going to elaborate into  
23          that further.

24                       So that brings us into this patriarchal,  
25          almost type of Stockholm syndrome relationship



1           where we're scared to actually talk back to the  
2           government, we're actually scared to express how we  
3           feel, because they hold the power over us. So  
4           after years and years of discrimination and this  
5           negligence towards us, you start feeling and you  
6           start thinking that maybe they're going start  
7           aligning with this person, and you start believing  
8           what they're saying is true. And then that creates  
9           this "divide and conquer" within our communities,  
10          our Chiefs, our chiefs of police, because they've  
11          dealt with it for so long. How do we break this.  
12          How do we break this relationship and explain what  
13          we're doing. And this is what we're doing here  
14          today.

15                 So that's the other part. Transparent.  
16          There's no openness and there's no transparency  
17          regarding this, when we talk about negotiations.  
18          If there was, they would have listened to us almost  
19          two years ago, when we started doing this, when we  
20          started our mandate, when we created this *ad hoc*  
21          committee from the Chiefs and recognized in this.  
22          It's clear, it's in comprehensive reports, done by  
23          Public Safety Canada, it's clear from the auditor  
24          general's reports. So how many more reports do we  
25          have to keep doing, and how many more studies do we

1           have to keep doing until things are actually going  
2           to be implemented. Because everything is there,  
3           the AFN reports. I don't make these up, the  
4           numbers are there, so. These are my concerns, is  
5           when is it going to change, and when is it going to  
6           stop.

7           I look at the date, it's March twenty-second  
8           (22nd), and I'm so grateful that we're here today  
9           presenting this. But in the reality, I still don't  
10          know how to explain to my community that we still  
11          don't have change, we still don't know how the...  
12          our police forces are going to run. I have  
13          partners that are waiting to hear what's our next  
14          step. And, it's sad.

15          So, we don't get the information in advance,  
16          we're left to our own devices, and you know exactly  
17          how it is when there's doors closed against you,  
18          you start coming to your own... assumptions that  
19          something's wrong, there's misconceptions, it's...  
20          we're in an abusive relationship and we're left in  
21          the dark. So this is what we've been saying. We  
22          need openness, we need transparency, we need to  
23          have information provided to us in advance, and  
24          they have to understand the capacity also, because  
25          when we have these meetings, they cloud us, they

1           have a staff, a chief of cabinet, they have seven  
2           (7) attend members in front of us, but they  
3           understand that, even with the volunteer committee  
4           that we have, we're still strained, so the  
5           resources are already against us. So it's an  
6           intimidation tactic that they have against us, and  
7           this is how it feels, it feels that we're not  
8           sitting here at a table discussing things. It's  
9           them versus us. And that's not a true  
10          conversation. So just setting the tone that way  
11          really creates this tension, this uneasiness  
12          regarding that. Excuse me.

13                 So, the part for that, for the principles,  
14                 like I said, there is going to be a discussing  
15                 panel and we're going to really get into the  
16                 details of that.

17                 Parts of the agreement also, there's a lot of  
18                 restrictions on there, with not having flexibility  
19                 and you understand, as police forces, we need the  
20                 flexibility. We don't need restrictive parts of  
21                 our funding, we need to be able to operate  
22                 logistically and...

23                 So when I explain this, the restrictions, we  
24                 may have money for operations and prevention, but  
25                 then we may have tons of money to buy office

1 chairs, and we can't use that money in other ways.  
2 So I mean, the agreements have to be open, they  
3 have to be flexible. We've already shown that  
4 we're able to adapt and use what we need, because  
5 we've been surviving for years on basic needs,  
6 so... within our budget, it has to be open,  
7 flexible... stuff in there. Excuse me for that.

8 Comparative elements.

9 If we want to go to the next slide, 2.3.

10 So we're looking at comparative elements, and  
11 we're using the SQ vs CPA. So for me, the  
12 translation be "First Nation police" and for the  
13 ones in English, regarding that.

14 So we'll look at the process, and the level of  
15 support granted to public security.

16 So, they were yesterday, and I'll call it a  
17 trigger word, like other words that are put before  
18 us, is "negotiation", the process. Is it an actual  
19 process.

20 Yesterday, I understand why there was  
21 objections, but we weren't trying to get into  
22 intimate details of a negotiation. We're trying to  
23 figure out what exactly is a negotiation in the  
24 eyes of us, and the governments, and that's why we  
25 were asking for a definition, because we feel it's

1 not a true negotiation. So when we look at the  
2 process regarding it, we look at the need  
3 assessment in financing a sustainability that we  
4 provide, sharing of information... it's different  
5 worlds, it's different worlds between us. The  
6 infrastructure and equipment, the obligations and  
7 the supervisory and control measures that are there  
8 on the... board.

9 So we look at... there's a... Okay.

10 I'll keep this up, because we actually have  
11 our grid and I'm going to make reference to it.

12 So, we look at the financing and  
13 sustainability. Like I said, the two point  
14 seventy-five (2.75) index is their words of saying  
15 that we're going to be continuing on, but in  
16 reality it isn't. We express that yesterday with  
17 the six point ten point two (6.10.2) for the part  
18 of the agreement, which basically states that we're  
19 negotiating under the gun for us. We... if we do  
20 not sign this agreement, we're not going to have  
21 any funding. If you do not provide, in writing,  
22 what your intentions are by March thirty-first  
23 (31st), you cease to exist. If your Band Council  
24 can't cover the funding, you cease to exist. And  
25 if you want to continue to exist, then, you pay out

1 of your own pocket.

2 We've been paying out of our own pockets for  
3 years. I can say just within maybe five (5) years,  
4 we accumulated... deficits of over one point two  
5 million dollars (\$M 1,2). That's coming out of own  
6 source revenue. That's coming... money... coming  
7 out of money that we could have put into our  
8 communities for other things, which there are...  
9 which we are lacking.

10 That's a crazy amount of money that we have to  
11 put into it. And we look at all the communities  
12 combined and the amount of money that we put into  
13 our communities, it shows that we... that policing  
14 and public security is paramount within our  
15 communities, because then we can protect our  
16 investments, we can protect our children, our  
17 women, our schools, our health. These are major  
18 things regarding it.

19 So, the funding we have is already subpar, and  
20 then you take into account the deficits that we  
21 have. And we don't get that money back. So with  
22 these agreements it's "take it or leave it, there's  
23 hardly any increase for you, and whatever we give  
24 you, take that money and try and stretch it out, to  
25 cover safety, equipment, retention, training and

1 salaries.”

2 And that translates into basically nothing for  
3 us when we look at the numbers.

4 So we're already under, we're already behind  
5 everything. But that criteria in that part of the  
6 agreement, that section just shows the... where the  
7 governments... we're identified them from actually  
8 having to be... - how do you say... - held to a  
9 higher standard policed, who's policing them. They  
10 actually have an out regarding this. So,  
11 everything is lined up for them.

12 We look at needs assessment, based on a case  
13 by case. The SQ, there's law that's established  
14 for them. They need to follow this, they need to  
15 follow that, your buildings have to be up the code.  
16 But we'll also provide the funding, we'll also  
17 provide you with the resource to make sure that you  
18 have these things taken care of. Your cars can go  
19 over so many hundreds of thousands of kilometers,  
20 you need to roll them over, you need to make sure  
21 your body armor is up to date, you need to make  
22 sure all these different things that are in place,  
23 of course to protect their police, but it's also to  
24 protect the citizens.

25 It's different for us. Our cars, they can go

1           three (3), four hundred thousand kilometers  
2           (400,000) on them, and, this is what we have to  
3           use, they're dented. Ourselves, they may have...  
4           not have any windows. So how do we actually  
5           protect our clients in there? And I'm not going to  
6           use the word "suspects", I'm going to use "clients"  
7           or "people" that we have.

8           Some have committed suicide within those  
9           cells, and, no changes have been made. It just  
10          goes to show that, our life isn't... even looked  
11          upon, even the people that we're dealing with. And  
12          there's probably going to be a discussion regarding  
13          that after, during the panel of specifically what  
14          that is.

15          Body armor.

16          We have outdated body armor, that we have to  
17          wear. So how do we protect ourselves. It's  
18          basically piece of mind that we're wearing this,  
19          and it's not protecting us. After so long, the  
20          fibres are just... they're not there.

21          Our weapons, our... every... any type of  
22          equipment, anything we have, our offices, they  
23          don't pass inspections. They're not safe enough,  
24          where the government was clear that they wouldn't  
25          let a minister with their security detail, into the



1 community. And I'm referring to Wemotaci where...  
2 the minister Kelley was not able to go in, because  
3 the security said it's not safe for him. The  
4 office isn't safe.

5 Well then why is it okay when they have...  
6 when it's strictly open for them, why is it okay  
7 for us to have our children locked into the  
8 detachment and see their dad working? Or us to  
9 live in these detachments and police them twelve  
10 hours (12 h) a day, seven (7) days a week, you're  
11 not able to the community, fire hazards... But  
12 it's okay for us to be there. This is our house,  
13 this is our home, our central hub. And it's okay.

14 So, it's... the governments know exactly  
15 what's going on, but the people don't know what's  
16 going on, and this is why we're here, we're  
17 explaining these things.

18 I talked about the infrastructure and the  
19 police equipments. We're negotiation, there were  
20 no process. It isn't a negotiation, it's  
21 unrealistic. It's a "take it or leave it"  
22 approach, it's a "divide and conquer", and it's  
23 actually insulting towards us... and I'm going to  
24 talk about a statement, and there was... back and  
25 forth about... if Mr. Coleman was part of the

1 negotiations or not, and, what his job was now, and  
2 what it was before, but I can tell you specifically  
3 when our red-hot committee was created and we  
4 started talking about communications and how we're  
5 going to do this process, Quebec says, "okay, we're  
6 open, we're going to start our meetings with you."  
7 Our meetings were late, there was actually no  
8 communications. So when we started, of October of  
9 twenty seventeen (2017), the technical aspect, we  
10 were confronted by the government and we were  
11 actually... the meeting started off with insults  
12 towards us. They question our mandate, they  
13 question if we had the right to be there, and  
14 they're insinuating that we're rogue Chiefs and  
15 Chiefs over here, because the first thing they  
16 asked was, "do you have the mandate?" And our  
17 Chiefs... "do the Chiefs know that you're here?"

18 And the reason why I have this, from being an  
19 ex-police officer, I take pretty good notes  
20 regarding these meetings.

21 So when we asked "where is Canada regarding  
22 these talks", because we wanted to be a good three-  
23 part government talk, they said, "well, we spoke  
24 with the feds verbally and they said they're stuck  
25 with their administration work." I said okay.

1           They didn't send any official correspondence to  
2           them, and that was actually part of their duties.

3           And then, MSP, when I say "MSP", I'm talking  
4           about the individuals that were representing  
5           Quebec. I talked about Richard Coleman, I talked  
6           about deputy minister Louis Morneau, their staff.  
7           These are the people that we're dealing with.

8           And the people that we have there, a great *ad*  
9           *hoc* committee, is myself, you see a few police  
10          chiefs here today, they're a few that weren't there  
11          also, but... They asked us for a resolution or a  
12          document that shows that we have the mandate to do  
13          this. They wanted to see something in writing,  
14          that we were there, that the Chiefs are supporting  
15          this.

16          So, starting the meeting without Canada there,  
17          starting the meeting by insulting us, and  
18          insinuating that we're basically road Chiefs...  
19          rogue Chiefs and council, elected officials that  
20          are here without a mandate of our... collective  
21          group.

22          This is how, not only negotiations start, but  
23          just talking about the technical aspect. That's  
24          the tone that they set, to us. So I had to  
25          acknowledge them: "thank you we're here this

1 morning, we're in our... we're in... here on  
2 territory, and also thank you for insulting me, and  
3 my group that's here, before we even get these  
4 meetings going."

5 So this is the tone, this is the hostility  
6 that's set by the government, with a blatant  
7 disregard for... "yes, our mandate was to have  
8 Canada here, but, that's okay, we'll cover for  
9 them."

10 We set a meeting after that, in Parliament,  
11 the next month, at the fed's office.

12 Question about this meeting. They never  
13 received any communication whatsoever. And it came  
14 to the point where we had to actually have our MP,  
15 our local MP come with us for this meeting. We had  
16 to have other people there, so they actually see  
17 what's going on, because they don't take our word  
18 for it. Our word doesn't mean anything unless we  
19 have somebody there that's representing, let's say,  
20 Quebec or Canada. So this is what we had to do.  
21 And that was just to confirm the statements that  
22 were made by them, in which they were contradicted.

23 So, the negotiations, the renewal process, we  
24 can't even get to that, because we're still trying  
25 to deal with the situation of how they don't

1           respect us, how they don't deal with us. If you  
2           look at the agreement, it says "Communities".  
3           We're not governments, we're not recognized to them  
4           as "governments", so why should they have a  
5           conversation with us because we're not governments.

6           It's nice to talk about it in public that we  
7           are, but when it comes down to it, they don't  
8           respect us and this is how they treat us.

9           And I speak to them just the same as I'm on  
10          the same level as them. I was elected in, this is  
11          a job I have to do, so I speak to them at the same  
12          level, and we still don't get the respect.

13          So this is painting a picture of how it feels.

14          If we go to slide 2.3.2, we're looking at  
15          resources, human resources, working and operational  
16          conditions, the average costs per police officer,  
17          the comparable salaries, recruitment and retention.

18          These are big parts when we look at the  
19          operational aspect. So, I alluded to it earlier  
20          regarding the working and operational conditions.  
21          It's a nightmare, it's a nightmare that we have. I  
22          love... I used to love being a police officer, but  
23          it would make me sick to my stomach, getting ready  
24          to go into... to work that job. It's already hard  
25          enough to work that job and being a police officer

1           within our communities. But it's even harder to  
2           know that you don't have the equipment, or you  
3           don't have the safety, or maybe you're isolated or  
4           you don't have the backup to come and help you.

5           They may make an argument and say, "well, if  
6           that's the case, the SQ is there to come and help  
7           you." Well that's not the case. Specifically for  
8           us, because of the incidents that happened within  
9           our community, and I'll refer to it later, but I'm  
10          making it a statement now, going back to nineteen  
11          eighty-one (1981) with the SQ and the raids that  
12          happened in our community, and abuse that's  
13          happened. So there's no SQ that comes into our  
14          territory.

15          They tried before in ninety-seven ('97), they  
16          were met with, I'd say... they were given a harsh  
17          reality of the situation that they created, and how  
18          they tried to come in. So, our community doesn't  
19          trust them.

20          We have a relationship with the SQ on a level  
21          were we get, let's say, higher than level services,  
22          but we're trying to build ourselves so that we  
23          don't have to outsource, where we don't have to  
24          call upon them, you know. At one point we had a  
25          canine officer, you know, Henri Vicaire, our old

1 chief of police - he's... he passed away actually  
2 on duty, couple of years ago. He was actually  
3 certified and recognized by the SQ to handle calls.  
4 He was trained and recognized by the SQ under their  
5 earth team, so, they were calling upon us, if they  
6 couldn't get their canine dog, to go to Gaspé or  
7 whatever, so we were recognized. So it just goes  
8 to show we have the potential, we have the  
9 knowledge, the skill, the experience, to be the  
10 same or even higher, than provincial standards or  
11 whatever the municipalities have, but we're still  
12 not recognized. So we want to cut those ties of  
13 having to keep relying on everybody and actually  
14 build, but we don't even have the resources to be  
15 basic. We already showed we could be higher, but  
16 we can't even answer basic calls, we can't cover  
17 shifts.

18 So these are the working and operational  
19 conditions we have to deal with. Let alone the  
20 average costs per officer.

21 We were told yesterday that it's very  
22 scientific or it's very hard to calculate what a  
23 First Nation police officer gets, but it's easy for  
24 us to find a number of how they do the municipal,  
25 provincial, federal, all across Canada. It's easy.

1 I've done a business case when I was actually on my  
2 management course, it was easy to find the numbers,  
3 it was easy to find numbers of Australia and  
4 England. Try to find a number for First Nations  
5 out there. We know how to do it. Why can't they  
6 do it? Well they don't listen to us how they do  
7 it, because they have their certain criteria. They  
8 put out there the nice terms of "isolation" and  
9 "smaller detachments" and "closest to urban  
10 centers" and... These are their ways of doing it.  
11 These are not the ways that it should be done. So  
12 there's no scale for us.

13 And if we do provide a scale, if we do provide  
14 our information, our evidence why we should be at  
15 the same or higher, because the job is done, well  
16 that's unreasonable in their eyes.

17 And we look at the background of the police  
18 officer, if they want to really dig into us, well,  
19 are you the same as us? Are you trained the same  
20 as us? I think so, and I think actually higher.  
21 And our papers actually show that, but, they don't  
22 want... I don't know if they don't want to accept  
23 it or not, but it's clear, everything is clear.

24 The recruitment and retention.

25 There's no such things. We've lost officers



1           on a continuous basis. The grass is greener on the  
2           other side, but when you think about it, these...  
3           I'd say secondments that are put forward, even if I  
4           could step back on that, with the testimony that  
5           was made by counsel yesterday, we talked about  
6           the... what it costs for a First Nation police  
7           officer to go to training. Significantly higher.  
8           We have to pay close to thirty thousand dollars  
9           (\$ 30,000). That's for Quebec. And then they have  
10          to be sponsored or show that they have a full-time  
11          job within this community.

12                 But the rest of the population is actually  
13          able to go there. They don't need to be sponsored  
14          and they're paying significantly lower fees to the  
15          school. But recruiting our officers, so they're  
16          getting... we're spending a lot more money, and  
17          we're not being able to keep them.

18                 When I was sent to training, I was sent to  
19          RCMP training, so we look back, and there's a field  
20          bust that went there, maybe close to sixty thousand  
21          dollars (\$ 60,000) or more, what it costs per  
22          officer.

23                 We sent officers to Atlantic Police Academy,  
24          which is maybe close to forty thousand dollars  
25          (\$ 40,000). So, again, we send our officers to...

1           we spend even more on them, but then right away,  
2           within our territories, Quebec doesn't recognize,  
3           didn't recognize me as a police... as a... as my  
4           training. They say, "you need to come here and  
5           be... have an equivalency." And then we have to  
6           pay for these things. So there are still these  
7           discrepancies between us.

8           So we can't hold on to these officers.  
9           They're going out, they're paying less money, and  
10          then they're being recruited and they're being kept  
11          from us, so, we can't say we have comparable rates  
12          to other agencies, we can't say our benefits are  
13          better, we can't say that our mental health support  
14          is better, we can't say that working this  
15          community, living in this house or if you're not  
16          from here, that you're going to be safe in this  
17          community. We can't make all these basic promises  
18          to them, but applying to everywhere else, it's on  
19          paper, it's there, they know what they're getting  
20          into.

21          Training, recruits. 2.3.3.

22          We look at the training recruits, the cultural  
23          sensitivity, admission for École nationale, the  
24          costs and number of cohorts.

25          I won't spend too much time on this, but when

1 we look about the training of recruits - I just  
2 touched on that - there's a lot of discrepancies,  
3 we'll get into that in more detail.

4 The First Nations Cultural Sensitivity  
5 Training.

6 So there's no ongoing training or assessment.  
7 They talked yesterday about the ethical part,  
8 the... if they're taking into consideration the  
9 part of actually having them more intimate with the  
10 communities, knowing how our... knowing the women  
11 and children within our communities, the safety,  
12 taking into account all those things.

13 We have to have a equivalency to say that  
14 Quebec recognizes our police and background, and  
15 these are by strict institutions that are there,  
16 and recognized.

17 But they need an equivalency when they're  
18 coming to work around First Nations communities,  
19 and they need to know that, who they're working  
20 with, who are the people there, the culture, the  
21 background, the relationship. They need to know  
22 these things. There's nothing set in stone to say  
23 that this is what they have to be recognized. The  
24 police says we have to be recognized even though  
25 I'm RCMP training, in the eyes of Quebec, well,

1           it's not good enough.

2           So for us, if we're having an SQ officer  
3           working near our territory, it's... it should be  
4           mandatory that actually, our government provides  
5           them with an equivalency and say, "okay, now I feel  
6           that you've learned the history of us, you know the  
7           relationship, you should be okay to be working over  
8           here, and this is how we communicate, this is how  
9           we do things, we have a different way of policing  
10          our people than the rest of the world does, in the  
11          right way."

12          So they mentioned that, they do this...  
13          they're starting, and I'll applaud them on that,  
14          they're starting it, but they're still lacking on  
15          there. They're still lacking where they could say  
16          that one First Nations person is actually able to  
17          provide training to the rest of the Nations.

18          That's great and all, but, incorporate the...  
19          intimate aspect. And they're doing that. But I  
20          just wanted to make it known that it has to be a  
21          little bit more. But I applaud them on that.

22          The costs.

23          I talked about the costs.

24          The cohorts, the languages. So, for myself, I  
25          speak English, how do I get mandatory training or

1           how do I get the specialized training that I need  
2           from Quebec?

3           It's only available when we have enough Native  
4           officers that are going to come and fill the  
5           classroom, so that way, then they'll give it. So  
6           it's not that... it's already translated, it's not  
7           that it's already ready for us, it's not that it's  
8           ready to go, it's whenever they have enough people  
9           to fund it, we have enough people to pay for it,  
10          then they'll actually put it. And then it's  
11          watered down.

12          So when you go to school, it feels like you're  
13          not getting the same as everybody else. It almost  
14          feels like you're being segregated. When we look  
15          at the typical classrooms before, we used to be in  
16          the basement of the school. And now we're actually  
17          with everybody else, but that was how it felt:  
18          second-class training, watered down, this is what  
19          you have. When I went to RCMP training, I was  
20          riding with the troops, I wore my own uniform, they  
21          actually recognize this, we're all there as one.  
22          We're not in a separate area or a separate wing.

23          So you still have that feeling. You have that  
24          feeling when you're talking to the government, you  
25          have your feeling when you're getting trained by

1 the government, you have a feeling when you're  
2 trying to negotiate with the government, that  
3 you're not the same as them.

4 The communities that are served.

5 So we looked at operational costs. Three (3)  
6 to four (4) times higher. There's major issues:  
7 cultural and linguistic barrier. Response time.  
8 Police presence is insufficient.

9 And I'm talking about communities that are  
10 served by the SQ. This is a part of technical  
11 aspect.

12 The reports are there. We look at the reports  
13 that are actually published in the SAA Website. We  
14 looked at the reports that are actually on the SQ  
15 website. If you look on their documents under the  
16 National Assembly. These are numbers that are  
17 actually here, they go back as far as twenty  
18 thirteen (2013), twenty fourteen (2014), and it  
19 shows the pricing of it. So, for one year alone,  
20 twenty thirteen (2013)-twenty fourteen (2014), the  
21 SQ received over eighteen million dollars (\$18 M)  
22 of funds that could have went to First Nations  
23 communities.

24 We look at what Kanesatake, what the SQ got  
25 for policing there: two point nine million

1 (\$2,9 M), almost three million dollars (\$3 M). And  
2 I can tell you that they don't police the community  
3 the way we used to police the community, the way  
4 the Kanesatake Mohawk police used to police that  
5 community. The reason I know that is that I was  
6 there and worked and provided assistance with them.

7 They are there, they're from there, they know  
8 the people, it's a good community.

9 Right now, they say the cops are just a drive  
10 by on the 344. They don't stop. They maybe go to  
11 a call. So why does it cost almost three million  
12 dollars (\$3 M ) to police that community, without  
13 providing services to them, that we talked about  
14 here. But it's okay to say, "you know what, maybe  
15 one point two (1.2)... maybe one point three  
16 million dollars (\$1,3 M) for First Nations to  
17 manage it? Maybe that's the maximum we're going to  
18 give you. And if you don't conform to us, if you  
19 don't accept this agreement, well, guess what,  
20 you're going to be shut down.

21 You need more money? You need to... the costs  
22 of living has gone up? You need... you're not able  
23 to keep it with the trends of crime, what's going  
24 on? Because they know at First Nations policing  
25 that we can be shut down. They know that SQ or

1 other agencies can't come into our community. So  
2 our communities turn into a hub for crime,  
3 organized crime, because they know, they can't do  
4 it as well as other cities but in First Nations,  
5 it's... it can almost be lawless around this time  
6 of year. And this is what we have to deal with.

7 So we also police our territory, and also the  
8 Canadians that are passing through our territory,  
9 or actually living within our community, but that's  
10 not taken into account.

11 So the money that's provided to the government  
12 of First Nations policing to give a less... a not  
13 even close service that we can, that money should  
14 be coming back to us. And we look at one year.  
15 This year, seven point five million dollars  
16 (\$7,5 M). We're saying, "you know what, this is  
17 the money that's specific for Quebec, and we're  
18 looking at your twenty-something communities. The  
19 governments, police forces, this is what you have.  
20 Here's your split.

21 So we look at Canada: three point five million  
22 dollars (\$3,5 M), that's their fifty-two per cent  
23 (52 %). You take Quebec's forty-two per cent  
24 (42 %) on that. Take that money, split it towards  
25 yourself and this is how you're actually going to



1 go forward with our... this is our money to  
2 negotiate, this is what you have, and this is how  
3 we're going to split it. No... with no clear  
4 criteria, no clear scientific method on how it's  
5 going forward, just their percentages, and how they  
6 want to throw it at us.

7 But if you take one year from the SQ, why do  
8 they have eighteen million dollars (\$18 M) to go  
9 through in these areas?

10 In twenty thirteen (2013), twenty fourteen  
11 (2014), the SQ received ninety-eight thousand  
12 dollars (\$98,000) and change for Listuguj.

13 I don't know what that is. I can't find out  
14 what it is. I don't know if it's operational, I  
15 don't know if it's their liaison position. They  
16 tell us in the agreements that the SQ are  
17 getting... are providing services free of charge to  
18 First Nations. That just means that we're not  
19 paying them directly, they're getting the money  
20 from the government and putting it in their pocket  
21 but telling us, "oh, we're giving you services free  
22 of charge, we're taking care of you." That's not  
23 the case, because the number show it.

24 So from there, do we still have a trust with  
25 them?

1           The money that the SQ got for that year was  
2           more than what the government offered us this year,  
3           to keep going. Maybe ninety thousand (90,000) to  
4           say, "split that amongst your detachment and  
5           support safety, health, equipment, retention,  
6           salary." This is what they came with us.

7           I'm able to say it, we were... I'm already  
8           waving my right to privacy regarding the process,  
9           it wasn't a process, but, I'm giving you numbers,  
10          I'm giving facts. And the reason why I can say  
11          this is because if I need to deposit it, as  
12          evidence, it's a direct e-mail regarding the  
13          process. They put it in writing, "this is what  
14          your agreement was, and this is the percentage  
15          we're offering you." This is not word-to-mouth.  
16          It's here. And that's transmitted by the Quebec  
17          and Canadian government, compared to what their  
18          numbers are.

19          We take heed to what's going on, we understand  
20          the rules that they put forward in trying to put  
21          this guise of reconciliation in front of us. But  
22          in reality, this is what's here.

23          And this is why we're here today, we're going  
24          to explain these things in detail, we're going to  
25          explain these things. But my part is to give you a

1 snapshot of the reality, you know? And I feel it,  
2 I feel it as I'm speaking. My... I... my tone, I'm  
3 lowering my voice, I'm trying to be calm, but, it's  
4 hard when you get back into the reality of which  
5 you are living there. It's the same way as if you  
6 have a person who's a victim of crime, and you want  
7 their story. Well, forensic interviewing... you  
8 bring them back to that situation so they can feel  
9 it, smell it, so you get the reality. So me  
10 testifying here today, Mr. Commissioner, and  
11 talking to everybody here, it's... reality is  
12 coming up, I'm feeling it. So I'm really trying to  
13 stick to the presentation, but, I can't help but  
14 relive these experiences. So if it feels that I'm  
15 going off into right field, I apologize, but it's  
16 all relative. And it's so everybody feels it.

17 So, I think that would conclude my part for  
18 the community served by the SQ and also the  
19 technical aspect. I'm not sure if we go to the  
20 video next? Okay.

21 So, on the next part of the slide, it's 2.4.  
22 It's a presentation of a short video. I'm just  
23 going to provide an introduction to what this video  
24 is, and it's going on maybe a little more than...  
25 it's three (3) minutes. It's a three-minute video,

1 produced by APTN. It was broadcasted in September  
2 of twenty sixteen (2016), "The Quebec is..."... the  
3 title is, "Quebec: First Nations police force needs  
4 help and resources."

5 And we're looking at the community of Kebaowek,  
6 "Eagle Village", and I just wanted to point to  
7 everybody that, for the community here, this is  
8 Chief Lance Haymond's community. And I just wanted  
9 to...

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Welcome Chief Haymond.

12 **M. LLOYD ALCON :**

13 ... point this out, and I want to thank him for  
14 being here. He had very strong comments also  
15 regarding his community and the process when we  
16 met. He said, "I have to provide policing to my  
17 community." I feel bad that, if I sign, that he  
18 doesn't have the support around the Table of the  
19 Chiefs who aren't signing the agreements. I  
20 said... and that's the feeling coming from the  
21 Chief from this community, because we often feel  
22 the same way, that we have to provide policing to  
23 our community. But, if we sign, we feel bad that  
24 we're not part of this collective people who want  
25 to denounce the situation. And I said, "nobody's

1           judging you on this because, you know what? You're  
2           signing under duress." And this is how they put it  
3           forward, this is how they impose it on you.

4                     But he's providing the human aspect of it. "I  
5           have to make sure my people have a job, even though  
6           if they're only providing support for two (2)  
7           police officers and we do the other two (2), this  
8           is... we have a duty to our people."

9                     But like I said at the beginning, we're  
10          handing the keys over and saying, "you drive a car  
11          with no wheels, go right ahead, we've been doing it  
12          for over twenty (20) years."

13                    Real quick part about Chief Lance Haymond, and  
14          the video's ready to go.

15       **VISIONNEMENT**

16       -----

17       **M. LLOYD ALCON :**

18                    And this, Mr. Minister, if you listen to the time  
19                    and dates, this is clearly, we've tried to really  
20                    push that the deadline is coming, and then showing  
21                    them visuals, speaking to them, and we're still  
22                    here at the eleventh (11th) hour.

23                    Another thing I want to clear of yesterday,  
24                    during Mr. Coleman's speech, is he couldn't answer  
25                    certainly questions because, technically, he wasn't

1           there.

2           He was there on September of twenty sixteen  
3           (2016), when we had all of our chiefs of police,  
4           Chiefs of our community, the federal government,  
5           explaining to them and talking about public  
6           security, the situations. But, it was First  
7           Nations, governments, and Canada.

8           But sitting across from us in the corner with  
9           their table was Quebec, the Minister of Public  
10          Security. And guess what? We couldn't engage  
11          them. They were there to listen, they were there  
12          to take all the information, they were there to get  
13          a jump on what's going on, but they'll come before  
14          you and say, "we can't talk about it, because we  
15          weren't there, we didn't know anything." They were  
16          sitting there.

17          So, we're not at these tables, we're not  
18          sitting in the back corner when Quebec is talking  
19          with Canada regarding us. But they're able to sit  
20          there, and we're not able to talk with them.

21          But my Chief from Listuguj, Darcy Gray,  
22          pointed that out and said, "if I'm here and  
23          Canada's here, and were talking with us about what  
24          we're talking about today and everything, then why  
25          can't I talk to a Quebec counterparts. Why do they

1 sit there and listen, and we can't talk to them.  
2 Is that fair?" So we called him up. He called him  
3 up, and said, "Mr. Coleman"... They called him up  
4 and he sat there. And I said, "so just judging by  
5 the body language, not wanting to talk with us,  
6 just the attitude, the demeanor shows, "doesn't  
7 want to be here, doesn't want to talk with us, but  
8 wants to listen and take everything in." And  
9 that's a tactic. That's strategic.

10 So this was when I first came in as a Council  
11 in June. This is the first meeting, big meeting I  
12 had as a politician and to see how the governments  
13 work. And I knew from there, it's going to be a  
14 tough road ahead.

15 Fastforward November, real quick, twenty  
16 sixteen (2016).

17 We met with the Quebec minister, Minister  
18 Coiteux, their Government, their chief of staff,  
19 with a few Chiefs from our communities, and also  
20 chiefs of police, specifically to policing. And I  
21 said, "if you're good grace, good relationship with  
22 us, then, you need to treat us in the situation  
23 that we're dealing with right now. It's already  
24 been identified, you need to provide emergency  
25 funding right now. Close the gap on the

1 differences between us, so that way you're  
2 providing a tourniquet to us until twenty eighteen  
3 (2018) till we can make it. Because basically I  
4 used that word, "our forces are fractured", we need  
5 to help them. And he said, "this is not the time  
6 and place to talk about this." But he had his  
7 whole staff there. So it was the time and place to  
8 talk about this, and it was set there.

9 So in my eyes, that wasn't a priority.

10 Then he looked at the media, of that month.  
11 Situation in Val-d'Or, our women that were abused  
12 up there.

13 The relationship up there. The government  
14 doesn't have money to provide us for policing, but  
15 they open up their check books and say, "we're  
16 going to open up a detachment up there, we're going  
17 to try to recruit eight (8) First Nations police  
18 officers - and already taken from their already  
19 strained resources - and bring them in, to help a  
20 situation that they created. To help a situation  
21 that... the problem that they have, the  
22 relationships."

23 That's a blatant slap in the face towards us,  
24 where they're telling us, "wait, this is not the  
25 time to talk about money." But when it's time to



1           fix their problem that they created by using our  
2           resources, then it's okay to go out to the public  
3           and say these things.

4           So right again, few months later, yes, this is  
5           going to be great dealing with this government.  
6           This is going to be great dealing with them. And  
7           this is at different levels, this is not just the  
8           minister, deputy minister, all the way down. So  
9           when they have this kind of trick, and this way to  
10          circumvent these conversations yesterday, "I wasn't  
11          there, I wasn't this", well they are there. I'm  
12          here to provide this because I was there.

13          So, my testimony, I think, holds a lot more  
14          water than the one we heard yesterday. Because  
15          he's painting a picture, and we're painting the  
16          reality on this. And that's another conversation  
17          we talked about in negotiations. Another incident,  
18          a crisis that happened in Lac-Simon, where the  
19          officer was killed. So we have a chief of police,  
20          and I'm sharing this because the chief of police  
21          said I can share this, and he's actually going to  
22          be testifying in April. He said, "please let this  
23          be known, he said, you may think that you're  
24          dealing with a good person, but, an officer was  
25          killed, and then a chief of police had to start

1 negotiations afterwards because they're getting  
2 their department back."

3 It could be alleged or not, but the officer,  
4 like I said, is going to testify, and he wanted me  
5 to say it.

6 He said when he was getting ready to go meet  
7 with Quebec, and testify to them, after this  
8 incident happened, this crisis happened, Richard  
9 Coleman told that chief, "negotiations start  
10 tomorrow, you better have your bulletproof vest  
11 on."

12 Why would he tell a chief of police, who just  
13 lost an officer who died within the community,  
14 "we're starting negotiations tomorrow, you better  
15 weigh your bulletproof vest." What do you think  
16 he's insinuating? What do you think that  
17 relationship is, the kind of power over us. And  
18 that just goes to show these are who we have to  
19 deal with. These are the people we have to deal  
20 with. So already we don't want to deal with these  
21 people, already we don't want to deal with this.

22 And I say it on record because I received that  
23 information directly from the Chief, and this from  
24 Lac-Simon, and the chief of police, and they will  
25 be testifying in April. It's already on record.

1                   So what you hear, what you may have heard  
2                   yesterday, that's fine. Everybody has to protect  
3                   themselves. But I'm here to tell you the truth,  
4                   and how things have been going so far, leading us  
5                   to March twenty-second (22nd), where we're actually  
6                   going to go to more details, but, you know, I think  
7                   at this point right now, our... we're done with the  
8                   technical aspect and the video, but I just wanted  
9                   to close on those remarks. And then now, I guess  
10                  I'm...

11                  Counsel, I'll leave it up to you, but, thank  
12                  you very much everybody for listening to me give  
13                  this overview, and I look forward to speaking again  
14                  after.

15       **Me PAUL CRÉPEAU :**

16                  And just before going...

17       **M. LLOYD ALCON :**

18                  Sure.

19       **Me PAUL CRÉPEAU :**

20                  ... for the break, I'll have one question for

21                  Mr. Alcon.

22       **M. LLOYD ALCON :**

23                  Sure.

24       **Me PAUL CRÉPEAU :**

25                  And maybe we'll ask right now, because you related

1           to in your... in the PowerPoint, I don't know which  
2           page, there was the SQ vs CPA. I just want you to  
3           explain that "CPA" is « Corps de police  
4           Autochtones »...

5           **M. LLOYD ALCON :**

6           Okay. Yes.

7           **Me PAUL CRÉPEAU :**

8           Okay.

9           **M. LLOYD ALCON :**

10          So, in English, I...

11          **Me PAUL CRÉPEAU :**

12          Uh-hum.

13          **M. LLOYD ALCON :**

14          We were trying to figure out what the translation  
15          would be. So it would be "First Nations Police  
16          Force."

17          **Me PAUL CRÉPEAU :**

18          Yes, okay.

19          **M. LLOYD ALCON :**

20          Or "First Nations Police Service".

21          **Me PAUL CRÉPEAU :**

22          So, when we see CPA...

23          **M. LLOYD ALCON :**

24          Uh, CPA it's...

25          **Me PAUL CRÉPEAU :**

1           ... it's « Corps de police autochtone. »

2           **M. LLOYD ALCON :**

3           ... FNP or... Yes. Police.

4           **Me PAUL CRÉPEAU :**

5           Okay. And before going to the break, I believe that  
6           it would be time maybe just to get the other  
7           partners on the panel, just to introduce themselves,  
8           who they are, and maybe give us a portrait of what  
9           their community looks like, where they are, so we  
10          can have the whole picture before we take a break.  
11          Then we'll come back for the panel. So maybe,  
12          Mr. Mapachee will... could explain you're from  
13          where...

14          **LE COMMISSAIRE :**

15          Alors Monsieur Mapachee, je vous écoute.

16          **M. GERRY MAPACHEE :**

17          Bonjour Monsieur le Commissaire, étant donné qu'on  
18          se connaît bien, mais je vais me présenter pour  
19          l'ensemble du monde. Mon nom c'est Gerry Mapachee.  
20          Je suis de la Nation anishinabeg algonquine de  
21          Pikogan. Je suis policier depuis mille neuf cent  
22          quatre-vingt-treize (1993), donc je pense que je  
23          connais quand même le métier de policier dans une  
24          communauté. J'ai été toujours à Pikogan, donc...  
25          Je suis le Directeur depuis mille neuf cent

1            quatre-vingt-seize (1996). Le service de police de  
2            Pikogan a... on est, dans notre entente, nous on  
3            est... comme à Kebaowek, ils sont deux (2), nous on  
4            a trois (3), selon l'entente, mais on est quatre  
5            (4) policiers, pour offrir un service; il y a deux  
6            (2) policiers autochtones et deux (2) policier non  
7            autochtones. On n'a aucun personnel de soutien  
8            dans notre communauté.

9            La population de Pikogan, c'était... est à peu  
10           près de quatre... six cent cinquante (650) de  
11           population. On a le privilège et la chance de  
12           rester dans les... en banlieue d'Amos. Donc la  
13           ville d'Amos qui est quand même assez grande et, le  
14           centre de détention est près. L'hôpital est près.  
15           Donc, tous les services, on a l'avantage d'avoir,  
16           contrairement à mon collègue Régis, qui va faire sa  
17           présentation, il va se présenter tantôt par rapport  
18           à ça.

19           Donc, en gros, c'est ça. Je le sais pas si...  
20           Je fais partie de l'APNQL depuis le début. Euh,  
21           bien, du comité *ad hoc* depuis le début, puis je  
22           tiens mordicus à parler ou à... un peu dire les  
23           vraies choses, t'sé. C'est parce que c'est  
24           comme... c'est énervant des fois parce que, en  
25           tant que... on croit à ça nous. Pour nous, ça fait

1           vingt-cinq (25) ans qu'on est là-dedans puis, on  
2           n'a pas... on nous dit pas c'est quoi, on se fait  
3           pas écouter. Puis t'sé, c'est comme, t'sé... en  
4           tout cas. J'essaye d'être le plus sain possible,  
5           mais t'sé, j'essaye de... t'sé... J'essayais de  
6           trouver le mot tantôt là, parce que, hier, il y a  
7           une question qui a été posée puis il y a eu une  
8           objection à cette question-là, mais, ils savent la  
9           réponse. Prenez pas pour... prenez-nous pas pour  
10          des épais là. T'sé là. On a une réponse, puis  
11          le... les gens nous disent, "ah non non, on est en  
12          négociation, puis, ah, j'ai pas d'informations,  
13          m'as vous le donner d'ici un mois."

14                 C'est juste pour retarder puis vous... en fin  
15          de compte, ils nous prend pour... t'sé, la réponse,  
16          ils l'ont, mais ils veulent pas la dire. Pour  
17          quelles raisons? Moi je... témoigne aujourd'hui,  
18          je dis les vraies choses. Pourquoi qu'il le dit  
19          pas? Puis j'affirme aujourd'hui que c'est vrai,  
20          tout est vrai, puis je veux pas... j'ai pas rien à  
21          cacher. Pourquoi qu'on le cache ces choses-là,  
22          c'est ça que... T'sé, la politique ingrate là, à  
23          ce... à mon niveau, c'est ça. C'est... parce qu'on  
24          peut-tu dire les vraies affaires et les vraies  
25          choses? Puis arrêter de dire, "on s'objecte parce

1 que, on est en négociation", ou "on sait pas  
2 l'information mais on va vous la donner plus tard."  
3 C'est juste de... finalement, on va vous la dire,  
4 mais, de façon... close. C'est ça qui vient me  
5 chercher un peu puis, t'sé, d'un côté, les... "ah,  
6 j'étais pas là" ou "je [ne] suis plus là." Peut-  
7 être que t[u n]'étais plus là, mais t'étais là dans  
8 le temps.

9 **Me PAUL CRÉPEAU :**

10 Alors ça, on verra ça dans le détail sur les thèmes  
11 tout à l'heure.

12 **M. GERRY MAPACHEE :**

13 Désolé.

14 **Me PAUL CRÉPEAU :**

15 Alors on voit peut-être juste les présentations des  
16 communautés pour le moment.

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 Alors je suis très heureux de vous accueillir  
19 Monsieur Mapachee.

20 **M. GERRY MAPACHEE :**

21 Merci.

22 **Me PAUL CRÉPEAU :**

23 Monsieur Flamand?

24 **M. RÉGIS FLAMAND :**

25 Kwe. Kwes kina.



1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Kwe.

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 Kwe.

5 **M. RÉGIS FLAMAND :**

6 Kwe, Monsieur le Commissaire. (En atikamekw)  
7 Bonjour. J'aimerais premièrement remercier  
8 Monsieur le Commissaire de nous permettre de  
9 prendre parole aujourd'hui, et surtout de se faire  
10 entendre, concernant le sujet du financement des  
11 services de police autochtones.

12 Je m'appelle Régis Flamand. Je suis un  
13 Atikamekw de Manawan. J'ai donc... j'ai vécu toute  
14 ma vie dans la communauté de Manawan, mis à part  
15 quand je suis allé aux études, au collège d'Alma,  
16 pour aller faire mon cours de techniques  
17 policières.

18 Donc j'ai gradué par la suite à Nicolet, à  
19 l'École nationale de police, en deux mille deux  
20 (2002).

21 Je vis à Manawan, avec ma famille ainsi que ma  
22 conjointe qui est Atikamekw elle aussi, puis ça  
23 depuis que je suis tout petit, depuis que je suis  
24 au monde, on peut dire.

25 Manawan est une communauté qui est située au

1            nord de Lanaudière. Il y a trois mille (3 000)  
2            membres au sein de la communauté de Manawan, qui  
3            est une communauté parmi les trois (3) autres de la  
4            Nation atikamekw. Deux mille cinq cents (2 500)  
5            membres vivent à l'intérieur de la réserve, qui est  
6            quand même importante.

7            Puis la particularité de ma communauté... moi  
8            je le dis souvent, on ne passe pas par Manawan. On  
9            va à Manawan. Pourquoi? Parce que Manawan se  
10           trouve à être un cul-de... dans un cul-de-sac d'un  
11           chemin forestier. Un chemin forestier qui est  
12           quand même considéré par nous dangereux, parce  
13           qu'il est constitué de plusieurs courbes, puis à  
14           l'intérieur de ce chemin forestier-là, il y a  
15           beaucoup, beaucoup, beaucoup de transport de bois,  
16           dont on a déjà eu des décès suite à des accidents.

17           Puis Manawan est située... pour le situer un  
18           peu, il est au nord de Lanaudière. La première des  
19           municipalités, pour moi, c'est Joliette, qui est  
20           située à deux (200) cents kilomètres de notre  
21           communauté.

22           Oui, on peut dire qu'il y a une autre...  
23           municipalité qui est Saint-Michel-des-Saints, mais  
24           à mes yeux, Saint-Michel-des-Saints c'est un tout  
25           petit village. Puis pour moi, une municipalité la

1 plus proche, la municipalité la plus proche, c'est  
2 celui de Joliette. Parce que c'est la municipalité  
3 laquelle nos membres vont pour recevoir soit des  
4 soins médicaux, parce que l'hôpital est situé à cet  
5 endroit-là, qui est le plus proche, soit pour aller  
6 s'instruire, ou tout simplement pour aller  
7 s'installer, suite à des pénuries de logements dans  
8 nos... au sein de notre communauté.

9 Puis d'ailleurs, Joliette aussi, c'est notre  
10 district judiciaire. Nous, au niveau de la police,  
11 c'est là qu'on se rend pour aller déposer nos  
12 dossiers judiciarisés; qui constitue quand même une  
13 distance assez importante, puis qui occasionne des  
14 frais... assez importants au niveau opérationnel.

15 Je suis policier depuis seize (16) ans, puis  
16 j'ai toujours le même profond désir de bien servir  
17 ma communauté.

18 Au fil du temps, j'ai occupé le poste de  
19 patrouilleur, d'enquêteur, responsable de relève,  
20 pour finir comme Directeur en deux mille sept  
21 (2007). Ça fait quand même onze (11) ans, on peut  
22 dire, que j'occupe le poste de direction, puis je  
23 peux affirmer que, on sait de quoi on parle quand  
24 on parle de nos "besoins réels".

25 À l'intérieur de ça, j'ai eu quand même

1 l'occasion de travailler comme policier au sein de  
2 la municipalité de Joliette, dans mes débuts de  
3 carrière. Puis là, j'ai pu voir la distinction, la  
4 différence qu'il y a, entre un corps de police  
5 municipal, au niveau des moyens logistiques,  
6 ressources humaines, financières aussi, versus les  
7 corps de police autochtones; dont le mien, celui de  
8 Manawan.

9 Notre service de sécurité publique à Manawan  
10 est constitué, selon... selon l'entente, de neuf  
11 (9) policiers. Puis actuellement, on est neuf (9)  
12 membres policiers. Mais c'est insuffisant selon  
13 nos besoins. Selon l'évaluation que nous on fait,  
14 et on est les mieux placés, je peux dire, pour  
15 venir expliquer c'est quoi nos besoins réels, parce  
16 que c'est nous qui vivons au quotidien au sein de  
17 nos communautés, puis on connaît c'est quoi  
18 réellement, nos besoins en matière policière.  
19 Merci.

20 **Me PAUL CRÉPEAU :**

21 Merci.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Merci. Merci, chef...

24 **Me PAUL CRÉPEAU :**

25 On va en garder un petit peu...

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 ... Flamand.

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 ... tout... pour tout à l'heure pour rentrer dans  
5 les détails...

6 **M. RÉGIS FLAMAND :**

7 Oui.

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 ... l'évaluation des besoins, voir comment vous  
10 voyez ça.

11 Dans le cas de monsieur Mathias, c'est  
12 particulier, monsieur Mathias va peut-être nous  
13 expliquer qu'il avait un service de police, et, si  
14 je comprends bien, qu'il est en demande pour recréer  
15 le service de police qui a été aboli il y a une  
16 dizaine d'années maintenant, Monsieur Mathias?

17 **M. STEEVE MATHIAS :**

18 Kwe. Bonjour.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Kwe.

21 **M. STEEVE MATHIAS :**

22 First, I'd like to acknowledge the feather that you  
23 have...

24 **Me PAUL CRÉPEAU :**

25 Uh-hum.

1 **M. STEEVE MATHIAS :**

2 ... and the drum, and all the other sacred items  
3 that's in the room. And, I want to commend the  
4 Commission for creating that kind of environment in  
5 this Commission. I think that's... it's important  
6 that these are values to our people, to our culture  
7 and, again, I want to commend the Commission for  
8 adapting it to our realities.

9 Je vas probablement m'exprimer dans les deux  
10 langues aujourd'hui là, parce que je cherche mes  
11 mots de temps en temps, mais... puis je suis une  
12 personne qui... que j'aime pas lire des... quand je  
13 suis dans des forums comment qu'on est aujourd'hui,  
14 mais, j'aimerais premièrement vous souhaiter  
15 bonjour, Monsieur le Commissaire, Mesdames.

16 Je me suis levé à'matin, je sais pas si... en  
17 *rouvrant* la TV, ils parlaient, aux nouvelles, à  
18 propos de "monsieur", puis "madame."

19 T'sé, il y a un gros débat apparemment, à  
20 Ottawa là, qui se passe juste à cause de ça là,  
21 que, est-ce que c'est encore pertinent de... t'sé,  
22 de faire référence à "monsieur", puis à "madame."

23 Bien, je suis content d'être ici parce que, je  
24 pense qu'il y a des choses qui sont beaucoup plus  
25 importantes ici que de s'acharner sur des affaires,

1 t'sé, de dire est-ce que "monsieur", puis "madame",  
2 c'est encore pertinent dans le pays du Canada.

3 Mais, juste pour me présenter, je suis un  
4 Algonquin de la communauté de Longue-Pointe, qui  
5 demeure à Winneway. J'ai déjà paru devant la  
6 commission à fin septembre, j'ai déjà exposé un peu  
7 la communauté, puis, je suis fier là, de revenir  
8 ici ce matin, avec mes collègues.

9 Et puis, moi je vas plus me concentrer là, sur  
10 les conséquences là, t'sé, de pas accepter le "take  
11 it or leave it" deal du gouvernement. T'sé, c'est  
12 plutôt sur ça que je vas m'exprimer aujourd'hui là,  
13 puis partager l'expérience de ma communauté.

14 T'sé, j'ai eu une formation policière aussi,  
15 j'ai été policier dans ma communauté pour six (6)  
16 ans de temps, j'ai été... j'ai gradué au sein de la  
17 police amérindienne en mille neuf cent quatre-  
18 vingt-deux (1982).

19 J'aimerais en profiter aussi pour faire  
20 reconnaître l'ancien Directeur de la police  
21 amérindienne, monsieur Tassé, qui est dans la salle  
22 ici aujourd'hui.

23 C'est que moi j'ai fait ma carrière avec la  
24 police amérindienne, puis on a vécu toutes sortes de  
25 choses aussi à cette époque-là. Mais... puis j'ai

1           été aussi Directeur général du Conseil de bande de  
2           mille neuf cent quatre-vingt-quinze (1995) jusqu'à  
3           quatre-vingt-dix-huit ('98). En quatre-vingt-dix-  
4           huit ('98), j'ai été élu comme Chef. J'ai fait  
5           douze (12) ans consécutifs au... à la Chefferie de  
6           Winneway, jusqu'en deux mille dix (2010).

7           En deux mille dix (2010), j'ai perdu mes  
8           élections, puis j'ai revenu comme conseiller en deux  
9           mille treize... excuse, en deux mille quatorze  
10          (2014), et je me suis fait réélire comme Chef depuis  
11          le mois de août l'été passé.

12          Puis, c'est, comme je l'ai mentionné, je vas  
13          probablement là, prendre la parole plus tard tantôt  
14          là, pour exposer un peu là, dans le contexte qu'on  
15          se retrouve aujourd'hui dans la communauté de  
16          Winneway. Merci.

17       **LE COMMISSAIRE :**

18           Alors bienvenue Chef Mathias. D'ailleurs, pour la  
19           petite histoire, vous avez même été élu Chef deux  
20           (2) fois, lors de la dernière élection. En tout  
21           cas.

22       **M. STEEVE MATHIAS :**

23           Oui.

24       **Me PAUL CRÉPEAU :**

25           Alors... O.K.



1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Bon.

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 Peut-être juste établir, Monsieur Mathias, juste  
5 avant de terminer, votre... vous aviez un service de  
6 police qui a été aboli en quelle année?

7 **M. STEEVE MATHIAS :**

8 En deux mille six (2006).

9 **Me PAUL CRÉPEAU :**

10 Deux mille six (2006). Puis actuellement, vous êtes  
11 en demande pour rouvrir un service de police de la  
12 communauté de Winneway?

13 **M. STEEVE MATHIAS :**

14 Bien, de fait c'est que, la demande a été faite,  
15 puis on a eu une lettre d'entente sur une table de  
16 négociation, pour permettre notre corps de police  
17 dans la communauté, qui date de deux mille huit  
18 (2008).

19 **Me PAUL CRÉPEAU :**

20 O.K.

21 **M. STEEVE MATHIAS :**

22 Puis je l'ai déposé ce document-là, à fin de... du  
23 mois de septembre, quand j'ai paru à Val-d'Or.

24 **Me PAUL CRÉPEAU :**

25 Oui. O.K. Donc vous êtes en négociation.

1                   Je proposerais à ce moment-ci, Monsieur le  
2                   Commissaire, de peut-être prendre la pause du  
3                   matin,...

4                   **LE COMMISSAIRE :**

5                   Une couple de minutes de pause.

6                   **Me PAUL CRÉPEAU :**

7                   ... pour permettre... oui, parce qu'ensuite on  
8                   recommence dans un panel qu'il serait bon de faire  
9                   d'un trait jusqu'à la pause du midi. Alors, je  
10                  proposerais l'ajournement...

11                  **LE COMMISSAIRE :**

12                  Très bien.

13                  **Me PAUL CRÉPEAU :**

14                  ... pour...

15                  **LE COMMISSAIRE :**

16                  Alors on suspend une quinzaine de minutes.

17                  **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

18                  Suspension de l'audience quinze (15) minutes.

19                  SUSPENSION

20                  -----

21                  REPRISE

22                  **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

23                  Reprise de l'audience.

24                  **LE COMMISSAIRE :**

25                  Alors bonjour de nouveau. Alors Me Crépeau, je

1           comprends qu'on continue toujours avec le même  
2           sujet?

3       **Me PAUL CRÉPEAU :**

4           On reprend sur... et maintenant on va aborder,  
5           Monsieur le Commissaire, les différents thèmes qui  
6           sont à l'écran, c'est ceux que monsieur Alcon nous  
7           a introduits tout à l'heure, et je... les... nos  
8           participants, les panélistes auront des choses à  
9           nous dire, je pense.

10           Chef Picard, allez-vous faire une  
11           introduction, ou on passe immédiatement à nos  
12           participants sur ces thèmes-là?

13       **M. GHISLAIN PICARD :**

14           Bien, écoutez, très très brièvement, c'est sans  
15           doute pour faire le lien entre ce qui a été dit  
16           plus tôt par...

17       **Me PAUL CRÉPEAU :**

18           Oui.

19       **M. GHISLAIN PICARD :**

20           ... moi-même, par mon collègue monsieur Alcon, et  
21           la participation de nos chefs de police, mais aussi  
22           celle de... du Chef Mathias. Et pour moi, je veux  
23           dire, le contexte politique était quand même, à mes  
24           yeux, un incontournable, parce que, il faut  
25           soulever ces grandes questions de la sécurité au

1           sein de nos Premières Nations là, au moment où il y  
2           a eu cette espèce de transfert entre la GRC et des  
3           corps de police autochtones. Il y a eu, de toute  
4           évidence, une période de rodage essentielle, même  
5           si, encore aujourd'hui, parmi... je pense c'est  
6           plus de deux-tiers des communautés qui sont  
7           desservies par une force de police autochtone à  
8           l'échelle du pays. Ce qu'on comprend aussi, ce que  
9           c'est... dans certains cas, c'est des ententes qui  
10          sont directement faites avec la Gendarmerie royale  
11          du Canada...

12       **Me PAUL CRÉPEAU :**

13            Oui.

14       **M. GHISLAIN PICARD :**

15            ... et...

16       **Me PAUL CRÉPEAU :**

17            Qui est un modèle différent de...

18       **M. GHISLAIN PICARD :**

19            C'est ça.

20       **Me PAUL CRÉPEAU :**

21            ... ce qu'on trouve au Québec.

22       **M. GHISLAIN PICARD :**

23            C'est ça, oui. Mais je pense que, en dépit du  
24            contexte historique, on voulait surtout faire en  
25            sorte de pouvoir se concentrer sur la plus récente

1 période. Je référerai aux actions politiques que  
2 nous avons menées en deux mille treize (2013) un  
3 peu plus tôt, avec les résultats qu'on a connus.  
4 Finalement, un gouvernement qui se pète les  
5 bretelles... on vient de renouveler le programme  
6 pour cinq (5) ans. Donc on reprend notre souffle,  
7 et on continue.

8 Alors qu'en réalité, les communautés se sont  
9 retrouvées aux prises avec les mêmes conditions  
10 qu'on jugeait inacceptables à l'époque, et qui ont  
11 été réitérées par le gouvernement du moment.

12 Et c'est un peu là, que, on reprend un peu ce  
13 contexte-là pour l'appliquer à celui d'aujourd'hui.  
14 Et finalement, il y a pas grand-chose qui a changé.  
15 On a un gouvernement qui dit, "ok, on met de  
16 côté... ou on met le couvert sur l'incertitude, il  
17 y a une pérennité au niveau du financement." Mais  
18 l'assurance, elle est où?

19 Mon collègue, monsieur Alcon, le réitérait,  
20 c'est que, il y en a aucune assurance, aucune  
21 garantie, sauf la parole d'un ministre. Et on sait  
22 quoi faire avec ça, hein, on en a eu plusieurs  
23 expériences. Et pour moi c'est que, quelque part,  
24 on n'a pas le choix de venir devant vous  
25 aujourd'hui pour insister à nouveau que, on peut

1 pas se permettre de voir la sécurité de nos membres  
2 compromises à ce point-là. Et donc on a un devoir,  
3 et pour moi, bien, la meilleure façon de renforcer,  
4 finalement, les preuves que nous vous amenons  
5 aujourd'hui, c'est d'avoir des témoins qui sont sur  
6 le terrain, au quotidien, et qui font face à ces  
7 nombreux défis-là, et qui sont peut-être, de toute  
8 évidence, mieux placés que moi je pourrais l'être,  
9 pour présenter là, le... les différents exemples  
10 là, qui font en sorte que, de toute évidence, il y  
11 a deux (2) catégories de sécurité publique au  
12 Québec là; parce qu'on parle du Québec... celle qui  
13 est applicable à l'ensemble des citoyens et celle  
14 qui est applicable à... aux citoyens des Premières  
15 Nations.

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 Alors peut-être messieurs les panélistes, sur le  
18 thème des ententes tripartites qui sont en... et le  
19 processus de négociation qui est en cours  
20 actuellement, je vous invite, ceux qui ont des  
21 commentaires à faire, je sais que vous vous êtes  
22 préparés, alors, je vous laisse répondre. Si c'est  
23 monsieur Alcon ou... qui prend la parole en premier  
24 là sur le sujet. Monsieur Alcon?

25 **M. LLOYD ALCON :**

1           Okay. So, what we have on the PowerPoint is 2.3.1,  
2           and it's the process, and there's different themes  
3           that are underneath there. Level of support  
4           granted, so, I think that the way that will go is  
5           the first part is the tripartite agreements and  
6           negotiation process.

7                     So I think what we'll do is, for each bullet  
8           point on there, we'll keep it as the first part,  
9           what each... person will be able to speak regarding  
10          that.

11                    So if we want to start, we can start from  
12          right? If Chief Mathias, if you want to start? So  
13          we'll stick with the first part. So each person  
14          will be able to speak on that, and then we'll go  
15          back to the second part and continue.

16          **M. GERRY MAPACHEE :**

17                     (Inaudible).

18          **Me PAUL CRÉPEAU :**

19                     Vous pesez sur le bouton rouge, s'il vous plaît.

20          **M. GERRY MAPACHEE :**

21                     Oui.

22          **Me PAUL CRÉPEAU :**

23                     Merci.

24          **M. GERRY MAPACHEE :**

25                     Bien, écoutez, c'est... l'entente... une entente

1 tripartite, bien, c'est bien décrit là, par rapport  
2 à... le processus de négociations, mais on parle  
3 (négociation) entre parenthèse parce que c'est pas  
4 une négociation comme telle, parce que... Nous on  
5 a reçu un courriel comme quoi qu'on avait une  
6 rencontre de prévue, on est arrivé à la rencontre,  
7 puis... puis ça c'est des rencontres dernièrement,  
8 hein, puis t'sé, c'est comme... on a eu l'annonce  
9 au... tout le monde l'a dit, en janvier, début  
10 janvier, puis...

11 **Me PAUL CRÉPEAU :**

12 Ça c'est l'annonce de monsieur Goodale qui...

13 **M. GERRY MAPACHEE :**

14 Oui.

15 **Me PAUL CRÉPEAU :**

16 ... annonçait l'enveloppe...

17 **M. GERRY MAPACHEE :**

18 Tout à fait.

19 **Me PAUL CRÉPEAU :**

20 ... budgétaire.

21 **M. GERRY MAPACHEE :**

22 Oui.

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 O.K.

25 **M. GERRY MAPACHEE :**



1 C'est ça. Puis c'est une entente... une entente  
2 tripartite c'est cinquante-deux/quarante-huit  
3 (52/48) comme il a été...

4 **Me PAUL CRÉPEAU :**

5 Oui.

6 **M. GERRY MAPACHEE :**

7 ... expliqué hier avec Richard Coleman puis tout  
8 ça, puis par la suite on a eu un délai de... un  
9 silence pendant un mois parce que, provincial,  
10 fédéral se parlaient, puis nous on n'était pas  
11 dans... inclus dans les discussions, puis je pense  
12 que d'un côté, ça le dit, "tripartite", c'est trois  
13 (3), fait que, il y en a un qui est comme exclu de  
14 cette chose-là, puis, par la suite, bien, on a eu  
15 une rencontre, nous, à la fin... euh, début mars,  
16 par rapport à cette... rencontre-là, nous informant  
17 qu'ils nous offraient un montant.

18 Puis là, nous, on a expliqué... puis c'est une  
19 différence là, de quinze pour cent (15 %) de notre  
20 budget annuel. Suite à l'annonce, ils nous ont  
21 expliqué qu'est-ce qui s'était passé, l'annonce du  
22 fédéral, donc... puis la province disait que, ils  
23 avaient reçu un certain... qu'ils allaient  
24 entériner le quarante-huit pour cent (48 %) de  
25 cette augmentation-là.

1                   Puis après ça ils nous ont dit, "bon bien, on  
2                   vous offre cinq... en tout cas, quinze pour cent  
3                   (15 %) supplémentaire de... du budget." Puis là,  
4                   nous on leur a posé une question.

5                   **Me PAUL CRÉPEAU :**

6                   Oui.

7                   **M. GERRY MAPACHEE :**

8                   "Vous amenez... vous nous donnez ça pour quelles  
9                   raisons?" Puis, ils ont pas été capables de nous  
10                  répondre là-dessus, c'est comme... c'est comme ça.

11                  **Me PAUL CRÉPEAU :**

12                  Monsieur Mapachee, êtes-vous en train de nous dire  
13                  que, la façon dont la négociation commence, c'est  
14                  qu'on vous envoie une lettre en disant, "vous aviez  
15                  tant; on l'augmente de quinze pour cent (15 %)" dans  
16                  votre cas vous dites?

17                  **M. GERRY MAPACHEE :**

18                  Dans notre partie à nous, ils l'ont pas mentionné  
19                  qu'ils nous...

20                  **Me PAUL CRÉPEAU :**

21                  O.K.

22                  **M. GERRY MAPACHEE :**

23                  ... offriraient un... Bien je sais que d'autres  
24                  communautés, ils en ont...

25                  **Me PAUL CRÉPEAU :**

1 O.K.

2 **M. GERRY MAPACHEE :**

3 ... reçu. Ça c'est clair. Il y en a que c'était  
4 quinze pour cent (15 %), il y en a que c'était dix  
5 (10), ceux-là qui ont des bilatérales, c'était cinq  
6 (5) supposément.

7 **Me PAUL CRÉPEAU :**

8 O.K.

9 **M. GERRY MAPACHEE :**

10 Il y en a, t'sé, c'est... des "bilatérales", c'est  
11 des ententes avec, mettons, juste le Conseil avec  
12 le fédéral...

13 **Me PAUL CRÉPEAU :**

14 O.K.

15 **M. GERRY MAPACHEE :**

16 ... ou le Conseil... et le Conseil avec la province  
17 aussi. C'est un des deux. Donc... puis ça  
18 c'est... ils ont reçu des courriels par rapport à  
19 ça, je les ai vus, fait que c'est comme... puis on  
20 l'a... t'sé, puis ça dépend de la grosseur du  
21 service puis tout ça, fait que... mais on sait pas  
22 pour quelles raisons, t'sé là.

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 Dans votre cas, est-ce qu'on... c'est un montant  
25 d'argent qu'on vous offre...

1 **M. GERRY MAPACHEE :**

2 Oui.

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 ... pour... C'est un montant.

5 **M. GERRY MAPACHEE :**

6 Bien, c'est un montant qui donne... c'est un  
7 pourcentage de quinze pour cent (15 %)...

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Oui.

10 **M. GERRY MAPACHEE :**

11 ... de notre budget.

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 Dans votre cas. O.K.

14 **M. GERRY MAPACHEE :**

15 Oui.

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 Et c'est pas des postes qu'on vous offre, c'est  
18 pas... on parle pas en fonction des besoins que vous  
19 avez identifiés chez vous. On vous... C'est une  
20 somme globale.

21 **M. GERRY MAPACHEE :**

22 Du tout.

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 Hier, monsieur Coleman nous... et je vous... je me  
25 permets de vous poser la question, puis j'aimerais

1           que vous y répondiez, monsieur Coleman disait,  
2           "bien, regardez, comme dans telle communauté - je  
3           pense qu'il donnait l'exemple peut-être au Lac-  
4           Simon - on attribue douze (12) postes."

5                     Est-ce qu'au début, on vous dit, "vous, chez  
6           vous, à Pikogan, on vous attribue neuf (9) postes",  
7           ou bien on vous dit, "on vous attribue de l'argent,  
8           puis après ça on va transférer ça dans des postes"?

9           **M. GERRY MAPACHEE :**

10           Non, c'est vraiment... le poste, les postes restent  
11           le même. Comme nous, mettons, dans notre entente,  
12           c'est trois (3). Donc c'est...

13           **Me PAUL CRÉPEAU :**

14           Ça c'est dans l'entente.

15           **M. GERRY MAPACHEE :**

16           Oui.

17           **Me PAUL CRÉPEAU :**

18           Mais au début de la négociation, est-ce que c'est...  
19           on vous offre des postes ou de l'argent?

20           **M. GERRY MAPACHEE :**

21           De l'argent seulement.

22           **Me PAUL CRÉPEAU :**

23           De l'argent.

24           **M. GERRY MAPACHEE :**

25           Oui.

1 **Me PAUL CRÉPEAU :**

2 O.K.

3 **M. GERRY MAPACHEE :**

4 C'est juste un montant de quinze pour cent (15 %)  
5 supplémentaire à mon entente de police.

6 **Me PAUL CRÉPEAU :**

7 O.K.

8 **M. GERRY MAPACHEE :**

9 Donc, par la suite, bien, on... Là ils nous...  
10 Bien nous on leur dit, "on va faire une contre-  
11 offre", puis là eux autres, ils disent, "parfait,  
12 il y a pas de problème, fais une contre-offre,  
13 mais, donne-moi tes besoins."

14 **Me PAUL CRÉPEAU :**

15 O.K.

16 **M. GERRY MAPACHEE :**

17 Mais sauf que, eux autres sont pas capables de nous  
18 dire pour quelles raisons qu'ils nous donnent ce  
19 montant-là. "Mettez... fais qu'est-ce que je dis  
20 mais fais pas qu'est-ce que je fais." Ça c'est...  
21 Il faut que je me justifie pour quelles raisons que  
22 je veux plus, mais eux autres ils justifient pas  
23 pourquoi qu'ils nous donnent ce montant-là.

24 **Me PAUL CRÉPEAU :**

25 Vous n'avez pas de critères sur lesquels vous

1 appuyer pour être capables d'avoir une discussion...

2 **M. GERRY MAPACHEE :**

3 C'est ça.

4 **Me PAUL CRÉPEAU :**

5 ... d'égal à égal,...

6 **M. GERRY MAPACHEE :**

7 Oui.

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 ... ou en tripartite à ce moment-là là,...

10 **M. GERRY MAPACHEE :**

11 Oui.

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 ... mais vous ne connaissez pas les critères sur  
14 lesquels vous devez vous appuyer pour évaluer vos  
15 besoins.

16 **M. GERRY MAPACHEE :**

17 Bien, eux autres l'ont pas ce critère-là non plus.  
18 T'sé, on... en tout cas, je sais pas pour... sur  
19 quoi qu'ils se basent pour nous offrir ce montant-  
20 là.

21 **Me PAUL CRÉPEAU :**

22 O.K. Alors, on vous a... c'est ça. On vous fait  
23 une offre d'un montant, et là il y a des discussions  
24 qui se font. Est-ce qu'actuellement vous êtes  
25 toujours... est-ce que la communauté de Pikogan est

1 toujours en discussion?

2 **M. GERRY MAPACHEE :**

3 Oui. Oui.

4 **Me PAUL CRÉPEAU :**

5 O.K.

6 **M. GERRY MAPACHEE :**

7 Puis on va aussi se référer à la clause 6.10.2, qui  
8 va nous dire qu'on a comme un an pour... négocier,  
9 mais t'sé, c'est... ça reste que, si t'es en... un  
10 plan de redressement là, ou un plan d'action de  
11 gestion, dans ma communauté, ça va être difficile  
12 de pouvoir négocier trop longtemps, parce que, on  
13 va avoir besoin de financièrement... Le Conseil  
14 peut pas assumer tous les frais de la communauté...  
15 du service de police, à cause que, en plus, c'est  
16 pas nous qui a retardé l'annonce de la... du  
17 financement parce que, depuis... t'sé, on a eu une  
18 rencontre en juin l'année passée, des directeurs de  
19 police, dont Richard il a fait l'éloge l'année  
20 passée là, que, c'était des... le colloque des  
21 chefs de police. Oui, sauf que c'est imposé, puis  
22 nous on n'avait aucune discussion à donner là-  
23 dedans là. Ça c'est une parenthèse, mais en tout  
24 cas. C'est... Puis là-dedans, ils ont invité le  
25 fédéral, mais ils sont même pas... en juin, ils



1           étaient pas capables de nous dire qu'est-ce qu'il y  
2           avait. Puis on n'a pas eu de nouvelles jusqu'en  
3           janvier. T'sé, c'est... Puis on sait tous que  
4           l'entente se termine le trente et un (31) décembre  
5           deux mille dix-huit (2018) pour les vingt et un...  
6           les vingt-deux (22) ententes là.

7           **Me PAUL CRÉPEAU :**

8           Oui.

9           **M. GERRY MAPACHEE :**

10           T'sé, c'est ça qui est un peu le point là, c'est  
11           que, là on a comme... on signe une entente...  
12           Bien, on envoie une information comme quoi qu'on va  
13           négocier, puis, notre statut de corps de police  
14           maintient, mais pas de financement qui va avec.

15           **Me PAUL CRÉPEAU :**

16           Um-hum. La clause 6.10.2...

17           **M. GERRY MAPACHEE :**

18           Oui.

19           **Me PAUL CRÉPEAU :**

20           ... vous l'avez dans votre projet d'entente là,  
21           de... dans... qui est dans...

22           **M. GERRY MAPACHEE :**

23           Dans l'entente...

24           **Me PAUL CRÉPEAU :**

25           ... l'entente, en fait.

1 **M. GERRY MAPACHEE :**

2 Elle est arrivée.

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 (Inaudible) négociations. On va peut-être la  
5 traiter dans un bloc tout à l'heure, du moment... au  
6 niveau du processus, je sais pas si... à moins...  
7 Des choses à ajouter ou bien...

8 **M. GERRY MAPACHEE :**

9 Non. C'est correct.

10 **Me PAUL CRÉPEAU :**

11 ... monsieur Flamand, sur votre processus, peut-être  
12 nous expliquer comment ça vous a été présenté chez  
13 vous.

14 **M. RÉGIS FLAMAND :**

15 Bien, c'est pas mal semblable. Pour nous à  
16 Manawan, ils nous ont envoyé en... si je me trompe  
17 pas dans les dates, mais c'est aux alentours du  
18 mois de février, des propositions de dates  
19 auxquelles ils nous suggéraient pour les  
20 rencontrer. Ça provenait du SPC, la Sécurité  
21 publique Canada.

22 **Me PAUL CRÉPEAU :**

23 O.K.

24 **M. RÉGIS FLAMAND :**

25 Et puis on a répondu à leur invitation pour les

1           rencontrer à nouveau, puis le but là-dedans, pour  
2           nous, c'était d'aller entendre, d'aller voir ce  
3           qu'ils nous proposaient, ce qu'ils mettaient sur la  
4           table. Parce que nous, on était déjà préparé pour  
5           leur...

6           **Me PAUL CRÉPEAU :**

7           Expliquer.

8           **M. RÉGIS FLAMAND :**

9           ... expliquer c'est quoi nos besoins réels, puis  
10          qu'est-ce que ça coûterait pour répondre à *toutes*  
11          ces besoins-là; qui étaient tout à fait justifiés  
12          et non déraisonnables.

13          Puis ce que je trouve sournois là-dedans,  
14          c'est que, j'ai appris par la suite, suite à une  
15          rencontre qu'on a tenue au fil des semaines qui ont  
16          suivi, que certaines communautés, ils avaient reçu  
17          des propositions d'augmentations de tel  
18          pourcentage, différentes de ceux... toutes  
19          différentes.

20          Comme moi, à Manawan, la première proposition  
21          qu'ils m'ont donnée, c'est signer une entente de  
22          cinq (5) ans, on vous donne, en partant, un dix  
23          pour cent (10 %) d'augmentations, plus deux point  
24          soixante-quinze pour cent (2.75 %) annuel, sur une  
25          entente de cinq (5) ans.

1                   Là j'ai su par la suite qu'il y a d'autres  
2                   communautés qui ont eu... ils ont reçu sept pour  
3                   cent (7 %), plus le deux point soixante-quinze pour  
4                   cent (2.75 %). Pourquoi sept (7), eux? Pourquoi  
5                   dix (10), moi? Sur quoi qu'ils se basent pour  
6                   venir déterminer...

7                   **Me PAUL CRÉPEAU :**

8                   Je vous pose la même question. Connaissez-vous...

9                   **M. RÉGIS FLAMAND :**

10                  On le connaît...

11                  **Me PAUL CRÉPEAU :**

12                  ... le critère?

13                  **M. RÉGIS FLAMAND :**

14                  ... pas. On a posé la question. Puis d'ailleurs,  
15                  suite à... lors de la rencontre, ils nous ont  
16                  proposé une deuxième option, qui est de signer pour  
17                  un an seulement, le temps de se... de s'asseoir  
18                  pendant cette année-là, pour conclure une entente  
19                  longue durée. Ce que je trouve... ce que je  
20                  déploire là-dedans c'est que, ils nous ont dit, "si  
21                  vous ne... si vous signez un an le temps qu'on  
22                  s'assoit, le temps qu'on travaille sur le long  
23                  terme, on vous donnera pas le dix pour cent (10 %).  
24                  On va vous donner seulement le deux point soixante-  
25                  quinze pour cent (2.75 %)." Pourquoi? Pourquoi

1           qu'ils nous donneraient pas le dix pour cent (10 %)  
2           tout de suite si on signe un an, afin d'éviter de  
3           se retrouver dans la clause 6.10.2, qui est une  
4           clause tellement déplorable pour certaines  
5           communautés. Des communautés comme mon collègue  
6           Gerry, de Pikogan, vient de dire. Il y a certaines  
7           communautés qui sont assujetties au PAG, le Plan  
8           d'Action de Gestion.

9           **Me PAUL CRÉPEAU :**

10           Chez vous, êtes-vous...?

11           **M. RÉGIS FLAMAND :**

12           On est assujetti à ce plan-là...

13           **Me PAUL CRÉPEAU :**

14           O.K.

15           **M. RÉGIS FLAMAND :**

16           ... actuellement.

17           **Me PAUL CRÉPEAU :**

18           Ça veut dire quoi ce plan-là, le "PAG"?

19           **M. RÉGIS FLAMAND :**

20           Ah, peut-être...

21           **Me PAUL CRÉPEAU :**

22           Comment que vous l'appellez ce...?

23           **M. RÉGIS FLAMAND :**

24           ... pour vulgariser un peu, ce que je sais, c'est  
25           un plan d'action pour redresser les finances du

1           Conseil, les finances globales.

2       **Me PAUL CRÉPEAU :**

3           Oui.

4       **M. RÉGIS FLAMAND :**

5           En gros, ce qui m'a été expliqué, ce que j'ai  
6           compris c'est que, avec ce plan-là, mon Conseil ne  
7           pouvait plus aller prendre de l'argent d'un autre  
8           secteur d'activité, comme exemple l'éducation, la  
9           santé, ou l'aménagement communautaire, l'immo-  
10          - l'immobilisation - pour venir pallier au manque,  
11          pour venir financer un service qui est sous-  
12          financé.

13       **Me PAUL CRÉPEAU :**

14          Comme le service... Comme le service de police.

15       **M. RÉGIS FLAMAND :**

16          Comme le service de police actuellement, puis ça  
17          depuis des nombreuses années.

18       **Me PAUL CRÉPEAU :**

19          Puis ça c'est une règle qui est imposée par quel...?

20       **M. RÉGIS FLAMAND :**

21          Par le ministre, le ministère des Affaires  
22          indiennes, quelque chose du genre.

23       **Me PAUL CRÉPEAU :**

24          O.K.

25       **M. RÉGIS FLAMAND :**

1 Je peux pas vraiment répondre à ça d'où est-ce que  
2 ça provient là,...

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 O.K.

5 **M. RÉGIS FLAMAND :**

6 ... mais je sais que, il y a un plan d'action et de  
7 gestion qui est imposé actuellement au sein de notre  
8 service de... au sein de notre communauté, puis  
9 c'est ce qu'on déplore. C'est pourquoi que, dix  
10 pour cent (10 %) tu m'offres, plus deux point  
11 soixante-quinze pour cent (2.75 %) si je te signe ça  
12 tout de suite sur cinq (5) ans, alors que ça répond  
13 même pas, ça atteint même... ça n'atteint même pas  
14 la hauteur de nos besoins. Puis, "signe-moi pour un  
15 (1) ans, je vas t'enlever le dix pour cent (10 %)."  
16 Ç'a pas de sens.

17 Ils l'ont l'argent, le dix pour cent (10 %) de  
18 plus, si je signe pour cinq (5) ans. Pourquoi  
19 qu'ils l'aurent pas si je signe pour un an? C'est  
20 ça. C'est ça qu'on se pose comme question.

21 Puis il y a aucun... selon moi, il y a pas de  
22 bonne foi. Ce que je comprends de la situation.

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 O.K.

25 **LE COMMISSAIRE :**

1           Moi je voudrais être certain d'avoir bien compris  
2           quelque chose. J'ai compris hier. Il y a... j'ai  
3           compris ce matin qu'il y a plusieurs... hypothèses  
4           qui vous ont été proposées, d'ici le trente et un  
5           (31) mars à minuit (0 h), si je comprends bien.

6           J'ai compris hier qu'en vertu de l'article  
7           6.10 et je pense .2, si rien n'est signé, avant le  
8           trente et un (31) mars, minuit (0 h), et s'il y a  
9           pas d'avis de... que vous souhaitez continuer le  
10          corps de police, le corps de police disparaît, cesse  
11          d'exister, point à la ligne. Est-ce que j'ai bien  
12          compris ça?

13         **M. RÉGIS FLAMAND :**

14                 C'est exactement ça.

15         **LE COMMISSAIRE :**

16                 Et est-ce que j'ai bien compris que si vous  
17                 n'acceptez pas ce qui vous est suggéré, que ce soit  
18                 une communauté ou l'autre - évidemment, chaque  
19                 communauté est autonome dans cette question-là, si  
20                 j'ai bien compris -, s'il y a pas de signature d'une  
21                 entente, mais un avis que vous voulez continuer à  
22                 exister, cela se fait sans financement. Est-ce que  
23                 j'ai bien compris?

24         **M. RÉGIS FLAMAND :**

25                 Tout à fait. C'est tout à fait ça.



1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Ce qui veut dire que, ou vous signez quelque chose,  
3 ou vous avez pas de financement, ou vous cessez  
4 d'exister. C'est ça?

5 **M. RÉGIS FLAMAND :**

6 Oui. Bien résumé.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 Hier, ça me faisait penser à un couteau sur la  
9 gorge. Me Crépeau parlait d'un fusil sur la tempe.  
10 Bon, en tout cas. Je voulais être certain d'avoir  
11 bien compris, puis je voulais être certain que les  
12 gens qui nous écoutent comprennent bien la situation  
13 dans laquelle vous êtes. Sur ce, je vous laisse  
14 aller.

15 **Me PAUL CRÉPEAU :**

16 Merci. Et, si je comprends bien aussi, ce que j'ai  
17 compris de la présentation de monsieur Coleman hier  
18 là, c'est peut-être le cas chez monsieur Mathias,  
19 peut-être à discuter, mais, est-ce que c'est comme  
20 ça que votre service de police a cessé d'exister en  
21 deux mille six (2006), en arrivant à échéance au  
22 trente et un (31) mars? Par non-renouvellement  
23 d'une entente?

24 **M. STEEVE MATHIAS :**

25 Dans notre cas, à Longue-Pointe, on n'avait pas la

1 clause de 6.10.2.

2 **Me PAUL CRÉPEAU :**

3 O.K.

4 **M. STEEVE MATHIAS :**

5 T'sé, j'ai appris ça hier aussi, cette clause-là là.  
6 Mais, nous autres c'est que, on pouvait pas en venir  
7 à une entente. C'était à prendre ou à laisser.  
8 T'sé, ils nous avaient avancé des chiffres, un  
9 montant - c'était de quatre cent vingt-quatre mille  
10 (424 000). Puis nous autres on avait fait nos  
11 devoirs aussi là, l'analyse des besoins, comme les  
12 deux (2) chefs de police mentionnent qu'ils ont  
13 fait. Et nous autres, dans notre cas, ça  
14 représentait un budget de cinq cent vingt-cinq mille  
15 (525 000). Puis, là on faisait de la... cette  
16 représentation-là sur cette base-là, sur nos  
17 besoins, puis à un moment donné, on leur a dit,  
18 "d'accord, vous voulez seulement que nous donner  
19 quatre cent vingt-quatre mille (424 000)? Prends le  
20 stylo, *checke* sur notre liste de besoins quelles  
21 choses qu'on va éliminer d'abord. On va couper où?"  
22 Ils ont jamais refusé de prendre le stylo, puis,  
23 dire où qu'on devrait couper.

24 Et nous autres c'est que, on avait eu...  
25 j'étais en contact avec notre chef de police à

1 l'époque, les policiers, on avait eu des rencontres,  
2 puis rendu au trente et un (31) mars, on avait  
3 toutes décidé, avec le Conseil de bande, avec...  
4 après avoir consulté nos gens du... de notre corps  
5 de police, parce qu'eux autres aussi ils étaient au  
6 boutte de leur rouleau là, parce que, ils disaient  
7 que, ça prenait ça, t'sé. Sinon, c[e n]'était plus  
8 envisageable de donner un service dans les  
9 conditions qu'on était.

10 Parce qu'il y avait pas juste la question là,  
11 de financement chez nous, mais il y avait une  
12 question des infrastructures. Il y avait... on  
13 avait fait venir, notre chef de police avait fait  
14 venir un architecte de la Sûreté du Québec, pour  
15 faire l'évaluation de notre poste de police. Puis  
16 il a passé la journée au poste de police, puis à la  
17 fin de la journée, il est venu rencontrer le Conseil  
18 de bande, puis il nous a fait un exposé de son  
19 inspection visuelle, et, carrément, il nous a dit  
20 que, nos policiers étaient exposés dans un contexte  
21 dangereux de travailler dans une bâtisse comme ça.

22 Il dit, "cette bâtisse-là n'est pas conforme et  
23 elle respecte pas le Code du... des bâtiments là,  
24 sur les postes de police."

25 Puis, c'était un danger qu'il représentait pour

1 les policiers, même les détenus. C'est parce que  
2 les... en ouvrant la porte d'entrée du poste de  
3 police, on pouvait voir les cellules. Il dit, "ça,  
4 juste ça là, tu peux pas avoir ça de même."

5 Puis les portes de cellules, c'étaient des  
6 barreaux. Il dit que, ça aussi, c'est pas légal au  
7 Québec. Il dit, "peut-être au Mexique c'est  
8 correct, mais il dit, *icitte* au Québec, tu peux pas  
9 avoir des barreaux là."

10 T'sé, puis, on lui a demandé d'avoir un rapport  
11 écrit, qu'il nous a refusé. Il m'a dit comme quoi  
12 que, il avait pas eu le mandat de ses autorités pour  
13 nous émettre un rapport... écrit. Ça, je déplore  
14 ça, parce que je pense que, s'ils ont pris la peine  
15 d'envoyer un expert dans ce domaine-là, t'sé, on  
16 aurait bien apprécié d'avoir, t'sé, un rapport  
17 écrit, parce que c'est... parce que bien, je pense  
18 que le gouvernement savait qu'on était pour  
19 l'utiliser aux fins de nos négociations à la table  
20 là, t'sé, quand ce serait venu le temps.

21 Mais pour revenir au trente et un (31) mars,  
22 là on s'est dit, "qu'est-ce qu'on fait." Parce que  
23 minuit, on... c'était rendu minuit moins une là,  
24 chez nous là.

25 Le Conseil de bande, on a dit aux policiers,

1 "regardez là..."... Puis eux autres, t'sé, ils  
2 avaient le coeur déchiré de tout ça là. Puis en  
3 fin de compte, on a décidé là, de... on avait  
4 adopté une résolution du Conseil de bande, puis on  
5 avait dit que basé sur nos droits ancestraux, puis  
6 avec notre pouvoir de self-government, auto-  
7 gouvernemental,...

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Oui, l'autonomie gouvernementale.

10 **M. STEEVE MATHIAS :**

11 ... autonomie gouvernementale, t'sé, on exerce ce  
12 pouvoir-là pour vous assermenter, pour continuer à  
13 donner le service de la sécurité de la communauté.  
14 Puis, on savait, en faisant ça, qu'on faisait ça à  
15 nos frais.

16 Mais après, je pense ç'a pris comme deux (2)  
17 ou trois (3) semaines, gouvernement du Québec a  
18 envoyé un huissier dans la communauté, pour émettre  
19 des lettres à chacun de nos policiers, comme quoi  
20 que, ils [n']avaient plus le droit d'exercer des  
21 fonctions de policiers au sein de la communauté.

22 Et les policiers, bien là, t'sé, parce que  
23 j'en avais qui étaient assermentés, il y en avait  
24 qui ne l'étaient pas. Il a fallu qu'ils... t'sé, il  
25 y en a que, ils tiennent à coeur. T'sé, donner ce

1 service-là au... à la population autochtone. Entre  
2 autres, sur le vidéo qu'on a visionné tantôt, Nelly  
3 Mathias, ça se trouve à être ma cousine, puis elle  
4 était une de mes policières à l'époque là, quand  
5 qu'on a fermé mon poste de police là. T'sé. Puis,  
6 là on a respecté ça, elle a dit, "t'sé, moi je veux  
7 pas, t'sé..."... Elle dit, "moi je veux pas, t'sé,  
8 tourner le dos vers la communauté, mais, elle dit,  
9 j'ai une carrière, j'ai une famille, t'sé, à faire  
10 vivre, puis je veux pas... je veux continuer ma  
11 carrière dans ce domaine-là."

12 Et c'est là qu'elle a été travailler par après  
13 dans d'autres communautés, entre autres celle de  
14 Kebaowek.

15 Je sais pas si ça répond à votre...

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 Oui.

18 **M. STEEVE MATHIAS :**

19 ... question...

20 **Me PAUL CRÉPEAU :**

21 Oui, ça répond à la question. Mais c'est ça, il y a  
22 eu fin, mise... en fait, mise à mort, vous avez  
23 cessé de... d'opérer le service de police en deux  
24 mille dix (2010) par manque de financement. Si on  
25 le résume.

1 **M. STEEVE MATHIAS :**

2 Personnellement, je pense que il y a plus que ça.

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 O.K.

5 **M. STEEVE MATHIAS :**

6 Je pense que des gens ici le mentionnent, c'est de  
7 la mauvaise foi, puis, t'sé, il y a aucune volonté  
8 là, t'sé, pour que nos corps de police soient un  
9 succès dans nos communautés.

10 T'sé, c'est... mes policiers me disaient,  
11 t'sé, "they organize us to fail." T'sé.

12 C'était ça le... La réalité chez nous là,  
13 c'était ça, vraiment ça là, parce que, on avait bien  
14 beau faire *toutes* nos devoirs là-dedans...

15 Comme j'ai mentionné au début là, t'sé, je  
16 suis un ancien policier aussi, t'sé, puis... t'sé,  
17 je... j'ai été, je pense, le plus jeune policier qui  
18 a été... qui a fait son cours puis qui a été  
19 assermenté avec le corps de... avec l'ancienne  
20 police amérindienne. J'avais dix-neuf (19) ans. Et  
21 ça c'est quelque chose que, quand j'étais jeune,  
22 c'était un rêve, t'sé. Puis, j'ai lâché la police  
23 pas à cause que je voulais mettre fin à mon rêve,  
24 mais, je me suis dit que, jamais que... que s'il y  
25 en avait d'autres qui avaient le même rêve que

1           moi... (Ému) Excuse me.

2           Que, de servir sa communauté, il fallait que  
3           je passe à d'autres choses.

4           Et c'est là que je me suis lancé dans la  
5           politique. T'sé, j'ai dit, c'est... t'sé, la  
6           guerre est là, bien, je vas aller me battre. T'sé.  
7           Sur ce terrain-là.

8           Puis, je me retrouve ici aujourd'hui, t'sé,  
9           avec cette réalité-là, pour que... pas juste que  
10          j'ai perdu mon rêve d'avoir une carrière dans le  
11          domaine policier, mais, aussi que... d'avoir perdu  
12          le poste de police de ma communauté.

13          Je trouve ça bien malheureux mais... Puis  
14          c'est pas à cause de mon choix, t'sé, c'est que,  
15          l'attitude du gouvernement, puis, les circonstances  
16          puis la réalité, nous a amenés à... dans cette  
17          situation-là qu'on vit.

18       **Me PAUL CRÉPEAU :**

19          On reviendra tout à l'heure, Monsieur Mathias, sur  
20          ce que vous avez vécu depuis ce temps-là, comment ça  
21          se vit au jour le jour, avec les services de la  
22          Sûreté du Québec dans votre communauté, qui n'est  
23          plus desservie par son service de police.

24          Mister Alcon, I suppose you have something that  
25          you can tell us regarding the process in your own



1 community?

2 **M. LLOYD ALCON :**

3 Okay. Process. Okay. So, for our community, now  
4 like I explained earlier regarding of my role and  
5 how we were trying to get the governments to  
6 actually communicate with us, at a big level but  
7 also intimately, so, the Chiefs I talked earlier  
8 about the requests that they want from us, they want  
9 our numbers, they want our process, they want  
10 exactly how we do things; which is fine, but there's  
11 no exchange coming backwards regarding this.

12 So, I think the process could have easily  
13 started last January of twenty seventeen (2017),  
14 when we actually received an e-mail from Public  
15 Safety Canada and the Minister of Public Security,  
16 at the level of the servants working for them wanted  
17 to come to Listuguj, wanted to talk with us, and we  
18 opened our community up and said, "yes, it would be  
19 great for you to come, you'll be able to speak with  
20 our Director of finance, our Chief, our...", just  
21 everything so they can actually see the realities  
22 here. So we thought in good grace this is what's  
23 going to be happening.

24 Didn't happen. Communications went out.  
25 March, June, the fall, nothing. So we didn't

1           under... we didn't know if this was just a way to  
2           kind of put the fire out within our community, or if  
3           we were actually being too loud in certain areas,  
4           and maybe we'll say we're going to come. But they  
5           never came.

6           So, in October, when we had our technical  
7           meetings regarding negotiation process with MSP and  
8           Quebec, I mentioned this, because they came back to  
9           us again, and said, "we would like to know what you  
10          guys want, what your needs are, blablabla, and then  
11          we'll get into that afterwards."

12          I said, "well, this could have been rectified  
13          if you guys would have kept us with your statement  
14          of coming to the communities and, in good  
15          governance, coming to see us. Then we wouldn't be  
16          having this conversation."

17          The response was, "well, Richard Coleman said,  
18          well, maybe it was the cost and travel issues due to  
19          the expenses" that kind of hinder them from coming  
20          to our meetings, and starting this process.

21          I said, "that's not correct", because they  
22          actually asked us if they could come to our  
23          communities. I'll just throw that out there: it's  
24          the same excuse.

25          Minister of Public security announced the

1 money. We were cautiously optimistic, but for a  
2 year and a half, we've been trying to ask exactly  
3 what's going on.

4 Minister Goodale actually made a statement, I  
5 think it was in July, June or July, when he was out  
6 West last year, and they're already talking about  
7 the possible one-year extension, and how we're going  
8 to do this. So in their eyes, they were already  
9 setting themselves up for looking at and weighing  
10 towards a one-year extension. There was no talk  
11 about long-term agreements.

12 Back and forth, not one government can confirm  
13 what the other one is saying, and we're trying to  
14 get the open statement from both to say, "if this is  
15 what we're going to be looking at, then this is what  
16 we should be focusing on." These... this way, like  
17 I said when we first did it in twenty sixteen (2016)  
18 to Minister Coiteux's office, "you need to provide  
19 immediate funding so we can work towards either a  
20 one year or for a look at long term, but you need to  
21 help us out right now." That was never the case.

22 So after that happened, when the money was  
23 announced, we wanted to see, "okay, how is that  
24 going to break down. What is... what's the  
25 criteria. How was that going to translate into

1           Quebec. Because we understand about the money is  
2           not for hiring new officers, the one hundred and ten  
3           (110) is across Canada, and... So we don't know  
4           what they're basing that on, on how they calculate  
5           what their police officers are.

6           So I really try to figure out what the budget  
7           is going to be for us within our, so we can start  
8           forecasting what exactly do we have. So we're  
9           already trying to take this position.

10           Fastforward to a meeting we had in February in  
11           Kahnawake, where we had our AFNQL, we had the Chiefs  
12           here, chiefs of police, and we met with the Deputy  
13           Minister of Canada, which was Patrick Tanguay. We  
14           had the Deputy Minister of Public security, which is  
15           Louis Morneau, and they had their people there, they  
16           had their Directors, their Senior Program officers,  
17           they actually had everybody here. So they already  
18           knew what the needs wants, what we wanted, the  
19           assessments were there, and I said to them, "if  
20           we're going to start with some sort of good process  
21           and negotiation, you have to... after listening to  
22           us today, take the agreements that we have, and  
23           start putting in them where these allocations would  
24           be, where they are, and provide it to us in  
25           advance", because we keep giving them information,

1 but it really doesn't matter at that time, because  
2 they said, "that's for next year, that's for next  
3 year."

4 So we said, "okay, provide us with the  
5 information so we can review it." We talked about  
6 all the items today, so that way we see it.

7 None of that information was coming out.

8 February nineteenth (19th), we received an e-  
9 mail, from Canada and Quebec; when I say "Canada and  
10 Quebec", I'm talking about the regional, so we have  
11 given the names and their positions, so we have...  
12 [Hayded] Howard, who works for Public Safety Canada.  
13 We have, I think, there's Isabelle Goulet, there's a  
14 few names exactly that we have, and we received this  
15 e-mail to say, "February nineteenth (19th), we're  
16 communicating with all communities, we're ready to  
17 meet as earlier as tomorrow."

18 Okay. This is what we received.

19 The rush of e-mails that came in, "we need a  
20 date. We need a date. We need to know when you  
21 guys are coming. We have dates set up where you  
22 have to come to Quebec. You have to come to  
23 Montreal. We're..."... So, it was a rush, because  
24 they wanted to fill up their time spots, and say,  
25 "this one is coming here, this one is coming there."

1           So, it was an e-mail, it was a call to the  
2           government, it was trying to get a hold of me on my  
3           cellphone, before we could even prepare, because how  
4           can we actually leave our community when we're  
5           already strained with resources, but they want us to  
6           come there. I said, "if you go back and report,  
7           shouldn't you be coming to our territory, to deal  
8           with us in good grace and negotiate this process?  
9           You have the money." Because when they wanted to  
10          set up technical meetings, Quebec says, "we have  
11          eighty something thousand to put away so we can have  
12          these technical meetings." We might have had two  
13          (2) or three (3) meetings, and one of their excuses  
14          was, "well, maybe it's going to cost them money to  
15          travel." So they're playing mind games with us, so  
16          we said, "okay"... But, they didn't provide the  
17          information, and they already started meeting with  
18          communities, because the Chiefs would tell me that,  
19          "we've already met, but they didn't provide us with  
20          anything."

21          So then, I had another hour conversation call  
22          with our legal representation, and we talked with  
23          Deputy Minister Patrick Tanguay, following the  
24          conversations we had in Kahnawake for these  
25          meetings. It took an hour, but it was basically to

1 say: "in good governance, you have to provide these  
2 officers, these governments with information before  
3 so they can properly prepare when they come and  
4 speak to you, I said, it's just a normal way of  
5 doing things."

6 And the response was, "well, we don't want to  
7 insult the communities with this basic cookie-cutter  
8 approach and providing without numbers and putting  
9 it into place and allocations." I said, "so you're  
10 insinuating that I can't translate the numbers that  
11 are putting on here and I don't know what I'm doing  
12 with these agreements? I said, "we understand these  
13 agreements, we see everything on there. Besides the  
14 agreements themselves, why do we have to have  
15 paragraphs in there, that says an investigator has  
16 to look for clues? There weren't clues. We know  
17 what police officers do. If you look at the Cree  
18 agreement, they don't talk about that, they talk  
19 about mandatory one-year negotiations in advance.  
20 CRPQ is free of charge. ENPQ is the one who  
21 provides training, and if they can't get the  
22 training there, we recognize the Canadian Police  
23 College in Ottawa to that."

24 So there is more structure. I mean, they're  
25 same police force as us, but why do we have to focus

1 on the little things in which everybody knows what a  
2 police officer does. This is what they focused on.  
3 So there's all those parts.

4 And when it came time to that, I said, "you  
5 have to provide this." So, let alone a few days  
6 later, Listuguj receives an e-mail. Receives an e-  
7 mail from the governments, talking about the other  
8 dates that we responded to them, and says, "okay,  
9 we'll be able on this date." Which is unrealistic.

10 We received an e-mail on March ninth (9th) to  
11 say, "Good day, Chief Gray",... and this is coming  
12 from the... Director of Police, I think this was  
13 Richard Coleman's previous position, Jean-Sébastien  
14 Dion from MSP, and we also have Isabelle Goulet,  
15 who's the Regional Director of Quebec and Nunavut  
16 Public Safety Canada.

17 So after the conversation we have from the  
18 ministers all the way down, we figured the  
19 information has been past and shared, so we know  
20 we're going into.

21 So, this is their response to say, "this is our  
22 process and we're giving you full details before you  
23 come meet with us."

24 "The month of March is quickly passing by", is  
25 the first thing they say to us.



1                    "And your police agreement will soon  
2                    expire. We have already begun meeting  
3                    with First Nations communities in Quebec  
4                    who offer police services to their  
5                    community members. We are also expecting  
6                    to meet with you in the coming days. We  
7                    have already met with about half of these  
8                    communities...

9                    - which is untrue -

10                   ... and have shared our funding proposals  
11                   with them. As we are running short on  
12                   time, we thought that it would be  
13                   important to provide you with an  
14                   opportunity to review our funding proposal  
15                   for your policing agreement in advance of  
16                   our upcoming meeting."

17                   There was no document. This is exactly what we  
18                   received. No proposal, nothing. I think the  
19                   proposal was, "here's our offer."

20                    "It is in this context that we are  
21                    contacting you today."

22                   Remind you, this is March ninth (9th), after  
23                   everything.

24                    "First of all, we would like to emphasize  
25                    that we are still looking forward to

1                   discussing the current situation in the  
2                   community, and to hear about your  
3                   policing challenges and needs.”

4                   Which could have been done January of twenty  
5                   seventeen (2017). Still failed to do so.

6                   “The offer that we are providing to you  
7                   today would be further explained during  
8                   our meeting and would guide our  
9                   discussions.”

10                  Nothing yet.

11                  “The additional funding being proposed is  
12                  intended to support policing priorities  
13                  in existing agreements such as police  
14                  officers’ safety, training, and the  
15                  purchase of policing equipment, but it’s  
16                  not intended to fund additional police  
17                  officers at this stage.”

18                  So we’re going above and beyond, in their  
19                  eyes, what extra police officers are. So if we  
20                  have twelve (12), then we have no money to provide  
21                  any further.

22                  But if we have seven (7) right now, and we  
23                  have to recruit, they could have given us a clear  
24                  answer if that's technically “new officers.” So am  
25                  I getting money just for seven (7) officers or am I

1           looking to get to a maximum of twelve (12), which  
2           is stated to us, minimum?" Couldn't provide that.

3           "Funding requests for infrastructure will  
4           form part of a separate process, which we  
5           intend to share with you over the next  
6           month. Funding for your current police  
7           agreement in twenty seventeen (2017),  
8           twenty eighteen (2018) is one million  
9           three hundred and one thousand seven  
10          hundred and sixty-three (\$ 1,301,763)."

11          This is public, because the agreements were  
12          signed, so everybody has access to what we have.

13          "We are proposing an increase of seven  
14          per cent (7 %) for twenty eighteen  
15          (2018), twenty nineteen (2019), subject  
16          to discussions we will have about needs  
17          and context of each. Furthermore, this  
18          new funding level would benefit from an  
19          indexation of two point seventy-five  
20          (2.75) annually for the term of the  
21          agreement. We're looking forward to  
22          meeting you soon."

23          So this is what we received. We met with them  
24          on March fourteenth (14th).

25          Before this, our Chief had responded to them.

1           Of course we communicated with everybody. He...  
2           our Chief, I'm going to read it.

3                    "Thank you for your e-mail. The needs of  
4                    our community specific to policing are  
5                    quite extensive, our geographic regions  
6                    being one of the main through fares to  
7                    reach the Atlantic provinces and the  
8                    Gaspé coast lend itself, well the traffic  
9                    and tourism opportunities. This also  
10                   brings with many concerns as to what an  
11                   addition to tourists might be coming  
12                   through our territory.

13           - make reference to crime that's coming through.

14                    Yearly's nine the twenty thousand  
15                    vehicles that are coming through our  
16                    territory a day.

17           - we have the main arteries in our area.

18                    We are well aware of the elevated threat  
19                    of organized crime and illegal  
20                    trafficking for this region. Further to  
21                    that, we are neighbours to the community  
22                    of Pointe-à-la-Croix, which is policed by  
23                    the SQ. However, with that being said,  
24                    our police services from Listuguj are  
25                    often required to provide assistance on

1                   their calls and in quite a number of  
2                   situations we are the first ones on  
3                   scene.

4                   - SQ detachment is twenty minutes away, so a  
5                   lot of times we're the first respondents for a  
6                   community that's policed by the SQ. We're the ones  
7                   providing assistance.

8                   So not only our territory, the SQ...  
9                   - and this is... we have other documents that are  
10                  actually supporting this, from the SQ.

11                  So not only do we work hard to ensure the  
12                  safety of our own community but we are  
13                  trying to support that of our neighbours.  
14                  Our Court cases far outnumber those of  
15                  the surrounding areas."

16                  This, I won't get into too much detail with,  
17                  but, we basically hold seventy-one per cent (71 %)   
18                  of the Court cases that go through, and it takes us  
19                  an hour and a half to drive to Court. That's  
20                  including the other... Gaspé community, the SQ...  
21                  these are statistics. So not only with the crime  
22                  rate, we see the time we spend in Court. So, Chief  
23                  said:

24                  “So here we are presented with an offer  
25                  that does not even begin to address the

1           current situation and needs of our  
2           community, let alone scratch the surface  
3           of improving officer safety, training and  
4           equipment. This offers comes up about  
5           ninety-three per cent (93 %) short of  
6           where we should be to start as a  
7           maximum."

8           And the reason why he said "ninety-three per  
9           cent (93 %) short" is because Quebec says, "this is  
10          what we... what's an average cost of, let's say, a  
11          provincial police officer with that number." So if  
12          we were to take that number, and look at our  
13          agreement and times it by twelve (12), we come up  
14          with a number that's way over two million dollars  
15          (\$2 M) regarding that.

16          But for us, if we do our thing, we're looking  
17          at about maybe a hundred and three thousand  
18          (103,000) per officer. This is what we have. So  
19          to use their numbers, regarding this, is... it's  
20          unrealistic for them, but realistic for us, as a  
21          minimum. So, he said:

22                 "In closing, my hope is that the meeting  
23                 tomorrow with our representatives will be  
24                 around a much improved offer and an  
25                 opportunity for true discussion, openness

1                                   and understanding.”

2                                   And that didn't happen. When we went to meet  
3 with them, they had their panel in front of them  
4 with all the people there. We had our chief of  
5 police, our Director of Public Security and our  
6 Senior Director from our... government there, along  
7 with myself.

8                                   Seven per cent (7 %) equates to ninety-one  
9 thousand (91,000) and change, like I said earlier.  
10 And I said, “you know, I'm not great with math, but  
11 if you're looking at the priorities that you're  
12 spending, I'm pretty good, there's no magical way  
13 to say ninety-one thousand dollars (\$ 91,000) is  
14 going to cover safety, equipment, all these  
15 different services.

16                                   So, explain to me, if you can't provide me  
17 with a formula on how you came to that number,  
18 explain to me how that translates into what we need  
19 to do.

20                                   The process regarding that was, for Listuguj,  
21 they say, “well, it's under the law or the  
22 province's... if there's no police force or they're  
23 closing down, the SQ can take over.” And I asked  
24 the panel there, I said, “do you actually know if  
25 you're negotiating on behalf of the government

1 speaking to us, what's the relationship within our  
2 community?" So I asked Quebec, I said, "do you  
3 actually know what's happened in Listuguj with the  
4 SQ, and how we're trying to make gains and... but  
5 there was a bad history?" -No, I never heard of  
6 that. And I said, "so on March fourteenth (14th),  
7 I have to actually educate you on the realities  
8 within our community, let alone the history, what's  
9 happened from nineteen eighty-one (1981), ninety-  
10 seven ('97), so forth. Actually, even going beyond  
11 that where another member of our community was  
12 actually killed on a highway from an SQ pursuit.  
13 These are the realities and the relationships."

14 So I said, "so, there's no way, if we close  
15 down, the Quebec government is going to come in  
16 there and police our community. And it is the  
17 history. Locals know about it, but these people  
18 don't know about it, and these are the ones that  
19 are negotiating with us.

20 So on top of that, the tactic also is, "well  
21 then - speaking to us - you give us your minimal  
22 number" - or "your number." Like, it's a game that  
23 was played in front of us; we're actually leaving  
24 the room, coming back, "oh, our max is ten per cent  
25 (10 %)." But these are people who can't make



1 decisions, these are people... When I'm meeting  
2 with somebody, I said, "I need to know who's at the  
3 top, who can actually make decisions. If there's  
4 red tape, you got to have the people present. You  
5 know, if the chief of police wants to talk to an  
6 RCMP member about major things, they don't talk to  
7 a sergeant or a constable. It's disrespectful.  
8 They need to talk to somebody there.

9 So as we're sitting there, this is how we're  
10 confronting during this. And it was wasting our  
11 time and our Chief said, "there's no reason for you  
12 to stay here because it's no going anywhere. So we  
13 decline your seven per cent (7 %) offer and your  
14 max ten per cent (10 %) offer", because they  
15 couldn't provide us with how they got to that  
16 number. The details and everything.

17 So we had to basically walk out, leave, and  
18 inform our government about this. And then we have  
19 to start thinking about communications with our  
20 territory and how is it going to translate into the  
21 community. Is there uproar? Is there chaos? And,  
22 you know, we're failing ourselves, but, that's not  
23 a process. That's pretty hard-handed way of  
24 communicating that with us. You know.

25 Like I said, I was upfront with the

1 information I provide. Whatever I say, I back it  
2 up with details, and it's just... we could have  
3 just overloaded the Commission, Mr. Commissioner,  
4 with just documents, documents to be disposed, but  
5 I mean, it's... there's no point in that right now.  
6 We provide the main ones and give us the context of  
7 what's going on, so.

8 This was our process and right now we have no  
9 response, we have nothing going on, so, here we  
10 are.

11 **Me PAUL CRÉPEAU :**

12 And I'll ask you bluntly, can the community of  
13 Listuguj, can it go on after March thirty-first  
14 (31st) all by itself, supporting the actual police  
15 service without the guarantee that they'll be  
16 reimbursed? Can you... can... support...

17 **M. LLOYD ALCON :**

18 No.

19 **Me PAUL CRÉPEAU :**

20 ... the police service?

21 **M. LLOYD ALCON :**

22 It's the point of for how long can we. We can for  
23 a bit I would say, because we've already... let's  
24 say last year, because we're losing officers on a  
25 basis which was... - it's [Norm (inaudible) Ross].

1           Right now, with what... before, we used to be  
2           a hundred per cent (100 %) First Nation. Now we're  
3           maybe about fifty-fifty (50-50) or forty-sixty (40-  
4           60) where we have non-Natives coming in. And we're  
5           losing them because they come in right out of  
6           training, and then the SQ would take them, or  
7           Longueuil, because they say we work in a  
8           Mi'kmaq community and, it's good for their  
9           (inaudible).

10       **Me PAUL CRÉPEAU :**

11           Career.

12       **M. LLOYD ALCON :**

13           So, right now, we could probably fund it for a  
14           little bit more, but I mean, we're already putting  
15           our own source revenue that came in, two hundred  
16           and fifty thousand (250,000) last year, to focus on  
17           salaries, recruitment, training, trying to get  
18           people from our community to go. But why should we  
19           do that? You know, the duty on both governments,  
20           they have a fiduciary duty to provide support,  
21           services, everything, their obligations to us.

22           But in reality... or we could be shut down.  
23           Or we're going to go back to the nineteen seventy  
24           (1970) status of us being special constables being  
25           sworn in before a judge, and really only being able

1           to police our box.

2       **Me PAUL CRÉPEAU :**

3           We have to move on.

4       **M. LLOYD ALCON :**

5           Yes.

6       **Me PAUL CRÉPEAU :**

7           The analysis of the... des besoins du financement.

8           I'll let you go on. I know we've talked a little

9           bit about it, but, something to add on this subject?

10       **M. LLOYD ALCON :**

11           So we could probably do the same thing. Gerry, if

12           you want to... we'll do the net need assessment,

13           then?

14       **VOIX MASCULINE NON IDENTIFIÉE :**

15           (Inaudible) difficult.

16       **M. LLOYD ALCON :**

17           Or if somebody doesn't have... they say they can

18           (inaudible)...

19       **Me PAUL CRÉPEAU :**

20           Des choses particulières...?

21       **M. RÉGIS FLAMAND :**

22           Par rapport à l'autre point, l'analyse des besoins?

23       **Me PAUL CRÉPEAU :**

24           Oui.

25       **M. RÉGIS FLAMAND :**

1 Bien en fait, oui. Moi je voulais faire une  
2 présentation par rapport à ça. C'est que moi, puis  
3 j'imagine que c'est la même chose pour la plupart  
4 de toutes les directeurs de police, on est d'avis  
5 qu'on est les mieux placé. On est les mieux placé  
6 pour évaluer puis dire c'est quoi nos besoins.  
7 Puis ça je le répète, puis je l'ai dit tantôt.  
8 Parce que c'est nous-mêmes qui vivons au quotidien  
9 dans nos milieux. On connaît c'est quoi nos  
10 besoins.

11 Puis en premier lieu, ce qu'il faut pour...  
12 que nous on puisse faire une bonne analyse de nos  
13 besoins, au préalable, il faut définir c'est quoi,  
14 qu'est-ce que ça coûte un policier. Il a été  
15 question de ça hier, puis même aujourd'hui, je  
16 pense que je me trompe pas, pour dire combien ça  
17 vaut un policier. Pas seulement au niveau  
18 salarial. Ça, le salaire là, c'est un détail.  
19 Combien ça vaut un policier.

20 **Me PAUL CRÉPEAU :**

21 Équipement... formation...

22 **M. RÉGIS FLAMAND :**

23 Incluant l'équipement, incluant les bénéfices  
24 marginaux, la formation, le salaire. Toute. Un  
25 package.

1 **Me PAUL CRÉPEAU :**

2 Um-hum.

3 **M. RÉGIS FLAMAND :**

4 Combien ça vaut? Tantôt, monsieur Alcon il a dit,  
5 lui, aux alentours de cent... ça représentait cent  
6 six mille (106 000), si je me trompe pas, par  
7 policier, selon son entente. Moi ça représente  
8 cent vingt-six. Même pas. Cent dix-sept (117).  
9 Gerry, lui, c'est un autre chiffre.

10 C'est ça la cause qui nous amène à cette  
11 problématique-là. Il y a pas un standard pour  
12 définir c'est quoi la valeur d'un policier.

13 Si on pourrait définir un standard, à partir  
14 de là on pourrait commencer à négocier des  
15 meilleures ententes. À partir de là on pourrait  
16 présenter c'est quoi nos besoins. Parce que moi, à  
17 Manawan, dans mon entente tripartite qui est en  
18 vigueur jusqu'au trente et un (31) mars, ils  
19 spécifient un minimum de neuf (9) policiers,  
20 incluant le Directeur.

21 Mais par contre, il faut tenir compte des  
22 besoins au niveau terrain. Étant donné que moi, à  
23 Manawan, la particularité de ma région c'est que,  
24 on est éloigné. Pour assurer la sécurité de mes  
25 policiers dans leurs interventions, minimum, il

1           faut qu'ils soient deux (2) en tout temps. En tout  
2           temps. Puis ça, il faut même être conscient qu'il  
3           y a eu des recommandations, faites par la  
4           Commission des lésions professionnelles, dans un  
5           cas de Mont-Tremblant contre... avec la Fraternité  
6           des policiers et policières de ce service de  
7           police-là, qui ont amené des recommandations que,  
8           un policier n'est jamais, il faut le dire, jamais  
9           tenu seul d'intervenir dans certaines situations.  
10          Entre autres, je vas y arriver tantôt plus tard là-  
11          dessus, mais c'est juste pour dire que, certaines  
12          de ces situations-là qui sont énumérées par la  
13          Commission, nous on est exposé à ça au quotidien.  
14          De là l'importance de maintenir des équipes de deux  
15          (2) policiers par quart de travail.

16       **Me PAUL CRÉPEAU :**

17           Travailler en duo, ce qui nécessite...

18       **M. RÉGIS FLAMAND :**

19           Exactement.

20       **Me PAUL CRÉPEAU :**

21           ... plus de personnel...

22       **M. RÉGIS FLAMAND :**

23           Oui.

24       **Me PAUL CRÉPEAU :**

25           ... sur la base régulière.

1 **M. RÉGIS FLAMAND :**

2 Parce que si on veut assurer la sécurité de notre  
3 population, il faut en premier lieu assurer la  
4 sécurité des policiers. Parce que si la sécurité  
5 des policiers est compromise, il est en danger,  
6 comment voulez-vous qu'il assure la sécurité de la  
7 population.

8 Et ça je parle... ça c'est simplement au  
9 niveau gendarmerie sur le terrain, des  
10 patrouilleurs. Évaluer nos besoins. Quand j'ai  
11 dit tantôt que, on est les mieux placé. C'est  
12 parce que nous, on a l'expérience de notre... vécu,  
13 de notre environnement.

14 Au niveau des enquêtes. Ça nous prend des  
15 enquêteurs. Parce que ça prend des enquêteurs qui  
16 sont spécialisés pour s'occuper des dossiers qui  
17 sont plus complexes, entre autres un exemple: les  
18 dossiers d'agressions sexuelles, les dossiers en  
19 matière de stupéfiants. Ça prend une  
20 spécialisation pour être compétent dans ce domaine-  
21 là.

22 Puis, ça nous prend aussi des ressources  
23 policières supplémentaires pour combler des  
24 remplacements, des vacances. Ces policiers-là, ils  
25 ont le droit à leurs vacances. Puis la difficulté,



1           la réalité *auquelle* on fait face actuellement c'est  
2           que, on n'a pas assez de policiers dans nos corps  
3           de police.

4           Moi il faut que je fasse appel à des policiers  
5           qui sont en congé, qui viennent déjà de faire des  
6           quarts de travail de sept (7) jours, qui sont  
7           fatigués, qui sont brûlés. Il faut que je fasse  
8           appel à ces policiers-là qui sont en congé pour  
9           venir remplacer du... des policiers qui veulent  
10          partir en vacances, *auxquelles* ils ont le droit,  
11          pour décrocher un peu de nos réalités, des  
12          difficultés auxquelles ils font face  
13          quotidiennement.

14          Ça me prend des policiers occasionnels, qu'on  
15          appelle, des policiers remplaçants, pour venir  
16          combler. Parce qu'il faut tenir compte que  
17          Manawan, j'ai la chance d'avoir des policiers de la  
18          Nation atikamekw qui parlent la langue, qui vivent  
19          à Manawan. Sinon, autrement, je serais dans un...  
20          excusez l'expression, dans de foutus beaux draps.  
21          J'ai même pas de logements pour loger des policiers  
22          provenant de l'extérieur. Fait que j'ai cette  
23          chance-là, puis je veux les maintenir ces  
24          ressources-là. Et pour les maintenir, bien, il  
25          faut quand même qu'il y ait des conditions de

1 travail acceptables. Un exemple *auquel* ils ont le  
2 droit: à leurs vacances.

3 On leur donne, on leur fournit leurs vacances,  
4 mais il faut qu'on fasse appel à d'autres policiers  
5 qui sont en congé, qui sont déjà fatigués, sont  
6 déjà brûlés, puis de venir travailler.

7 Fait que de là nos besoins, on est les mieux  
8 placés pour dire combien de policiers qu'on a de  
9 besoin, versus ce qui est prévu dans l'entente.  
10 Puis ils l'ont bien jouée leur entente. Ils ont  
11 mentionné "minimum". Le reste là, si tu veux  
12 engager douze (12), quinze (15) là...

13 **Me PAUL CRÉPEAU :**

14 C'est à vos frais.

15 **M. RÉGIS FLAMAND :**

16 ... ça t'appartient.

17 **Me PAUL CRÉPEAU :**

18 Bien oui.

19 **M. RÉGIS FLAMAND :**

20 Paye. Paye la différence.

21 **Me PAUL CRÉPEAU :**

22 Um-hum.

23 **M. RÉGIS FLAMAND :**

24 C'est une des particularités.

25 **Me PAUL CRÉPEAU :**

1 Sur ce thème-là, sur le thème suivant, je vous  
2 laisse continuer, Monsieur Alcon?

3 **M. STEEVE MATHIAS :**

4 Excusez...?

5 **Me PAUL CRÉPEAU :**

6 Oui. Oui, Monsieur Mathias.

7 **M. STEEVE MATHIAS :**

8 Pour... parce que là on parle de l'analyse de  
9 besoins puis de financement. J'avais déposé un  
10 document sur... une lettre d'entente sur...

11 **Me PAUL CRÉPEAU :**

12 En septembre dernier, oui.

13 **M. STEEVE MATHIAS :**

14 Oui. Je... j'ai pas le code là, pour...

15 **Me PAUL CRÉPEAU :**

16 O.K.

17 **M. STEEVE MATHIAS :**

18 ... mais vous devez l'avoir ici...

19 **Me PAUL CRÉPEAU :**

20 Oui oui.

21 **M. STEEVE MATHIAS :**

22 ... j'imagine?

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 Les pièces sont déposées. Je me souviens de  
25 l'avoir déposée Monsieur le Commissaire. On a

1           cette pièce-là, du mois de septembre dernier, sur  
2           les différentes ententes que vous aviez déposées à  
3           ce moment-là.

4           **M. STEEVE MATHIAS :**

5           Oui. Puis, dans le... cette lettre d'entente-là,  
6           on avait spécifiquement mentionné les items qu'il  
7           fallait négocier de... pour remettre notre corps de  
8           police en fonction. Et cette lettre d'entente-là  
9           date de deux mille... huit (2008) - oui, le  
10          quatorze (14) février deux mille huit (2008). Je  
11          m'en rappelle, c'était à la Saint-Valentin.

12          **Me PAUL CRÉPEAU :**

13           Et vous êtes en...

14          **M. STEEVE MATHIAS :**

15           La...

16          **Me PAUL CRÉPEAU :**

17           ... attente de votre...?

18          **M. STEEVE MATHIAS :**

19          La réconciliation, t'sé, avec le gouvernement du  
20          Québec. Mais j'ai... t'sé, on avait fait un bout  
21          là-dedans, mais c'était toujours la même attitude,  
22          malgré qu'on avait fait cette lettre d'entente-là.  
23          Et depuis que je me suis fait réélire comme chef,  
24          l'été passé au mois d'août, j'ai eu l'occasion de  
25          rencontrer le ministre Kelley au mois de octobre,

1           ici à Montréal, et je lui avais fait part, je lui  
2           avais donné une copie parce que, cette entente... la  
3           lettre d'entente, l'entente-cadre avaient été signée  
4           par son prédécesseur, monsieur Benoît Pelletier, qui  
5           était ministre au Secrétariat aux Affaires  
6           autochtones à l'époque. Puis là j'ai demandé à  
7           monsieur Kelley quelle était la position du  
8           gouvernement là, compte tenu que, ç'a été signé en  
9           deux mille huit (2008), puis qu'on est en deux mille  
10          dix-sept (2017). J'ai dit, "quelle est ta position  
11          puis celle du gouvernement, est-ce qu'on va  
12          continuer à travailler dans l'esprit puis  
13          l'intention de cette lettre d'intention-là pour  
14          rétablir le corps de police de Longue-Pointe?"

15                 Puis on est aujourd'hui le vingt-deux (22)  
16          mars, je suis toujours en attente de sa réponse.

17          **LE COMMISSAIRE :**

18                 Madame la greffière me dit que monsieur Mathias  
19          parle de P-107.

20          **Me PAUL CRÉPEAU :**

21                 P-107.

22          **LE COMMISSAIRE :**

23                 La lettre... c'est une pièce qu'on a.

24          **M. STEEVE MATHIAS :**

25                 O.K.

1 **Me PAUL CRÉPEAU :**

2 O.K. Merci. Puis on les garde puis on les lit,  
3 hein, Monsieur Mathias. Est-ce...

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Quatorze (14) février deux mille...

6 **Me PAUL CRÉPEAU :**

7 Oui.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 ... huit (2008).

10 **Me PAUL CRÉPEAU :**

11 Monsieur Flamand. Micro. Oui.

12 **M. RÉGIS FLAMAND :**

13 Je voudrais juste rajouter un point que j'ai oublié  
14 de mentionner tantôt, quand on parle de  
15 l'évaluation de nos besoins, qu'on est les mieux  
16 placés. Ce qui est déplorable c'est que, quand on  
17 présente c'est quoi nos besoins, on nous croit pas.  
18 L'exemple. Il y a une communauté atikamekw qui ont  
19 déjà présenté leurs besoins, puis il a fallu qu'ils  
20 ferment leurs portes, puis il a fallu que la Sûreté  
21 du Québec aille desservir ces communautés-là, puis  
22 qu'ils fassent un diagnostic opérationnel de ce  
23 service de police-là, pour venir confirmer ce que  
24 le Directeur de police autochtone de cette place-là  
25 avait déjà amené, pour qu'ils puissent finalement

1 arriver à une entente bilatérale pour venir combler  
2 les manques qu'il y avait. C'est juste pour dire  
3 que nous, quand on dit qu'on est les mieux placés,  
4 souvent, on nous écoute pas. Soit qu'on nous  
5 écoute pas ou soit qu'on nous croit pas. Ça c'est  
6 un point que je voulais amener avant de conclure...

7 **Me PAUL CRÉPEAU :**

8 Merci.

9 **M. RÉGIS FLAMAND :**

10 ... ce sujet-là.

11 **Me PAUL CRÉPEAU :**

12 Next point, Mr. Alcon I suppose?

13 **M. LLOYD ALCON :**

14 I'll keep it brief,...

15 **Me PAUL CRÉPEAU :**

16 Okay.

17 **M. LLOYD ALCON :**

18 ... and actually provide some science, which we  
19 couldn't have yesterday, regarding First Nations  
20 and how do we come up with formulas, because they  
21 couldn't find anything.

22 So if you look at the Cree police force, the  
23 EEPF, regarding their agreement, which is public.  
24 They actually have formulas on here, and exactly  
25 how they calculate. So when they talk about

1 funding, they use the CPI consumer price index for  
2 Quebec. So they use that to start calculating  
3 through Statistics Canada how are we going to do  
4 this annual funding.

5 They actually rounded down to... their formula  
6 is actually stated round down to three (3)  
7 decimals. So they talk about the funding that's  
8 provided. And they talk about the... of how this  
9 translates into officers. So they actually have  
10 things on here which was agreed upon, so there was  
11 communications between the parties there, because  
12 it says the adjustment for funding. They would  
13 make... refer to a section 3.2 of the financial  
14 year. Will be further adjusted following the  
15 determination of the number of police officers  
16 funded as of April first (1st), and a... in  
17 application of paragraphs 19.8 and 19.9 of the  
18 JBNQA, and in accordance with the following  
19 formula. So, for the adjustments, they talked  
20 about TCFY. TCFY right here, is explained...  
21 - just a minute - and it's divided by seventy-nine  
22 (79). So they're talking about that, according to  
23 their agreement, TCFY represents the annual funding  
24 for that year, but they're using it as a minimum of  
25 seventy-nine (79) officers. So they're talking



1           about formulas, how they're dividing it, how it's  
2           on there, but they're actually making reference to  
3           another agreement, which says how did they come to  
4           that. So is that based on one officer per two  
5           hundred (200) people within the community? Two  
6           hundred and fifty (250) people? Just the same way  
7           that Quebec has their standards of saying "whatever  
8           it is per one hundred thousand (100,000)" or things  
9           like that. So there are formulas, there have been  
10          communications, but why aren't we part of that.  
11          Why haven't these applied to us. So, there are  
12          things here.

13       **Me PAUL CRÉPEAU :**

14            Okay. And it's possible to adapt in each situation.

15       **M. LLOYD ALCON :**

16            Of course.

17       **Me PAUL CRÉPEAU :**

18            But a formula exists at least in one case.

19       **M. LLOYD ALCON :**

20            It's a basic one right here, and it's pretty  
21            straightforward.

22       **Me PAUL CRÉPEAU :**

23            Okay.

24       **M. LLOYD ALCON :**

25            And they talk about the fifty-two/forty-eight (52-

1           48) also. When you think about how it translates  
2           to and how we're doing things right now, we're back  
3           into a Jordan's Principle: which territory is  
4           actually going to take over and say "who does  
5           what", because it was explained regarding the FNPP  
6           program. I believe the comment that was made  
7           yesterday was "these agreements are not binding in  
8           Quebec."

9           **Me PAUL CRÉPEAU :**

10           Yes. He said that.

11           **M. LLOYD ALCON :**

12           But what about the rest of Canada. So are we  
13           saying, "well it's on you to do it, it's on you to  
14           do it." So we're back in the situation where who's  
15           going to take jurisdiction, who has what, who's  
16           providing percentages and... Nobody point the  
17           finger back this way. We're stuck in a position  
18           where, well, somebody is going to lose their life  
19           again, and, where do we provide this money and  
20           support. And I point it this way and that, and,  
21           these aren't legally binding here. So... But  
22           they're forced upon us.

23           So, yes, I just wanted to explain that there  
24           are numbers, formulas, calculations, and they  
25           contradict themselves on the legality of the

1 documents.

2 **Me PAUL CRÉPEAU :**

3 Okay. Next point?

4 **M. LLOYD ALCON :**

5 I'm good from there. So, for the next point, on  
6 the discussion panel for the presentation - we just  
7 pull up in English, excuse me.

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Les infrastructures. Oui. O.K. So...

10 **M. LLOYD ALCON :**

11 It's okay for infrastructures, I believe?

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 Yes. Well, maybe just... And this, on this  
14 subject, the infrastructure, among the others, I  
15 know that some of you have brand new police station,  
16 some of you do have situation where it is outdated.  
17 I believe maybe Monsieur Flamand, you could talk  
18 about the situation in Wemotaci, which is an  
19 Atikamekw community? And I know that it's their  
20 special case there.

21 Bien, Monsieur Flamand, pouvez-vous peut-être  
22 nous expliquer la situation à Wemotaci, est-ce  
23 que... comment c'est... au niveau, entre autres, du  
24 service... du poste de police.

25 Je pense qu'il y a un exemple qui a été donné

1 ce matin, lorsqu'il y a un ministre, monsieur Kelley  
2 est allé visiter avec son garde du corps?

3 **M. RÉGIS FLAMAND :**

4 Oui. Parfait. Cependant, je vas relayer la parole  
5 à mon...

6 **Me PAUL CRÉPEAU :**

7 O.K.

8 **M. RÉGIS FLAMAND :**

9 ... collègue, Monsieur Wapachee, parce que c'est lui  
10 qui a amené ces...

11 **Me PAUL CRÉPEAU :**

12 O.K.

13 **M. RÉGIS FLAMAND :**

14 ... éléments-là, qui a été...

15 **Me PAUL CRÉPEAU :**

16 Monsieur Mapachee va nous en parler.

17 **M. GERRY MAPACHEE :**

18 Bien, c'est... bien, je sais qu'en deux mille  
19 quinze (2015), il y a eu une... l'ouverture  
20 officielle d'une école primaire là-bas, à cet  
21 endroit, puis le ministre Kelley, ils ont fait...  
22 tant qu'à ça, ils ont dit, "bon bien, on va faire  
23 aussi notre poste de police", puis quand ils ont  
24 fait visiter le poste de police, le garde du corps  
25 de... du ministre Kelley il a dit, "tu rentres pas

1           au poste, c'est trop dangereux." Fait que ça fait  
2           comme un peu bizarre que tu... Mais, les policiers  
3           ont le droit de travailler là.

4           **Me PAUL CRÉPEAU :**

5           O.K.

6           **M. GERRY MAPACHEE :**

7           Puis je sais que le Directeur, présentement, il  
8           [ne] travaille même plus à ce poste-là parce que  
9           c'est... il y a trop de moisissures dans son  
10          bureau, son bureau à lui du Directeur, donc il doit  
11          travailler au Conseil de bande.

12          **Me PAUL CRÉPEAU :**

13          O.K.

14          **M. GERRY MAPACHEE :**

15          Donc, t'sé, c'est une réalité que, hier, on  
16          mentionnait que, on était... en tout cas, selon  
17          Richard, tous les postes étaient pas mal *toutes* top  
18          shop... top shape,...

19          **Me PAUL CRÉPEAU :**

20          Oui.

21          **M. GERRY MAPACHEE :**

22          ... puis, t'sé, même que, pour avoir accès,  
23          mettons, au bureau des enquêteurs, il y a comme  
24          des... ils ont défait un mur, mais qui est comme...  
25          la finition est même pas là, c'est comme si tu

1           rentrais dans une grotte pour aller aux enquêteurs.  
2           T'sé c'est comme... c'est tellement une situation,  
3           une des grosses... des pires situations là, puis  
4           c'est comme... t'sé, on... pourquoi qu'on est... on  
5           se rend là. On attend quoi.

6           **Me PAUL CRÉPEAU :**

7           Alors l'image est forte. Ça permet d'amener la  
8           question justement, quand on vous propose des... on  
9           vous fait des propositions en matière de  
10          financement, est-ce qu'il y a une enveloppe spéciale  
11          si on a un besoin particulier? Parce qu'un poste de  
12          police dans le budget d'une année, ça rentre pas.  
13          O.K. Là, on s'entend là, on parle de... des  
14          constructions, des centaines de milliers de dollars.  
15          Alors est-ce qu'il y a des enveloppes spéciales qui  
16          sont amenées pour des besoins particuliers comme des  
17          infrastructures. Construction d'un poste de police  
18          neuf.

19          **M. RÉGIS FLAMAND :**

20          Nous, en deux mille dix (2010), on a eu la chance de  
21          faire construire un nouveau poste de police. Par  
22          contre, il a fallu que ce soit mon propre Conseil de  
23          bande qui fasse un prêt, pour pouvoir répondre à ce  
24          besoin-là. Le fédéral, au tout début du projet, ils  
25          avaient manifesté leur participation, mais en cours

1 de route ils se sont désistés. Ce qui a fait en  
2 sorte que, dans mon budget opérationnel annuel, il a  
3 fallu que je dégage un budget spécifique pour...  
4 pouvoir rembourser ce montant-là; ce qui nous a  
5 amené à des situations encore plus déficitaires.

6 Puis à chaque... Il nous est arrivé, à un  
7 moment, de renouveler l'entente, deux mille quatorze  
8 (2014), deux mille dix-huit (2018), on a essayé  
9 d'incorporer ces montants supplémentaires-là dans  
10 l'entente, ça nous a été refusé.

11 **LE COMMISSAIRE :**

12 Alors je comprends que, le Conseil chez vous, à  
13 Manawan, a financé ou emprunté pour construire le  
14 poste,...

15 **M. RÉGIS FLAMAND :**

16 Um-hum. Effectivement.

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 ... en deux mille dix (2010), et par la suite, comme  
19 le gouvernement a pas participé, ce sont vos  
20 opérations qui ont été...

21 **M. RÉGIS FLAMAND :**

22 Oui. Ça a grugé.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 ... qui sont venues couper une partie du budget pour  
25 rembourser l'emprunt à la banque.

1 **M. RÉGIS FLAMAND :**

2 Exactement ça.

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 Sur ce thème-là, est-ce qu'il y a d'autres  
5 panélistes? Oui. Monsieur Alcon?

6 **M. LLOYD ALCON :**

7 Yes. So, without getting into the... because we  
8 hear them, it's unreal, right, unsafe conditions  
9 and infrastructures. So we were told, you know,  
10 because of the split with Indian Affairs, you know,  
11 there's going to be money within Mr. Philpott's  
12 cabinet, you're going to have to go through there  
13 for money, that's where all the infrastructure  
14 things are, and... So, I'm like, okay.

15 But during the meeting of October - I kept  
16 referring to that because that was a major meeting  
17 in Quebec, with Richard Coleman and Deputy  
18 Ministers, we were talking about infrastructures  
19 and how we were going to look towards it.

20 So, watering down what our request were, so I  
21 said, "okay - and this is during the meeting - I  
22 said, well, we hear about the fingers being  
23 pointed, who's going to pay for it", I said...  
24 These two (2) paragraphs is what I presented, and I  
25 said, "you can take this back, I said, so maybe it



1           should be worded...: we need a systemic evaluation  
2           of Aboriginal police possessions or First Nations  
3           and infrastructure, equal or better to the  
4           municipal provincial population, I said, the  
5           evaluation needs to be recognized by the First  
6           Nations government, being inspected in partnership  
7           with Canada and Quebec competencies."

8           Pretty straightforward to say, "we all  
9           recognize that it should be passed. The government  
10          funding of mandatory work, that will be prioritized  
11          for the most pressing needs, if one government  
12          funding agency does not fulfill their duty, the  
13          other government agency will fill the void and make  
14          applications to recoup their portion of the funding  
15          provided."

16          For instances, like them, they have to front  
17          the money, they can't get it, you got to go through  
18          this department. So these were just two (2)  
19          paragraphs to say, "this is something that we would  
20          like to see, and it's given the guarantee that  
21          they're going to do the work, they're going to make  
22          sure it's up to par, with our governments, and it  
23          can be paid for, we don't have to take these  
24          moneys."

25          And their response was, "this sounds so much

1           like legal jargon, we can't use words like this,  
2           but you're thinking very far ahead, and we like  
3           that thinking, so send us your paragraphs and we'll  
4           talk later about this. It's pretty  
5           straightforward, and it's a way to help resolve the  
6           situation, and again, we need to water it down  
7           because it protects the First Nations, but in our  
8           government we don't have the authority to say,  
9           "well, we're going to protect you." So, we'll go  
10          back, and come back with you."

11                       That was the one thing I wanted to bring  
12          forward, to point on it.

13       **Me PAUL CRÉPEAU :**

14           Thank you.

15       **M. LLOYD ALCON :**

16           Where are we trying to do in advance.

17       **Me PAUL CRÉPEAU :**

18           Okay.

19       **M. LLOYD ALCON :**

20           Next...?

21       **Me PAUL CRÉPEAU :**

22           Other subject, and I just want to remember, it's  
23           twelve twenty-four (12 h 24), maybe we can continue  
24           for five to ten minute, we'll try to finish up this  
25           page, then we'll take a break... a recess for the

1 dinner, lunch time.

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 Yes.

4 **Me PAUL CRÉPEAU :**

5 Okay?

6 **M. LLOYD ALCON :**

7 Okay. So the last section on here is obligation,  
8 supervisory and control measures.

9 And if we're thinking about that, this is some  
10 of the things we talked about yesterday of the  
11 Police Act and law, and ethics, and what is  
12 everybody bound to, so, I know we touched on it  
13 yesterday, but if anybody wants to elaborate on,  
14 let's say, the police ethics or the criminal  
15 allegations or the rules of evidence or anything  
16 that's brought forward towards a police officer of  
17 First Nation, or maybe how it should be changed or  
18 there's no kind of oversight committee for First  
19 Nations or... We're subject to the same rules as  
20 everybody else, so. I, myself, have comments, but  
21 I don't need to... real express it here, but it's  
22 open to the panel if you want to discuss more on  
23 this.

24 **Me PAUL CRÉPEAU :**

25 I know that... Je sais que monsieur Flamand a

1           quelque chose à nous dire sur ce sujet-là, une  
2           expérience dans sa communauté. Peut-être nous  
3           expliquer ça brièvement là,...

4           **M. RÉGIS FLAMAND :**

5           Oui.

6           **Me PAUL CRÉPEAU :**

7           ... qu'est-ce qui...

8           **M. RÉGIS FLAMAND :**

9           Tout à fait. Merci.

10          **LE COMMISSAIRE :**

11          On vous écoute.

12          **M. RÉGIS FLAMAND :**

13          Non, je voulais juste amener le point par rapport à  
14          la déontologie ainsi que, aux enquêtes internes.

15          Par rapport aux allégations...

16          **Me PAUL CRÉPEAU :**

17          Oui.

18          **M. RÉGIS FLAMAND :**

19          ... concernant les policiers. Moi je vais peut-  
20          être considérer comme une recommandation, parce  
21          que, il faut être conscient que, dans nos  
22          communautés autochtones, on n'a pas le luxe, je  
23          l'ai dit tantôt, d'avoir un surplus de policiers.  
24          On est en pénurie de policiers. Puis quand qu'il  
25          arrive qu'il y ait des plaintes en déonto ou soit

1 des allégations criminelles, il y a des mesures  
2 administratives qui sont prises à l'endroit du  
3 policier; soit des suspensions sans solde ou soit  
4 des tâches administratives, peu importe, mais il  
5 [n']est plus sur le terrain. Puis ça, nous, notre  
6 réalité de gestion, c'est que ça nous occasionne  
7 une problématique énorme, parce que, il faut  
8 remplacer cette ressource-là qui [n']est plus sur  
9 le terrain.

10 Alors moi, ma recommandation par rapport à ça,  
11 ce serait peut-être de accélérer, de ne pas traîner  
12 le... ces enquêtes-là, afin d'en venir à un résultat  
13 le plus tôt possible, pour que nous, les directeurs  
14 de police, on puisse prendre des décisions plus  
15 appropriées dans l'intérêt du service de police,  
16 dans l'intérêt de la communauté qu'on dessert.

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 Si je comprends bien, que les enquêtes  
19 déontologiques aillent rapidement.

20 **M. RÉGIS FLAMAND :**

21 Exactement, c'est ce que je voulais dire. Vous  
22 l'avez bien résumé.

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 On est toujours, Monsieur Flamand, sur le thème du  
25 financement, et j'aimerais que vous nous parliez un

1           petit peu de vos problèmes quand une enquête est  
2           faite par votre enquêteur spécialisé en matière  
3           d'agressions sexuelles et que le dossier est soumis  
4           au DPCP. Vous aviez quelque chose à nous dire là,  
5           j'aimerais que...

6           **M. RÉGIS FLAMAND :**

7           Oui. Exactement,...

8           **Me PAUL CRÉPEAU :**

9           ... vous entendre.

10          **M. RÉGIS FLAMAND :**

11          ... c'était dans un des points qui sont à venir  
12          plus tard mais, si vous voulez, je peux la partager  
13          tout de suite.

14          **Me PAUL CRÉPEAU :**

15          Ça... ou bien on l'amènera... Écoutez...

16          **M. RÉGIS FLAMAND :**

17          Je vas l'amener tout de suite.

18          **Me PAUL CRÉPEAU :**

19          Oui. Vas-y.

20          **M. RÉGIS FLAMAND :**

21          On est dans...

22          **Me PAUL CRÉPEAU :**

23          Allez-y.

24          **M. RÉGIS FLAMAND :**

25          ... ce point-là. C'est... la particularité de mon

1 service de police c'est que, dans le passé, il y a  
2 eu un gros volume de dévoilements d'agressions  
3 sexuelles, qui a fait en sorte que mon enquêteur, à  
4 ce moment-là, il faut le dire, à ce moment-là il  
5 n'avait pas la spécialisation pour faire des  
6 entrevues vidéo, des [C-15] qu'on appelle,...

7 **Me PAUL CRÉPEAU :**

8 Oui.

9 **M. RÉGIS FLAMAND :**

10 ... avec des présumées victimes. Fait qu'on  
11 faisait appel à nos confrères de la Sûreté du  
12 Québec, que eux autres ils avaient cette  
13 spécialité-là à ce moment-là.

14 Par contre, ce qu'on s'est rendu compte c'est  
15 que, quand on recevait, quand on rencontrait les  
16 victimes, toutes les éléments qui nous donnaient ne  
17 ressortaient pas lors des entrevues vidéo.

18 Pourquoi. Parce que nos... victimes, qui ont déjà  
19 été victimes d'un traumatisme, se retrouvaient  
20 devant un policier qui leur était inconnu,  
21 premièrement, qui ne parlait pas la langue. Fait  
22 que quand on parle de "barrière de langues", c'est  
23 une... c'est d'une importance capitale qu'il faut  
24 tenir compte.

25 **Me PAUL CRÉPEAU :**

1 Dans la communauté atikamekw...

2 **M. RÉGIS FLAMAND :**

3 Dans notre...

4 **Me PAUL CRÉPEAU :**

5 ... en particulier.

6 **M. RÉGIS FLAMAND :**

7 ... communauté parce que Manawan, quatre-vingt-dix-  
8 huit pour cent (98 %) de la population parle la  
9 langue. Elle est très vivante.

10 **Me PAUL CRÉPEAU :**

11 O.K.

12 **M. RÉGIS FLAMAND :**

13 Puis la culture est très vivante encore. Puis  
14 selon les études qui ont été démontrées au travers  
15 le Canada, je crois, si je me trompe pas, que  
16 l'Atikamekw est une des langues qui est le plus  
17 parlée encore.

18 **Me PAUL CRÉPEAU :**

19 O.K.

20 **M. RÉGIS FLAMAND :**

21 Fait qu'on s'est... on a été exposé à une situation  
22 *particulier* dans laquelle il fallait répondre pour  
23 donner le meilleur service à notre population qui  
24 avait le droit. Fait que moi, ce que j'ai fait, ce  
25 que j'ai pris comme décision, malgré le sous-



1           financement auquel je fais face, et on a quand même  
2           pris la décision d'envoyer mon enquêteur, mon seul  
3           enquêteur, à cette formation-là spécialisée, à  
4           Nicolet. Ils donnent des cours qui sont vraiment  
5           énormes.

6           Je l'ai envoyé en formation, afin qu'il  
7           livre... afin qu'on livre ce service-là à notre  
8           population.

9           Et puis, parallèlement à ça, il a fallu qu'on  
10          équipe notre poste de police d'équipements  
11          audiovisuels; qui a coûté seize mille dollars  
12          (16 000 \$).

13       **Me PAUL CRÉPEAU :**

14          C'est pas remboursé...

15       **M. RÉGIS FLAMAND :**

16          Puis...

17       **Me PAUL CRÉPEAU :**

18          ... ça, dans l'entente?

19       **M. RÉGIS FLAMAND :**

20          Euh, au préalable, quand j'avais ce projet-là de  
21          faire... d'installer l'équipement, j'avais fait  
22          appel à la... au MSP, à savoir s'il y avait une  
23          ouverture de leur part pour qu'ils puissent  
24          répondre financièrement à ce besoin-là. Puis  
25          verbalement, on m'avait dit, "oui oui, c'est..."

1           regarde, c'est justifié puis, allez-y." Et puis  
2           d'ailleurs, j'avais rencontré monsieur Coleman lors  
3           d'une rencontre d'un colloque des directeurs de  
4           police, je [ne] me suis plus en quelle année  
5           exactement, mais ça se déroulait à Québec au  
6           Sheraton, et on avait dîné là-dessus et puis,  
7           verbalement, encore là, il m'avait dit, "ah oui,  
8           écoute, c'est justifié, puis, allez-y." Pour  
9           finalement se retrouver à la fin, [soldé] que,  
10          "non, on ne paye pas." Fait que, il a fallu que ce  
11          soit mon service à moi qui paye les installations.

12                 Puis pour en venir à ce besoin-là spécifique,  
13          c'est que... qui est complètement justifié, c'est  
14          que, avec la mise en place d'un enquêteur  
15          spécialisé par... pour faire des entrevues vidéo,  
16          on a pu augmenter les taux d'accusation, parce  
17          qu'on a été capable d'aller soutirer plus  
18          d'informations quand il y avait une entrevue qui se  
19          faisait dans la langue maternelle.

20                 Par la suite, on s'est exposé à une situation  
21          qu'on n'avait pas envisagée, c'est la traduction de  
22          ce qui se dit, dans l'enregistrement vidéo. Moi  
23          je... nous on dépose ça au DPCP, dans le district  
24          judiciaire de Joliette. Le procureur de la  
25          Couronne ne comprend absolument rien de ce qui se

1 dit, évidemment, c'est en Atikamekw. Fait qu'il me  
2 renvoie ça, disant qu'il fallait que je fasse faire  
3 une entrevue... une transcription mot-à-mot de ce  
4 qui se dit dans l'enregistrement. Pour ça, il  
5 fallait embaucher un technolinguiste atikamekw, qui  
6 ont un quota - quatre-vingts cennes (80 ¢) du mot.  
7 Juste pour vous donner une idée, le premier  
8 dossier, pour faire retranscrire mot-à-mot la  
9 déclaration d'une victime, ça m'a coûté quatre  
10 mille (4 000), et juste la victime. Imaginez s'il  
11 y a des témoins dans ce dossier-là.

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 Alors c'est des coûts qui s'additionnent, juste pour  
14 soumettre un dossier, selon les normes du DPCP.  
15 Est-ce que ce sont des coûts qui vous sont  
16 remboursés ça?

17 **M. RÉGIS FLAMAND :**

18 Aucunement.

19 **Me PAUL CRÉPEAU :**

20 O.K.

21 **M. RÉGIS FLAMAND :**

22 Aucunement.

23 **Me PAUL CRÉPEAU :**

24 C'est quoi (inaudible)...

25 **M. RÉGIS FLAMAND :**

1           On a demandé...

2       **Me PAUL CRÉPEAU :**

3           Oui.

4       **M. RÉGIS FLAMAND :**

5           ... au ministère de la Justice de défrayer ces  
6           coûts-là. Par contre, la réponse qu'on a eue c'est  
7           que, "c'est encore en phase enquête, il y a pas  
8           encore d'accusations, c'est pas à notre niveau,  
9           c'est au niveau policier, c'est en phase d'enquête,  
10          fait que, déposez la preuve avec les transcriptions  
11          mot-à-mot, par la suite, nous on va prendre en  
12          charge les frais de traduction...

13       **Me PAUL CRÉPEAU :**

14          Pour la suite...

15       **M. RÉGIS FLAMAND :**

16          ... quand il va y avoir eu des accusations de  
17          portées.

18       **Me PAUL CRÉPEAU :**

19          O.K.

20       **M. RÉGIS FLAMAND :**

21          La particularité de la langue, il faut reconnaître.

22       **Me PAUL CRÉPEAU :**

23          Je sais pas s'il y a d'autres... Yes, Mr. Alcon?

24       **M. LLOYD ALCON :**

25          Real quick. And the challenges that he faces, and

1 the money that we have to put out there, we've  
2 actually had to adapt to his, and try and find ways  
3 that are out there. So, for instance, Motorola  
4 provides bursaries to the Canadian Police College  
5 for First Nations training, so that we don't have to  
6 pay these because they understand where we're at, so  
7 we can now try and find places that provide us free  
8 training, but, the downside of it is, because it's  
9 not in our agreements... well, it's not recognized  
10 or (inaudible), but (inaudible) what it is.

11 So it's like, they play the game where you're  
12 forcing us to pay out of our own pockets, or use  
13 their institutions and the way it is on that. And  
14 we're trying to really come up with different ways  
15 to... to find ways so we don't have to pay out of  
16 our pockets for these things, but...

17 **LE COMMISSAIRE :**

18 Je voulais demander à monsieur Flamand. Est-ce que  
19 quand, au ministère de la Justice, on vous dit,  
20 "lorsqu'il y aura des accusations, on pourra voir  
21 s'il y a lieu de payer pour vos traductions", est-ce  
22 que je comprends que le paiement pourrait se faire  
23 sur les traductions qui ont été faites en cours de  
24 enquêtes, ou simplement les traductions qui se  
25 feront en cours de procédures judiciaires, après

1 l'accusation?

2 **M. RÉGIS FLAMAND :**

3 Ce que j'avais compris, suite à nos échanges au  
4 téléphone, c'est que, il n'a pas été question de se  
5 faire rembourser les frais de... transcription mot-  
6 à-mot que on a défrayés nous autres même comme  
7 service. Ils allaient prendre en charge les frais  
8 par la suite, au niveau judiciaire, quand on  
9 parle... quand il faut aller à la salle d'audience,  
10 les interprètes qui sont là, c'est à leurs frais.

11 **LE COMMISSAIRE :**

12 Alors rien de rétroactif.

13 **M. RÉGIS FLAMAND :**

14 Non, rien. Rien nous a été remboursé depuis qu'on  
15 livre ces services-là.

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 Je regarde, je sais qu'il est midi trente-cinq  
18 (12 h 35). Ce serait peut-être un bon moment, je  
19 pense, pour prendre la pause du midi.

20 **LE COMMISSAIRE :**

21 Alors on se revoit à...

22 **Me PAUL CRÉPEAU :**

23 Une heure trente (1 h 30).

24 **LE COMMISSAIRE :**

25 ... une heure trente (1 h 30), si ça vous convient?

1           Très bien. Alors bon appétit. À une heure trente  
2           (1 h 30).

3           **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

4           Suspension de l'audience cet après-midi treize  
5           heures trente (13 h 30).

6           SUSPENSION

7           -----

8           REPRISE

9           **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

10          Reprise de l'audience.

11          **LE COMMISSAIRE :**

12          Alors bienvenue de nouveau. Alors Me Crépeau, je  
13          comprends que vous avez un témoin additionnel.

14          **Me PAUL CRÉPEAU :**

15          Oui, Monsieur le Commissaire. Il restait une  
16          chaise, alors on a demandé à... au chef Lance  
17          Haymond, qui est Chef à Kebaowek, si je le prononce  
18          correctement? Mr. Haymond va s'ajouter au panel  
19          pour quelques... un bref témoignage.

20          **LE COMMISSAIRE :**

21          O.K.

22          **Me PAUL CRÉPEAU :**

23          On pourra peut-être l'assermenter.

24          **LE COMMISSAIRE :**

25          I will ask the clerk to...

1       **Me PAUL CRÉPEAU :**

2               Thank you.

3       **LE COMMISSAIRE :**

4               ... go on with the oath.

5       -----

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25



1 Lance Haymond,  
2 Chef de la communauté algonquine de Keobawek  
3 Affirmation solennelle

4 -----

5 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

6 Thank you. Your witnesses.

7 **Me PAUL CRÉPEAU :**

8 Chief in Kebaowek? Okay. I believe that you were  
9 here, present this morning, and you'd like... would  
10 like to add a little bit of... a short testimony  
11 regarding what was said this morning...

12 **M. LANCE HAYMOND :**

13 And...

14 **Me PAUL CRÉPEAU :**

15 ... and some special problem that you have in your  
16 community.

17 **M. LANCE HAYMOND :**

18 And some precisions.

19 **Me PAUL CRÉPEAU :**

20 Okay.

21 **M. LANCE HAYMOND :**

22 So, yes, thanks again for the opportunity to speak.  
23 I already spoke on public security in my testimony  
24 before Jules Viens in Val-d'Or in September.

25 **Me PAUL CRÉPEAU :**

26

1           Okay.

2           **M. LANCE HAYMOND :**

3           And my intervention this afternoon is just to  
4           provide some precisions.

5                       As you saw from the video, you know, what's  
6           not really talked about this morning is the  
7           infrastructure. So, while we're trying to negotiate  
8           better budgets for salaries and benefits and  
9           equipment and training, the capital expenditures for  
10          new police stations are not even a part of this  
11          equation.

12                      In minister Goodale's announcement, he had  
13          noted that for new police stations, that his  
14          department had made an agreement with the minister  
15          of Infrastructure to carve out four billion dollars  
16          (\$4 G) for First Nations infrastructure that's  
17          needed in this country, out of the forty billion  
18          (\$40 G) over ten (10) years that was announced for  
19          Canada in general.

20                      The problematic with this budget is that, that  
21          four billion (\$4 G) may seem like a lot of money,  
22          but this money has been set aside to assist First  
23          Nations in the building of all types of  
24          infrastructure. So, new sewage treatment plants,  
25          new water treatment plants, new schools...

1 **Me PAUL CRÉPEAU :**

2 Hospitals?

3 **M. LANCE HAYMOND :**

4 ... the hospitals. The needs, in First Nations  
5 communities across this country, far exceeds the  
6 four billion (4 B), and probably exceeds the forty  
7 billion (40 B)...

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Uh-hum.

10 **M. LANCE HAYMOND :**

11 ... that's been announced nationally. So, to have  
12 minister Goodale and the province tell us that "oh  
13 no, there's money for you guys to go build a new  
14 police station", that's not really true. Because  
15 schools are a priority, there's a number of them  
16 already in cue and on the waiting list. First  
17 Nations need new water treatment plants.

18 The money that the government's investing is  
19 not enough to fix all the clean water drinking  
20 issues that affect this community.

21 So, as you saw, my police officers are forced  
22 to work in a building that's forty-two (42) years  
23 old. It is really a converted house, it was never  
24 meant to be a police force.

25 The challenge that I'm finding in its... in

1 relation to the agreement that we signed for  
2 policing, is that, I have to provide... the  
3 agreement says I have to provide a facility. The  
4 problem with a forty-two-year-old facility is that,  
5 also in that agreement, I have to agree to an  
6 inspection by a fire marshal every year. So last  
7 year, the fire marshal comes in, he does an  
8 inspection, says, "ew, your windows are no good,  
9 your door, it needs to be replaced, there's other  
10 health and safety issues", and I have an estimate  
11 for ten thousand dollars (\$10,000) worth of work.  
12 On a building that, if I keep putting ten thousand  
13 dollars (\$10,000) into it every year, I'm only  
14 putting a Band-Aid on a festering sore.

15 What I really need is a new police station.

16 And I was quite surprized yesterday to see  
17 in... Richard Coleman's PowerPoint, that police  
18 stations are an eligible expense under the funding  
19 that we've received from the government, the FAA,  
20 Fonds Investissement autochtone. I know that,  
21 within his presentation, he noted that, those funds  
22 could be used.

23 I find it funny that I got to read it from the  
24 PowerPoint presentation, when we're sitting across  
25 from these folk and we're telling them we need a new

1 police station, and they're not providing us, you  
2 know, good information that they already are aware  
3 of that. You know, we can build a police station.

4 The other challenge I have, of course, is  
5 financing that police station.

6 If I were to, in my budget, charge thirty  
7 thousand dollars (\$ 30,000) to public security,  
8 they, at the end of the day, get to determine which  
9 expenses are admissible and inadmissible. And most  
10 certainly they would not agree to paying thirty  
11 thousand dollars (\$ 30,000) of rent for the building  
12 that you saw on the video earlier this morning.

13 So that was one of the points of precision I  
14 wanted to make.

15 And I also wanted to speak about the challenges  
16 of the negotiations, because quite frankly, there  
17 was not... no negotiations. We simply received this  
18 nice invitation, and, we have an agenda, that was  
19 submitted to us by Public Security, Quebec and  
20 Canada, which was not the case in all communities I  
21 understand.

22 And so, the agenda was basically to reiterate  
23 what minister Goodale had announced, the two hundred  
24 and ninety-one million (291 M) over five (5) years.  
25 The... it was the summary from the minister de

1           Sûreté... from the Sécurité publique Québec. They  
2           didn't have much to afford in terms of new  
3           information. But before we even started, I had  
4           asked the representatives that "look, if you have  
5           already predetermined what the budget that you're  
6           going to offer, I said, don't make me go through the  
7           whole process of doing a formal presentation,  
8           because we did our homework, we looked at what our  
9           needs are, we did a comparative analysis of the  
10          salaries (inaudible) the Sûreté du Québec, with the  
11          detachment in Temiscamingue, six (6) kilometers from  
12          my community, and the salary scale of my current  
13          officers."

14                 So we build a salary scale that was consistent  
15          with that of the SQ. Because we were under the  
16          belief that, this new money was going to create  
17          equity and create equality for all of our police  
18          services.

19                 So we went through the full presentation, and  
20          ultimately at the end, you know, we demonstrated  
21          that we needed a budget of five hundred and eighty-  
22          three thousand dollars (\$ 583,000) per year, so that  
23          we can have a contingent of four (4) police  
24          officers, and the appropriate funding to provide  
25          pension, benefits, all of those things that my

1           officers currently don't have, but the neighbouring  
2           officers beside me do.

3           So we did our pitch, and I think I've heard it  
4           described this morning. They simply stood up and  
5           left us in the room, excuse themselves for about ten  
6           minutes and came back and said, "we have an offer  
7           for you."

8           So... and I'm not... afraid to tell you what my  
9           current funding level is. My current funding level  
10          is three hundred and twenty-two thousand dollars  
11          (\$ 322,000) per year.

12          And so the government came back and made an  
13          offer of an increase of twenty per cent (20 %), plus  
14          the two point seven five per cent (2.75 %)   
15          escalator. So it basically amounted to an... offer  
16          of three hundred and eighty-seven thousand one  
17          hundred and sixty-three dollars (\$ 387,163), which  
18          leaves us about two hundred thousand dollars  
19          (\$ 200,000) apart from where we think we need to be  
20          versus where the offer is.

21          We simply told them that it was unacceptable  
22          and we left the meeting like others, but knowing  
23          that clause 6.2... uh, 6.10.2 is held over my head,  
24          I have to make some pretty hard decisions in the  
25          next ten days as to how we're going to proceed.

1           Rather than just be pragmatic, we sent in a counter-  
2           offer, saying, "you know, we understand there's some  
3           limitations, but here's the minimum that we could  
4           live with." And it's ironic in the fact that, this  
5           morning I got a note back from Public Security  
6           Canada, acknowledging the reception of our request  
7           regarding what we feel we need to have quality  
8           police services.

9                         "Now that we have met most of the  
10                        communities, we will meet with our  
11                        provincial counterparts to consider all  
12                        the new information received in the last  
13                        few days. We should be able to get back  
14                        to you next week."

15                        "Next week", will leave me about three (3)  
16           days to make a decision. And it's really a tough  
17           environment to find ourselves in. But the point I  
18           wanted to raise and it's the point we raised with  
19           Public Security Quebec and Canada is that, when we  
20           look at other federal budgets and services  
21           delivered in our communities, I want... we noted  
22           that federal government provides a hundred and  
23           twenty thousand dollars (\$ 120,000) per nurse, to  
24           our First Nations communities. And I'm a non  
25           isolated community, and if you're an isolated



1 community, the department provides one hundred and  
2 forty-five thousand dollars (\$ 145,000) per nurse.  
3 That's more than what I receive for my police  
4 officers.

5 And there's no responsibility for other  
6 expenditures in regards to vehicles, gas,  
7 maintenance, clothing, protective gear, legal fees,  
8 telecommunications, specialized. And we don't have  
9 none of those costs associated when it comes to  
10 nursing. So we got this great budget for nursing,  
11 which is an important service, and it's deemed  
12 essential. And we have policing, which, at the end  
13 of the end, is not.

14 And it's quite frustrating when you see the  
15 disparity even within the federal government.

16 And the problem that has is that, within the  
17 agreement, and I would be willing to give a copy of  
18 my agreement to the Commission as evidence to show,  
19 that, we have to provide, you know, training to the  
20 level of every other SQ... every officer in Quebec.  
21 We have to provide a building that meets their  
22 standards. And if we fail in any regards to not  
23 meeting this provisions, if the Council is unable  
24 to correct these deficiencies, the parties may  
25 terminate this agreement. And we know that they

1           have terminated these agreements for these types of  
2           issues. So, I felt it was important to support  
3           what was happening.

4           And I guess the final point I'd like to make  
5           is that, the clauses, in the agreement, basically  
6           hold us hostage. I'll give you one finale example.

7           We have to replace equipment from time to  
8           time, and so we have an older police vehicle that  
9           we want to change... exchange, and purchase a new  
10          one.

11          Well, the agreement says that any sale of  
12          police equipment that exceeds five thousand dollars  
13          (\$ 5,000), that we need to get approval for that  
14          expenditure. And at the end of the day, you know,  
15          we have to... that amount is deducted dollar for  
16          dollar from our agreement.

17          So if I have an old Dodge police truck that I  
18          want to trade in and I get a twelve thousand  
19          dollars (\$ 12,000), my corresponding budget the  
20          next fiscal year gets cuts by twelve thousand  
21          dollars (\$ 12,000). It's a dollar for dollar  
22          reduction.

23          And as I previously mentioned, although the  
24          agreement says we have the luxury of determining  
25          how we spend that budget, there's provisions within

1           the agreement that says, "no, Quebec, at the end of  
2           the day, gets an opportunity to go through our  
3           financial audited statements and make a  
4           determination which is an eligible or an ineligible  
5           expense."

6                        So at the end of the year, we can find  
7           ourselves sometimes with ten (10), fifteen (15),  
8           twenty thousand dollars (\$ 20,000) of ineligible  
9           expenses, because our partners did not agree that  
10          we spent the money well.

11                      So it just kind of highlights, you know, what  
12          I've spoken about in Val-d'Or, and the reason why  
13          most of our communities are adverse as to having  
14          the SQ patrol in our communities, there's not one  
15          First Nations in community in Quebec that does not  
16          have a horror story that relates to its involvement  
17          with the SQ. Not one.

18                      My community, we have multiple stories, horror  
19          stories of our... of a community interaction with  
20          the SQ, which I described... quite, you know,  
21          vividly in our September testimony.

22                      So, at the end of the day, you know, all I'm  
23          trying to achieve as a Chief, and I know that the  
24          chiefs of police and the other Chiefs who are here  
25          are trying to do the same.

1           And so, final point. There's not two hundred  
2           and ninety-one million dollars (\$ 291 M) in the  
3           system from the Federal Government over the next  
4           five (5) years.

5           What the announcement also states is that  
6           there's fifty-five (55) officers that... positions  
7           that will be created in nineteen twenty (1920) and  
8           in nine... and two thousand twenty (2020) and  
9           twenty-one (2021). The bulk of those dollars are  
10          taken off of the two hundred and ninety-one million  
11          (\$ 291 M). So there's substantially less money  
12          into the system than what the announcement looks  
13          like.

14          In fact, there was hundred and ten (110)  
15          officers, if we average them out at about a hundred  
16          and fifty thousand (150,000), that'll lead up to  
17          about a hundred million dollars (\$ 100 M) of the  
18          two hundred and ninety-one million (\$ 291 M).

19          So, we know that in the breakdown that we've  
20          received from Quebec, so, we were offered thirty-  
21          three thousand five hundred and fifty-four (33,554)  
22          from the federal - that's two fifty-two (2.52 %)  
23          share, that would be the increase. And the forty-  
24          eight per cent (48 %) would be thirty thousand  
25          seven hundred and ninety-two (30,792). It's a far

1 cry from the seventy... eighty-four thousand  
2 (84,000) I need from the federal, and the seventy-  
3 seven thousand (77,000) increase I need from the  
4 province.

5 And I don't know any other police force in  
6 this country that would be only funded for two (2)  
7 officers. That's unrealistic to believe that two  
8 (2) people can patrol a community seven (7) days a  
9 week, twenty-four (24) hours a day, three hundred  
10 and sixty-five (365) days a year.

11 Final final point is that, the neighbouring SQ  
12 detachment, six (6) kilometers from me, has  
13 thirteen (13) patrolmen, a chief of police,  
14 investigators, all the vehicles that they possibly  
15 need, ski-dos to do winter interventions, boats  
16 for the summer, and I'm watch... you know, my  
17 police officers leave in a steady stream to go to  
18 the SQ.

19 Juge Viens in September, I had mentioned that,  
20 in September, I had lost nine (9) officers in the  
21 previous two (2) years.

22 As of today, I've lost fifteen (15), and I'm  
23 about to lose two (2) more; one to SPVM, and one  
24 that is wanting to go to the Sûreté du Québec.

25 So I'm in a constant recruiting process. And

1 my police force, like others, has gone from hundred  
2 per cent (100 %) First Nations to twenty-five per  
3 cent (25 %) First Nations, seventy-five per cent  
4 (75 %) non Native. That's just the reality.

5 And young people in my community who go into  
6 police foundations and justice don't become police  
7 officers. They eventually work in the penal  
8 system, usually in penitentiaries, because the pay  
9 is substantially higher than that of a rookie  
10 patrolman.

11 And with that, I thank you for the attention  
12 that you've given me, and I'll let the other  
13 speakers close up...

14 **Me PAUL CRÉPEAU :**

15 Yes.

16 **M. LANCE HAYMOND :**

17 ... the testimony that... and the pieces that are  
18 remaining from this morning. Again, thank you for  
19 the opportunity.

20 **Me PAUL CRÉPEAU :**

21 Chief...

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Thank you Chief Haymond. You're always welcome.

24 **M. LANCE HAYMOND :**

25 Thank you.

1 **Me PAUL CRÉPEAU :**

2 One short question on this last subject. These...  
3 all these officers that left your police service in  
4 the last years, did your Council paid for their  
5 formation... initial formation at the ENPQ?

6 **M. LANCE HAYMOND :**

7 No, we did not.

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Okay.

10 **M. LANCE HAYMOND :**

11 Not for the non Natives.

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 Okay.

14 **M. LANCE HAYMOND :**

15 And of course, as you heard, we... when Chief  
16 Mathias had his police force close down, we were  
17 able to recruit...

18 **Me PAUL CRÉPEAU :**

19 Okay.

20 **M. LANCE HAYMOND :**

21 ... the chief of police.

22 **Me PAUL CRÉPEAU :**

23 Okay.

24 **M. LANCE HAYMOND :**

25 But no. They pay for it themselves, and then they

1           are looking for work.

2       **Me PAUL CRÉPEAU :**

3           Okay.

4       **M. LANCE HAYMOND :**

5           I sign them to one-year contracts, but I can't hold  
6           them to a contract when they work for me a month  
7           and suddenly they get a call from the SQ.

8       **Me PAUL CRÉPEAU :**

9           And a better offer.

10      **M. LANCE HAYMOND :**

11           And a better offer.

12      **Me PAUL CRÉPEAU :**

13           Okay.

14      **M. LANCE HAYMOND :**

15           Thank you.

16      **Me PAUL CRÉPEAU :**

17           Thank you, Chief Haymond. Right now, I'd like to  
18           put up in evidence... And Chief Haymond, did you  
19           say that you would agree to let us your copy of the  
20           agreement?

21      **M. LANCE HAYMOND :**

22           I will give you a copy of the agreement.

23      **Me PAUL CRÉPEAU :**

24           Do you have one on paper right now...?

25      **M. LANCE HAYMOND :**



1 Uh...

2 **Me PAUL CRÉPEAU :**

3 Okay. I'll... Anyway, we'll mark it and we'll put  
4 it up in evidence a little bit later on.

5 For the moment, I'd like to place as... put as  
6 cote P-507, some document that are already in the  
7 possession of the... la... Madame la greffière,  
8 "Long Point First Nation, a letter from... addressed  
9 from the... March, first (1st) March of two thousand  
10 six (2006) to the Indian Committee Affairs, the  
11 agreement of the position... provision of the police  
12 services". P-507.

13 **- PIÈCE COTÉE P-507 -**

14 P-508, une lettre adressée à monsieur David  
15 Kistabish, chef de la Première Nation Abitibiwinini  
16 à Pikogan.

17 **- PIÈCE COTÉE P-508 -**

18 Et P-509, un document de Sécurité publique  
19 Canada, un rapport de deux mille douze (2012), deux  
20 mille treize (2013). O.K.?

21 **- PIÈCE COTÉE P-509 -**

22 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

23 Oui.

24 **Me PAUL CRÉPEAU :**

25 Je vous remercie.

1 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

2 Les normes de la société?

3 **Me PAUL CRÉPEAU :**

4 Oui.

5 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

6 The agreements... nous les avons.

7 **Me PAUL CRÉPEAU :**

8 Le...?

9 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

10 The agreements... les documents dont vous parlez?

11 The documents (inaudible). We still have it. I

12 received it.

13 **Me PAUL CRÉPEAU :**

14 Ah, c'est la lettre du neuf (9) mars ça, dont vous

15 nous parlez? Je verrai ça tout à l'heure à la fin.

16 Merci.

17 Going back to you gentlemen. Okay. We... it's

18 passed two, two o'clock (2:00). Do... we still have

19 a few subject, and we've heard a lot of comment from

20 Chief Haymond on equipment, training and these other

21 matter. Do you have anything special on these point

22 to add, gentlemen? Recruiting, retention of

23 personnel? Mr. Alcon?

24 **M. LLOYD ALCON :**

25 I'll make a quick talks... oh I won't speak quickly.

1 I know I need to...

2 **LE COMMISSAIRE :**

3 Not (inaudible).

4 **M. LLOYD ALCON :**

5 ... slow down.

6 **Me PAUL CRÉPEAU :**

7 Not too fast, please.

8 **M. LLOYD ALCON :**

9 But I'll make reference to an official document that  
10 was released by the RCMP, and it's... it connects  
11 with the recruitment...

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 Yes.

14 **M. LLOYD ALCON :**

15 ... from out there. So, yesterday, Mr. Coleman's  
16 presentation, they talked about UMICO, a... the  
17 organized crime task force I mentioned earlier.  
18 The way it's built, it's RCMP funded, the way it's  
19 supposed to be SQ ran and First Nations assisted.  
20 So for this unit to keep going, I think they need  
21 to have a minimum or a mandatory of seven (7) First  
22 Nations officers so they can receive the budgets.

23 But I'm going to talk specifically about the  
24 report that they had put out, and I specifically  
25 worked there for almost four (4) years, during this

1           time, so...

2           It talks to the stigma of First Nations police  
3           officers. So, when they talk about this, this is  
4           the RCMP when I'm saying "they talk about this."  
5           Their quote was they're: "The trainees are paired."  
6           And "trainees", they're referring to First Nations  
7           police officers. So this is already a unit that's  
8           operational and pulling officers who already have  
9           experience - ten (10), fifteen (15), twenty (20)  
10          years experience there. They're referring to us as  
11          "trainees".

12                    "... are paired with experienced police  
13                    officers and investigators. The First  
14                    Nations officers whose primary experience  
15                    is in general patrol...

16          - so now we're being labeled as just "only  
17          patrolmen" within our communities -

18                    ... learn how to do warrants,  
19                    surveillance and interviews."

20          So this is the report they put out.

21          This is the type of stigma that's till  
22          ingrained with the rest of the police world and the  
23          government, because they put things out there. So  
24          they're making us as less than the rest of the  
25          world. But basically, when I went to work there,

1 I've already had the experience, the knowledge, the  
2 training, where I've actually trained RCMP and SQ  
3 officers, because they didn't have the training we  
4 did; and some of them came just right out of boot  
5 camp, the basic training.

6 So the recruiting process is: we go there, we  
7 get good experience, and then it's almost like we  
8 get an offer right away. So, to go work for the  
9 RCMP, to do a... it's called the "lateral  
10 transfer." So they would say, "we recognize your  
11 training, you come work for the RCMP, and you have  
12 to do so many weeks of training, and then we  
13 recognize you."

14 This is what it was turning out to be, it was  
15 almost like a breeding ground for recruitment and  
16 removing our resources from there.

17 So then, Chiefs of the communities were  
18 hesitant on providing officers to this area, in  
19 fear that they're not going to come home. They  
20 only replace the salary, they don't replace the  
21 position within the community. So let's say if I  
22 was to go there, they just cover the budgets. They  
23 don't cover the... it's just a recruiting ground  
24 when we see the [second man]. So they make it look  
25 like it's great, but in reality, we're losing

1           officers. It was the same thing with the Val-d'Or.  
2           So this is the challenge that we have to face  
3           regarding this. Do you go and get experience? But  
4           then there's fear that you may never come back  
5           home. You know.

6           **Me PAUL CRÉPEAU :**

7           Okay. Des choses, Monsieur Mapachee?

8           **M. GERRY MAPACHEE :**

9           Par rapport aux conditions de travail dans notre  
10          réalité, chez nous dans notre communauté, on est  
11          obligé, faute de... budgétaire, on est... le  
12          policier est chez nous du dimanche au jeudi, il est  
13          obligé de travailler seul de soir et de nuit.  
14          C'est une réalité qui est comme pas mal la même  
15          affaire que Kebaowek. Bien, c'est... même que eux  
16          autres ils sont jumelés tout le temps, mais nous on  
17          peut pas, on a... budgétaire parlant, on peut pas  
18          mettre quelqu'un...

19          **Me PAUL CRÉPEAU :**

20          Une équipe en duo.

21          **M. GERRY MAPACHEE :**

22          ... en duo de nuit et de... de soir et de nuit,  
23          puis de... c'est encore la réalité du stand-by là,  
24          la... être en disponibilité chez vous, mais si t'as  
25          un appel, il faut que tu ailles, tu t'habilles puis

1 tu y vas. C'est une certaine forme de réalité chez  
2 nous.

3 Le coût moyen... puis pour aller à l'autre  
4 point, c'est le coût moyen par policier. Lors de  
5 notre rencontre qu'on a eue, le... la moyenne  
6 canadienne - puis ça c'est le ministère qui me  
7 l'ont donné, fédéral, provincial - c'est cent  
8 soixante et dix-neuf mille (179 000) par année.  
9 Par policier, je veux dire.

10 **Me PAUL CRÉPEAU :**

11 Un policier...

12 **M. GERRY MAPACHEE :**

13 Un policier...

14 **Me PAUL CRÉPEAU :**

15 ... au Canada coûte soixante-dix-neuf mille  
16 (179 000)?

17 **M. GERRY MAPACHEE :**

18 La moyenne canadienne c'est cent soixante-dix-neuf  
19 mille dollars (179 000 \$). Puis nous c'est...  
20 aussi bizarre que ça peut l'être, ils nous offrent  
21 cent trente-six mille (136 000) finalement... Il y  
22 a une différence de quand même de trente... trente  
23 quelques milles là, fait que...

24 **Me PAUL CRÉPEAU :**

25 Um-hum.

1 **M. GERRY MAPACHEE :**

2 ... et je comprends pas pour quelles raisons, mais  
3 c'est... après ça on dit que c'est comme... le même  
4 service.

5 Puis... un peu comme je voulais peut-être  
6 faire du push par rapport au recrutement, dire  
7 attention, parce que pour nous en... de deux  
8 mille... deux mille onze (2011) à deux mille seize  
9 (2016), il y a eu dix-huit (18) policiers qui sont  
10 passés chez nous, il y en a... il en reste quatre  
11 (4). Donc il y a quatorze (14) policiers qui  
12 ont... qui sont venus, ils sont repartis; SPVM,  
13 Sûreté, Gatineau, Longueuil. C'est le roulement de  
14 personnel qu'il y a... c'est une réalité qu'ils  
15 viennent chez nous, ils vont faire un certain  
16 temps, puis après ça ils repartent.

17 **Me PAUL CRÉPEAU :**

18 Qu'est-ce qui explique ça? Il y a certainement des  
19 salaires. Ça, ça semble évident qu'il y a un  
20 problème du côté salaire, ce qu'on peut offrir,  
21 bénéfices marginaux. Est-ce qu'il y a d'autres  
22 éléments qui font... est-ce que vos policiers qui  
23 vous quittent vous disent les raisons pour  
24 lesquelles ils quittent?

25 **M. GERRY MAPACHEE :**



1 Bien...

2 **Me PAUL CRÉPEAU :**

3 À part les questions d'argent.

4 **M. GERRY MAPACHEE :**

5 Bien, c'est aussi une possibilité de carrière, mais  
6 aussi, t'sé, on peut pas leur offrir de permanence  
7 non plus. Pas à court terme. Donc, eux ils...  
8 qu'est-ce qu'ils recherchent c'est un poste à temps  
9 plein. Donc c'est... ils sont... ils viennent par  
10 rapport à ça, bien, ils sont pas... on peut pas  
11 leur offrir un poste à temps plein, donc ils sont  
12 comme juste en attente. Puis c'est sûr qu'eux  
13 autres, c'est plus avantageux de... dans leur CV de  
14 dire qu'ils ont travaillé pour un service de police  
15 autochtone, parce que, ils apprennent beaucoup plus  
16 que, un patrouilleur de la Sûreté du Québec en peu  
17 de temps. Ils apprennent beaucoup. Parce que, le  
18 policier monte le dossier monte de A à Z, tandis  
19 que... je veux pas parler contre le... parce qu'ils  
20 ont chacun leur cadre de leur travail, puis, je  
21 parle pas contre les policiers de la Sûreté du  
22 Québec, mais, c'est qu'eux autres ils ont... ils  
23 arrêtent à un certain point. Mais nous, on  
24 continue, on le fait au complet le dossier. Donc  
25 c'est... ça permet d'être... de savoir de A à Z où

1 ce que tu t'en vas dans le dossier comme tel. Même  
2 les nouveaux, on les encadre par rapport à faire le  
3 travail, mais souvent, c'est le policier qui a pris  
4 la plainte qui prend le dossier jusqu'à la fin là.

5 **Me PAUL CRÉPEAU :**

6 O.K. Sur les autres sujets, est-ce que... peut-être  
7 la page...? Si... alors on a parlé de la formation,  
8 des sensibilisations.

9 Écoutez, sur les thèmes qu'on a là, est-ce que  
10 vous avez des choses, comme je vous dis, je regarde  
11 l'heure avancer, alors on essaye de voir les  
12 éléments essentiels.

13 Je vais vouloir tantôt, je vais demander au  
14 Chef Mathias, on a dit qu'on veut en parler, qu'est-  
15 ce qui se passe au moment où la Sûreté du Québec  
16 prend la relève de votre service de police local en  
17 deux mille six (2006). Ça va être un élément  
18 important. Est-ce que vous voulez l'aborder tout de  
19 suite Monsieur Mathias?

20 **M. STEEVE MATHIAS :**

21 Ça me dérange pas.

22 **Me PAUL CRÉPEAU :**

23 La qualité du service que vous recevez, eu égard à  
24 votre population, la satisfaction de la population  
25 du service qu'ils reçoivent de la Sûreté du Québec.

1           Ça fait maintenant dix (10) ans là, expliquez-nous  
2           comment les gens perçoivent ça.

3           **M. STEEVE MATHIAS :**

4           Bien, au début, quand la Sûreté a pris en charge,  
5           compte tenu que ça ne s'est pas fait dans une façon  
6           harmonieuse, t'sé, puis... t'sé, c'est... ça nous a  
7           été imposé. T'sé... Puis quand la Sûreté a  
8           rentré, c'était une façon assez cavalière. Ils ont  
9           rentré avec plusieurs policiers. Il y avait deux  
10          (2) autos-patrouilles, sept (7) jours/semaine,  
11          vingt-quatre (24) heures par jour. Et ils se  
12          promenaient assez vite dans la communauté. Puis...

13                Bien, je veux pas toute généraliser parce que,  
14          il y avait deux (2) policiers autochtones qui  
15          venaient, t'sé, dans des périodes où qu'eux autres  
16          étaient dans... en congé. Parce que moi, quand ils  
17          venaient, les policiers venaient à Winneway,  
18          c'étaient *toutes* des policiers qui étaient en  
19          congé, mais ils venaient en surtemps. Puis il y  
20          avait deux policiers de... d'Amos, de Pikogan;  
21          Carlos Kistabish puis Terry Rankin.

22          **LE COMMISSAIRE :**

23                (Inaudible).

24          **M. STEEVE MATHIAS :**

25                Ça, je vas admettre comme quoi que, quand eux

1           autres venaient dans la communauté, t'sé c'est...  
2           ça apaisait les choses.

3           Parce que quand ils se présentaient dans la  
4           communauté, ils faisaient leur tour, patrouille,  
5           t'sé, ils vérifiaient toute. Après ça ils venaient  
6           à la salle communautaire, ils stationnaient le  
7           véhicule, l'auto-patrouille, débarquaient, se  
8           promenaient à pied. Des fois il y avait une  
9           vingtaine de jeunes avec eux autres qui se  
10          promenaient partout dans la communauté.

11          Puis ils parlaient la langue aussi. C'est ça  
12          que les jeunes étaient bien impressionnés d'eux  
13          autres. Puis ils allaient voir les Aînés, ils se  
14          promenaient... t'sé, ils étaient vraiment... ils  
15          avaient l'approche vraiment communautaire. Puis,  
16          t'sé, que, il y avait vraiment l'aspect culturel  
17          qu'ils maîtrisaient eux autres.

18          Mais, ils pouvaient pas être là, t'sé, sur une  
19          base régulière, ils venaient faire un shift, t'sé,  
20          une fois par mois ou deux... t'sé, peut-être une  
21          fois à tous les deux (2) mois. T'sé, on voyait la  
22          différence là, t'sé. La façon que le service se  
23          donnait.

24          Parce que les autres ils osaient même pas  
25          débarquer du véhicule. T'sé, ça prenait toute là,

1           pour les faire venir.

2           J'ai eu la chance là, d'avoir les coûts reliés  
3           aux... depuis que la Sûreté du Québec a pris  
4           possession là, de... du service là, à Winneway.

5           En deux mille sept (2007) là, ç'a coûté un  
6           million sept cent soixante et neuf mille (1 M 769).  
7           Ça, je me rappelle de ça parce que, l'ancien  
8           ministre Pierre Corbeil me l'avait confirmé aussi,  
9           à un moment donné, comme quoi que ç'avait coûté un  
10          point huit million (1,8 M) pour donner le service à  
11          Winneway.

12       **Me PAUL CRÉPEAU :**

13          Pour lequel vous aviez demandé combien déjà?

14       **M. STEEVE MATHIAS :**

15          Cinq cent vingt-cinq mille (525 000).

16       **Me PAUL CRÉPEAU :**

17          O.K.

18       **M. STEEVE MATHIAS :**

19          Um-hum. En deux mille huit (2008), un million cinq  
20          cent quatre-vingt-seize (1 M 596). Deux mille neuf  
21          (2009), un million six cent cinquante-trois  
22          (1 M 653). Deux mille dix (2010), un million six  
23          cent cinquante (1 M 650). Deux mille onze (2011),  
24          un million trois cent quatre-vingt-dix-sept  
25          (1 M 397). Deux mille douze (2012), un million

1 quatre cent soixante et quatorze (1 M 474). Deux  
2 mille treize (2013), un million six cent dix-huit  
3 (1 M 618). Puis deux mille quatorze (2014), sept  
4 cent cinq (705). Puis deux mille quinze (2015),  
5 cent quatre-vingt-deux mille (182 000).

6 **Me PAUL CRÉPEAU :**

7 Cent quatre-vingt-deux mille (182 000)?

8 **M. STEEVE MATHIAS :**

9 Oui.

10 **Me PAUL CRÉPEAU :**

11 Êtes-vous capable de l'expliquer là? Il semble il y  
12 a... c'est un multiple quasiment de dix (10) là.  
13 Qu'est-ce qui se passe en deux mille quinze (2015),  
14 il [n']y a plus de problèmes à Winneway?

15 **M. STEEVE MATHIAS :**

16 La Sûreté du Québec, ils le savent que c'est pas  
17 leur place puis, ils aiment pas ça puis ils veulent  
18 pas être là. T'sé c'est... Ils le diront pas  
19 publiquement dans un forum comme ici là, mais, moi  
20 j'ai la chance d'en parler avec certains, puis, ils  
21 disent qu'"on a hâte que vous preniez en charge  
22 votre corps de police parce que, il dit, nous  
23 autres là, partir de Winneway pour venir faire la  
24 patrouille *icitte*, ça nous tente pas", ça...

25 J'ai eu un cas à Noël, où que il y avait une

1            personne qui s'est présentée au Conseil de bande.  
2            T'sé, la personne était vraiment dans un état là,  
3            t'sé... elle était pas consciente de qu'est-ce  
4            qu'elle faisait. Et il était sous l'influence des  
5            drogues. Des drogues dures, parce que la personne,  
6            je la connaissais très bien, t'sé, ç'avait aucun  
7            sens de qu'est-ce qu'il me rapportait, puis, la  
8            manière qu'il se comportait. Et il y en avait un  
9            autre qui se promenait dans la communauté aussi,  
10           puis j'avais des appels, des textos, puis c'était  
11           sur le Facebook de dire, "faites de quoi parce que  
12           là, regarde là, le monde se promène en plein jour  
13           de même."

14                    J'ai appelé la Sûreté du Québec. Ç'a pris  
15                    trois (3) heures avant qu'ils viennent. Ils ont  
16                    venu à bout de mettre... d'arrêter un... une  
17                    personne. Ils l'ont amenée au poste de Ville-  
18                    Marie, ils l'ont détenue pour la soirée, puis le  
19                    lendemain matin à huit heures (8 h), ils l'ont  
20                    libérée.

21                    Et ils m'ont appelé. Après ça, ils m'ont dit  
22                    que, il dit "Steeve, il dit... - ça c'était juste  
23                    avant Noël, c'était la dernière journée avant les  
24                    Fêtes - il m'a dit, il dit, Steeve, regarde, on  
25                    t'appelle là, il dit, on a libéré le détenu là, la

1            personne, puis là, il dit, attends-toi pas là,  
2            qu'on va faire de la patrouille là, durant le temps  
3            des Fêtes, parce qu'on n'a pas les effectifs pour  
4            desservir ta communauté, il dit, on va venir  
5            seulement sur appel."

6            Mais là, venir sur appel là, c'est pas ça qui  
7            se passe aussi là.

8            J'ai eu un autre cas encore vendredi, c'est la  
9            personne qui gère le bien-être social à Winneway,  
10           au Conseil de bande. Elle a eu des menaces au  
11           téléphone. T'sé, parce que, il y a une personne  
12           qui voulait avoir son bien-être social puis, il  
13           était pas d'accord, il acceptait pas la réponse  
14           qu'il avait reçue, puis il a fait des menaces à  
15           l'employé, en disant comme quoi que "tu... si tu me  
16           le donnes pas, je sais où tu restes."

17           Puis elle, elle a dit, "je crains pour ma  
18           sécurité, j'ai des enfants à'maison aussi, je sais  
19           pas à quoi m'attendre là, elle dit, qu'est-ce que  
20           je fais?"

21           J'ai dit, "bien, appelle la Sûreté du Québec,  
22           dépose une plainte."

23           Elle a appelé la Sûreté du Québec, puis... son  
24           bureau est juste à côté du mien. Elle a appelé,  
25           puis elle est revenue, elle dit, "Steeve, ils me



1           demandent, elle dit, ils veulent savoir qu'est-ce  
2           que le Chef veut qu'on fasse."

3           Bien, je lui ai dit que, "dis-y que le Chef  
4           veut qu'il fasse sa job. T'sé, qu'il vienne puis  
5           qu'il prenne la plainte puis il fasse  
6           l'intervention, t'sé, puis te sécuriser, j'ai dit,  
7           c'est ça le rôle de la police là."

8           Puis je l'ai rencontrée la dame là, lundi  
9           avant de partir là, elle m'a dit que, ils se sont  
10          jamais présentés, ils l'ont jamais rencontrée  
11          encore. Puis elle dit que, il avait une attitude  
12          assez... comme quoi qu'il voulait rien savoir là,  
13          t'sé.

14          "Il t'a-tu dit qu'il allait... qu'il venait te  
15          voir avec une carabine là?" Bien, elle dit, "il a  
16          pas été dans les détails comme ça, mais elle dit,  
17          il m'a dit qu'il savait où que je restais, puis  
18          là elle dit, je crains pour ma sécurité là."

19          C'est des choses de même qui se passent là,  
20          puis, t'sé, c'est pas correct. Puis, on n'a pas à  
21          endurer ça là. Je pense que t'sé, c'est... moi,  
22          quand j'étais policier, t'sé, on... j'avais eu la  
23          formation pour dire, "regarde, essaye de pas  
24          impliquer le niveau politique, t'sé, dans tes  
25          fonctions, t'sé, c'est... regarde, t'sé, mêle-toi

1 pas avec la politique."

2 Mais la Sûreté du Québec là, passe le temps, à  
3 toutes les fois qu'il y a une petite chose qui se  
4 passe dans la communauté, bien c'est toujours,  
5 "qu'est-ce que le Chef pense, qu'est-ce que le Chef  
6 veut qu'on fasse..."... T'sé, ils viennent  
7 toujours cogner à ma porte. T'sé, c'est...

8 Là... puis je pense, avec les montants que je  
9 viens de mentionner tantôt là, ça démontre  
10 carrément là, que... il y a diminution là. Ça  
11 démontre comme quoi que, on n'est plus desservi là,  
12 à Winneway là. Parce que ça, je peux vous dire là,  
13 que le... ces gros montants-là là, c'est  
14 presque... c'est juste des salaires, hein.  
15 Parce que c'est du monde... c'est des policiers qui  
16 ont été payés à temps double, parce qu'ils étaient  
17 sur leurs congés et autres là. C'est tout en  
18 salaires ça.

19 Puis il y avait toujours deux chars de police,  
20 deux (2) autos-patrouilles, puis ils étaient  
21 toujours deux (2) dans le véhicule.

22 Moi, quand je... T'sé, c'est... Comment  
23 qu'on peut accepter ça aujourd'hui. Moi, je  
24 déplore tout ça là, puis, je crois que... il y a de  
25 quoi de... il faut faire de quoi tout de suite. Il

1           faut agir là. Il y a de quoi qu'il faut qu'il se  
2           fasse pour que ça change. Parce que le lien là,  
3           t'sé, parce que les gens de la communauté, t'sé, il  
4           faut se sentir en sécurité là, dans la communauté.  
5           Puis, surtout ceux qui ont des programmes à donner,  
6           comme la personne qui est en charge du bien-être  
7           social.

8           T'sé, je peux vous en conter toutes sortes  
9           d'anecdotes là, mais, t'sé c'est... bien, c'est ça  
10          qui se passe là, présentement, puis, on a hâte que  
11          ça change.

12          Ministre Kelley, j'ai toujours pas eu de  
13          réponse pour lui comme quoi que on va relancer la  
14          table de négociations selon la lettre d'entente sur  
15          la sécurité publique. J'ai appris aussi ce matin  
16          comme quoi que, il y avait deux communautés, entre  
17          autres... Kanesatake puis... il y avait une autre,  
18          une communauté innue que, apparemment là, qu'ils  
19          vont... qui sont sur la liste pour remettre leur  
20          corps de police là, ils ont un processus de  
21          négociation.

22          Tant mieux pour eux autres. Puis je leur  
23          souhaite là, toute... t'sé, que... de qu'est-ce que  
24          ils ont de besoin pour desservir la communauté.  
25          Mais dans mon cas à moi, je suis toujours en

1           attente, je sais pas que... ou que le gouvernement  
2           va toujours travailler dans l'esprit de... puis  
3           l'intention de cette lettre d'entente-là ou ils ont  
4           de quoi d'autre à proposer, mais, j'ai aucune  
5           nouvelle de leur part.

6                    Bien difficile d'avoir des... du feedback là,  
7           de... t'sé, de... Parce que moi, la... cette  
8           entente-là, je l'avais signée avec le... l'ancien  
9           ministre du Secrétariat aux autochtones, la lettre  
10          d'entente, mais t'sé, j'ai pas affaire avec la  
11          Sécurité publique. Là il y a toute... il y avait  
12          toute... là vous l'avez copie de ça, vous pouvez  
13          voir toutes les items, comment que la table était  
14          supposée être structurée, puis quels items étaient  
15          censés d'être négociés.

16       **Me PAUL CRÉPEAU :**

17                Et ça...

18       **LE COMMISSAIRE :**

19                Si je comprends...

20       **Me PAUL CRÉPEAU :**

21                ... ça fait...?

22       **LE COMMISSAIRE :**

23                Oui. Si je comprends bien, il y a dix (10) ans,  
24                quand votre corps de police a fermé, ça coûtait  
25                trois (3) fois plus cher pour la Sûreté du Québec

1           que ce que vous avez... ce que ça aurait coûté pour  
2           conserver votre corps de police à vous?

3           **M. STEEVE MATHIAS :**

4           Bien, ça coûtait au-delà de trois (3) fois plus cher  
5           que qu'est-ce que je... qu'est-ce que Longue-Pointe  
6           demandait.

7           **LE COMMISSAIRE :**

8           Oui.

9           **M. STEEVE MATHIAS :**

10          Mais qu'est-ce qu'on avait été offert c'était quatre  
11          cent vingt-cinq mille (425 000). Ça veut dire  
12          c'était quatre (4) fois plus...

13          **LE COMMISSAIRE :**

14          Quatre (4) fois plus cher.

15          **M. STEEVE MATHIAS :**

16          Oui.

17          **LE COMMISSAIRE :**

18          Et au fil des années ça s'est maintenu, jusqu'au  
19          moment où, dans les deux (2) dernières années, les  
20          services ont diminué considérablement, d'après les  
21          chiffres que vous nous donnez.

22          **M. STEEVE MATHIAS :**

23          Oui. Puis, j'ai fait le calcul là, t'sé. Le total  
24          de ça là, de... sur neuf (9) ans là, de deux mille  
25          sept (2007) là, à deux mille quinze (2015) là, ça...

1 c'est juste au-dessus de douze millions de dollars  
2 (12 M\$) qui a été... que ça coûtait à la Sûreté du  
3 Québec. Puis j'ai pris... j'ai fait le calcul de  
4 qu'est-ce que je... qu'est-ce qu'on avait demandé à  
5 cinq cent vingt-cinq mille piastres (525 000 \$)  
6 là,...

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 Um-hum.

9 **M. STEEVE MATHIAS :**

10 ... ça leur a coûté quatre cent soixante-quinze  
11 mille piastres (475 000 \$), ça nous aurait laissé  
12 une balance de sept... ou de sept millions trois  
13 cent vingt-trois mille (7,323 M). Ça, on aurait pu  
14 bâtir un poste de police avec ça. On aurait pu  
15 mettre toutes nos... aborder la question qu'on  
16 soulève aujourd'hui au niveau de la formation, des  
17 équipements et toutes les besoins qu'on aurait eus à  
18 donner un bon service de qualité à la communauté.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Et je comprends que ce que vous souhaitez c'est de  
21 récupérer, ce que votre communauté souhaite c'est de  
22 récupérer son corps de police sur place.

23 **M. STEEVE MATHIAS :**

24 Au plus sacrant. Si je le permets de me...

25 **LE COMMISSAIRE :**

1           Oui oui.

2           **M. STEEVE MATHIAS :**

3           ... d'exprimer ça parce que...

4           **LE COMMISSAIRE :**

5           Bien, je suis ici pour vous écouter. Pas vous  
6           mettre les mots dans la bouche. Alors merci  
7           beaucoup.

8           **Me PAUL CRÉPEAU :**

9           Merci. Messieurs, je... est-ce qu'il y a encore des  
10          choses à ajouter sur les différents sujets là? On a  
11          couvert pas mal tout ce qu'on avait dans la  
12          présentation. Des derniers points pour terminer,  
13          ensuite on passera la parole à monsieur Picard. Des  
14          choses à ajouter? Do you have something else to  
15          add?

16          **M. LLOYD ALCON :**

17          For the... when you asked earlier, you know, is  
18          salary the only reasons why they...

19          **Me PAUL CRÉPEAU :**

20          Yes.

21          **M. LLOYD ALCON :**

22          ... they leave. You'd think a police officer's  
23          job, it's already tough enough, and you know the  
24          taboo conversation about it, but it's come up in  
25          the media is officers actually committing suicide

1 while on duty. You've seen it within Quebec  
2 governments, the RCMP, it's already a hard enough  
3 job to do the job, where it weighs down on you, and  
4 there's been officers that actually took their life  
5 within the SQ, the RCMP, other forces, while on  
6 duty with their own service weapon. It's  
7 unimaginable, it's horrendous. That's just the job  
8 of being a police officer, and how hard it is.

9 And then you had the deplorable conditions  
10 within our community. So why would... you know, we  
11 take on this job we want to do and the risks that  
12 we do with their lives. On top of that, we... the  
13 officers won't stay in our communities because, the  
14 job alone is hard, but why would you want to do it  
15 with all these other things put on you.

16 And you know, there's a lot of good officers,  
17 and I say this truthfully, there's a lot of good  
18 officers within... with everywhere, the SQ, RCMP,  
19 there's good and bad people everywhere, you know,  
20 but it's a really strong statement, what Chief  
21 Mathias, he said, you know, the ones that are there,  
22 they want you to have your own police force. They  
23 don't want to be there, and it's not because, you  
24 know, there's a lot of room, it's not because they  
25 don't like it, but they see the reality that we see,



1           and they want to limit their time within these  
2           communities, because it's hard enough. So, for  
3           them, money's fine, but, it comes at a price too on  
4           what we're doing with all these conditions. And a  
5           lot of it is the... they're sick, they have stress,  
6           they're PTSD, they're medicated, they're depressed.  
7           Then some of them have taken their own life. So,  
8           when you think about this, it's not just the money,  
9           it's the conditions, it's the living conditions you  
10          live in, and that's why there's such a high turnover  
11          rate when you add all those factors into it, you  
12          know. Thanks.

13       **LE COMMISSAIRE :**

14            Something else?

15       **Me PAUL CRÉPEAU :**

16            Yes.

17       **M. STEEVE MATHIAS :**

18            Oui, j'avais... j'étais en train d'oublier un autre  
19            point. Le... je veux vous parler de la  
20            municipalité avoisinante de Winneway. La  
21            municipalité de Laforce. Laforce, qui englobe la  
22            communauté de Winneway. Parce que Winneway, ç'a  
23            pas de statut de réserve.

24       **Me PAUL CRÉPEAU :**

25            Um-hum.

1 **M. STEEVE MATHIAS :**

2 Et là, le maire de Laforce m'a appelé là, ça fait  
3 quelques mois là, après les Fêtes. Il m'a demandé,  
4 il dit... il dit, "est-ce que tu payes pour les  
5 services de la Sûreté du Québec?" J'ai dit, "non,  
6 on paye pas pour les services de la Sûreté du  
7 Québec."

8 Il dit, "moi, je reçois une facture, il dit,  
9 puis il faut que je paye pour les services de la  
10 Sûreté du Québec", puis il dit, il a demandé pour  
11 les statistiques, sur quoi qu'ils se basaient pour  
12 avoir... t'sé, pour déterminer le montant qui...  
13 que... qu'on facture là, t'sé, à sa municipalité.  
14 Il dit que c'est basé sur la population de... au-  
15 delà de cinq cents (500) personnes. Sa  
16 municipalité, il y a à peu près une centaine de  
17 personnes qui demeurent là.

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 À Laforce?

20 **M. STEEVE MATHIAS :**

21 Oui.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Et à Winneway?

24 **M. STEEVE MATHIAS :**

25 Quatre cent cinquante (450). Puis là, il en déduit

1           comme quoi que... je pense que c'est la MRC qui  
2           fait ces calculs-là, pour facturer chacune de leurs  
3           municipalités. Et il en déduit comme quoi que la  
4           population de Winneway était incluse dans sa  
5           facture là, qu'il a payée.

6           Il s'est plaint à la MRC. La préfète m'a  
7           appelé la semaine passée, "on a une réunion mardi  
8           prochain dans la municipalité de Laforce pour  
9           aborder ce sujet-là." T'sé, c'est...

10          T'sé, où qu'on s'en va avec tout ça là, t'sé.  
11          C'est... moi je... ça me dépasse là, comment que  
12          c'est... ça s'en va tout croche, puis, t'sé, on  
13          essaye de bâtir des liens avec la municipalité puis  
14          on a à gérer des situations de même par après.

15          J'ai cru que ça serait important de vous faire  
16          part de ça parce que c'est quelque chose que...  
17          qu'on est... qui fait partie de la réalité  
18          présentement là, puis on... je le sais pas comment  
19          ça va finir la semaine prochaine, mais j'ai... je  
20          suis sûr que les gens de Laforce sont frustrés de  
21          ça.

22          **LE COMMISSAIRE :**

23                Um-hum.

24          **M. STEEVE MATHIAS :**

25                Puis la Sûreté du Québec, t'sé, ils loué un local,

1           ils louaient le sous-sol de l'église de Laforce  
2           quand ils ont pris en charge là, notre... t'sé, le  
3           poste de police là. Ils ont loué un local au sous-  
4           sol de l'église.

5           Après ça, ils ont été louer un autre local à  
6           Belleterre, qui est une autre... c'est l'autre  
7           municipalité avoisinante. Là ils ont retourné à  
8           Laforce ça fait quelques années. Ils ont loué un  
9           appartement où de... en haut du magasin général,  
10          puis ils l'occupent même pas.

11          T'sé, ils louent un local pour quelles raisons  
12          là, t'sé, je le sais pas, mais ils l'occupent  
13          jamais.

14          Ils ont été voir le maire, le maire m'a dit  
15          que, ils m'ont demandé qu'ils voulaient casser le  
16          bail. Puis le maire, il a dit, "si tu veux le  
17          casser, bien, il va falloir que tu me payes toute  
18          la totalité de l'entente qu'on a."

19          Puis la Sûreté du Québec, il y a... ils ont  
20          des agents de liaison autochtones. Il y en a un  
21          qui est venu chez nous puis il y avait... il y a un  
22          autre du bureau de Rouyn-Noranda et celui de... qui  
23          est en charge du poste de police de Ville-Marie,  
24          ils m'ont demandé de trouver un local à Winneway où  
25          qu'ils peuvent, t'sé, emprunter pour... être plus

1           présents dans la communauté.

2                   On n'a pas d'espace à Winneway. Peut-être  
3           qu'ils pourraient demander au gouvernement du  
4           Québec de leur bâtir un poste de police à Winneway?

5   **Me PAUL CRÉPEAU :**

6           (Rire.)

7   **LE COMMISSAIRE :**

8           C'est ce à quoi je pensais.

9   **M. STEEVE MATHIAS :**

10          Oui, hein.

11   **Me PAUL CRÉPEAU :**

12          Ça serait un bel héritage.

13   **M. STEEVE MATHIAS :**

14          Oui. Sur ça, c'est juste qu'est-ce que je  
15          voulais...

16   **Me PAUL CRÉPEAU :**

17          Merci.

18   **M. STEEVE MATHIAS :**

19          ... ça complète mon intervention. Merci.

20   **LE COMMISSAIRE :**

21          Merci.

22   **Me PAUL CRÉPEAU :**

23          Avant de redonner la parole à monsieur Picard, au  
24          Chef Picard pour terminer, j'ai ici les deux (2)  
25          lettres dont on a fait mention ce matin, en

1 français et en anglais, la lettre du neuf (9) mars  
2 au... et la lettre du quatorze (14) mars qui sont  
3 adressées conjointement aux ministres Goodale et  
4 Martin Coiteux. Alors je vais les déposer les deux  
5 (2) ensemble sous la même cote.

6 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

7 C'est à l'écran.

8 **Me PAUL CRÉPEAU :**

9 Pardon? Oui. (Inaudible).

10 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

11 Sont à l'écran.

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 Oui. Alors, oui, ils sont à l'écran en plus de ça  
14 maintenant. P-500...?

15 **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

16 510 et 511.

17 - PIÈCE COTÉE P-510 -

18 - PIÈCE COTÉE P-511 -

19 **Me PAUL CRÉPEAU :**

20 Merci. Chef Picard, je pense que c'est le temps de  
21 clore et on vous laisse la parole, et peut-être  
22 avec des réflexions et des suggestions ou  
23 recommandations le cas échéant.

24 **LE COMMISSAIRE :**

25 Ou Appel à l'Action. On vous écoute.

1           **M. GHISLAIN PICARD :**

2           Oui. Eh bien d'abord, merci beaucoup encore,  
3           Monsieur le Commissaire, Messieurs et Mesdames les  
4           procureurs de... d'avoir été à notre écoute  
5           aujourd'hui. Et je voudrais particulièrement  
6           remercier la présence aujourd'hui des personnes qui  
7           m'ont accompagné. Et je pense que la somme de  
8           leurs interventions, je pense, fait vraiment une  
9           description juste et complète d'une situation que  
10          nous déplorons et qui mérite, selon nous,  
11          l'attention, d'abord la vôtre, mais aussi celle des  
12          deux gouvernements avec lesquels nous avons à  
13          traiter, sachant que c'est un arrangement à trois  
14          (3), les deux (2) gouvernements fédéral et  
15          provincial mais aussi nos propres gouvernements,  
16          comme parties signataires aux ententes tripartites.

17                 Et dans ce contexte-ci, ce n'est pas un  
18          processus tripartite. Ce n'est pas une démarche  
19          tripartite. C'est vraiment deux (2) gouvernements  
20          qui sont placés face à nos propres gouvernements.  
21          Et c'est ce que nous déplorons.

22                 Donc s'il a été dit que le processus est un  
23          processus de négociation, nous nous y objectons  
24          fermement, parce que c'est pas le cas.

25                 Et j'aimerais quand même revenir sur un

1 certain nombre de points - pas beaucoup, je vais  
2 quand même essayer d'être assez bref et y aller  
3 peut-être avec des suggestions pour la suite des  
4 choses et... - d'abord, on a sauté la partie  
5 chronologique de la présentation, mais je veux  
6 quand même y référer parce que c'est... il y a des  
7 éléments importants dans la chronologie, notamment  
8 un rapport du vérificateur général qui remonte, si  
9 je me souviens bien, à deux mille quatorze (2014),  
10 et qui vient finalement confirmer ce qu'on vous dit  
11 depuis tantôt, sur la question de l'absence de  
12 transparence, dans... le fait aussi que - et ça, on  
13 l'a entendu, réentendu plusieurs fois aujourd'hui,  
14 c'est que - nos gouvernements, nos chefs de police,  
15 se retrouvent à la merci d'un processus auquel ils  
16 ne sont pas parties, même si les prétentions  
17 peuvent être toutes autres. Et ça, je pense que  
18 c'est important d'y référer.

19 Mais la partie chronologique la plus... sans  
20 doute la plus pertinente dans le contexte qui  
21 prévaut actuellement, c'est sans doute depuis deux  
22 mille seize (2016), vers le milieu de l'année, au  
23 moment où nos Chefs ont décidé que, on était devant  
24 une situation extrêmement urgente au niveau de la  
25 sécurité publique, et on a fait... on a établi un



1 certain nombre de principes qui, à nos yeux,  
2 étaient un peu des principes de base, des  
3 incontournables en matière de sécurité publique;  
4 j'en ai fait la liste plus tôt ce matin, en parlant  
5 que les services de sécurité publique, au même  
6 titre que n'importe où ailleurs, doivent être vus  
7 comme étant des services essentiels.

8 C'est pas parce que on a des populations qu'on  
9 réfère des fois à des minorités là, que la sécurité  
10 publique ne devrait pas être considérée comme une  
11 garantie.

12 La partie aussi, chronologique, qui est  
13 importante, c'est ce qui nous amène ici. On est à  
14 neuf (9) jours là, de la fin des échéances là, des  
15 ententes actuelles, et je réfère à un entretien que  
16 j'ai eu avec monsieur Goodale, le neuf (9) janvier  
17 dernier, à la veille de l'annonce des nouvelles  
18 sommes, et où il cherchait vraiment à procurer le  
19 confort nécessaire. Il s'était prononcé là-dessus  
20 le vingt (20) novembre dernier, deux mille dix-sept  
21 (2017) en disant, "bon, ce que j'entends c'est que  
22 finalement, ce que vous dites c'est que, vous  
23 voulez des services policiers où il y aurait une  
24 parité, au niveau de la capacité budgétaire, avec  
25 tout autre corps policier existant, et il disait,

1 ce que j'entends c'est que, vous parlez aussi de  
2 pérennité", c'est-à-dire que, on ne serait  
3 conditionné à des ententes soit annuelles ou sur  
4 trois (3) ans... il dit, "c'est ce que j'entends."

5 Donc c'est ce qui nous a amené vers l'annonce  
6 du dix (10) janvier dernier du gouvernement  
7 fédéral.

8 Et j'ai eu également un entretien avec  
9 monsieur Coiteux, le trente (30) janvier dernier,  
10 et où le ministre québécois me confirmait que, il y  
11 a, effectivement, à l'intérieur du gouvernement du  
12 Québec, comme ça se fait régulièrement dans les  
13 processus budgétaires, des conversations entre  
14 certains ministres, pour assurer que dans ce cas-  
15 ci, bien, que le Québec serait disposé à garantir  
16 toute sa proportion là, du financement des services  
17 policiers à quarante-huit pour cent (48 %).

18 Entre l'annonce fédérale, il s'est passé un  
19 mois avant qu'on ait une première rencontre avec  
20 les deux (2) parties, le huit (8) février dernier.  
21 Et je pense que dans le... dans les deux cas, les  
22 deux ministres, je pense, ont souligné l'urgence.  
23 J'étais entièrement d'accord avec eux. Mais ç'a  
24 pris un mois avant qu'on puisse avoir les premières  
25 véritables discussions avec les fonctionnaires du

1           gouvernement du Canada et du gouvernement du  
2           Québec. Et on sentait très, très bien que le plan  
3           était déjà tracé, le plan était déjà défini de leur  
4           côté, parce que la réunion s'est conclue en... où  
5           ils nous ont dit, ils nous ont fait part que,  
6           finalement, bien, "notre plan, nous autres là,  
7           c'est de voyager à Québec, rencontrer les  
8           communautés qui pourront s'y rendre, et après ça  
9           faire un autre passage à Montréal pour se  
10          rapprocher des communautés qui verraient peut-être  
11          Montréal comme un lieu un peu plus central."

12                 Et pour moi, moi ça... m'indique que, on n'est  
13          vraiment pas dans le coup, comme Premières Nations.  
14          Alors que depuis deux mille seize (2016) et même  
15          avant, on insiste auprès des deux ministres  
16          québécois et fédéral que, "si vous voulez que ça  
17          marche, bien, il faut qu'on soit dans le coup, il  
18          faut qu'on soit à la table, je veux dire, si on  
19          doit parler de réconciliation, de relations un peu  
20          plus franches et transparentes, bien, il faut que  
21          les Premières Nations soient à la table."

22                 Et là-dessus, on n'a jamais réussi à avoir une  
23          réponse claire des deux gouvernements.

24                 Donc, pour moi, bien, l'esprit que ça traduit  
25          c'est que, cette espèce de... ce que j'ai appelé ce

1            matin "complicité fédérale-provinciale" va se  
2            poursuivre. Et je pense qu'il y a... prononcer  
3            quelque chose là-dessus.

4            Et, bon, la lettre ou les lettres auxquelles  
5            vous faites référence, je pense, traduisent tout  
6            ça. Et traduisent aussi l'urgence de rapidement  
7            arriver à des arrangements, pour éviter qu'on soit  
8            placé devant une suspension de services policiers  
9            dans certaines communautés.

10           L'exemple qui a été rapporté par monsieur  
11           Régis Flamand un peu plus tôt est révélateur, parce  
12           que non seulement on parle de discrimination, on  
13           parle du deux poids, deux mesures, mais ça frise le  
14           chantage là. Quand on dit à un corps policier,  
15           "ok, bien, on va signer pour un an, mais, tu vas  
16           perdre ton dix pour cent (10 %)." Et je vous  
17           répète que... je réitère ici le fait que c'est pas  
18           le seul exemple de même nature. Et c'est  
19           d'ailleurs une référence que nous faisons dans les  
20           lettres qui ont été transmises aux ministres.

21           L'autre aspect c'est que, j'ai qualifié le  
22           traitement, dont faisait l'objet nos services  
23           policiers, de discriminatoire. Je réitère cette  
24           affirmation-là, parce que, en même temps, ce qu'on  
25           constate, et parce que, on est quand même en lien

1           avec plusieurs Nations, incluant les... Nations  
2           dites conventionnées au Québec, hein, on parle  
3           des... de la Nation crie, de la Nation naskapie et  
4           de la Nation inuite, qui ont très clairement, en  
5           vertu des ententes de mille neuf cent soixante-  
6           quinze (1975) et soixante-dix-huit ('78), une  
7           relation beaucoup plus directe et sans doute mieux  
8           définie avec les deux juridictions Canada et  
9           Québec. Et qui vont de pair avec des obligations  
10          très, très claires des deux gouvernements, à  
11          l'endroit des Nations conventionnées.

12                 Et j'en parle, pas pour porter un jugement.  
13          Je pense que les Nations signataires ont... sont  
14          allées chercher des acquis en fonction d'un  
15          contexte qui était celui des années soixante-dix  
16          ('70), et sans retourner dans cette histoire-là,  
17          mais, ce que je trouve extrêmement préoccupant,  
18          troublant même, c'est le fait que, le gouvernement  
19          du Québec ici principalement, se place devant deux  
20          catégories d'Autochtones: les conventionnés et les  
21          non-conventionnés, et agit différemment selon le  
22          groupe qui est en face de lui. Et ça, donc, il y a  
23          presque une double discrimination en réalité là,  
24          parce que, on est regardé différemment pour les  
25          raisons que je cite.

1           Et donc c'est tout ça qui est le... la raison  
2           d'être des lettres qui ont été transmises, et à mon  
3           sens c'est extrêmement important qu'on puisse...  
4           comme notre intention aujourd'hui c'était vraiment  
5           de vous présenter un portrait global, d'insister  
6           sur des particularités là, qui peuvent paraître  
7           peut-être plus ou moins importants.

8           Je me permets en terminant peut-être de  
9           revenir sur cinq (5) points principalement. Et  
10          évidemment, je vous interpelle, Monsieur le  
11          Commissaire, directement, pour essayer de voir,  
12          bon, qu'est-ce qui peut... sur quoi vous êtes en  
13          mesure de vous prononcer. He pense que nous avons  
14          fait, à l'intérieur des quelques heures que nous  
15          avons partagées avec vous aujourd'hui, la  
16          démonstration qu'il y a une situation d'urgence.

17          Je pense pas qu'on peut mettre un peu... pas  
18          juste un peu, mais, beaucoup dans l'incertitude un  
19          droit aussi fondamental que celui de pouvoir vivre  
20          dans les communautés où la sécurité des membres est  
21          garantie. Et ce qu'on avait proposé aux deux  
22          gouvernements - et ça c'est une grande majorité des  
23          communautés signataires - c'était... parce que tout  
24          le monde se sent poussé dans le dos, et que nous,  
25          de notre côté, on veut faire les choses

1           correctement, on a demandé qu'on puisse peut-être  
2           extensionner d'un an les ententes actuelles, avec  
3           une mise à niveau au niveau du financement.

4           Et se donner le temps, pour vraiment regarder  
5           le moyen et le long terme.

6           Et je pense que tout ça était, je pense, une  
7           approche qui était plus que raisonnable, et qui,  
8           très certainement, je pense, nous mettait peut-être  
9           dans une situation un peu plus confortable, au  
10          niveau de nos communautés; ç'a été repris dans les  
11          lettres qui ont été transmises aux ministres.

12          Et pour nous, bien, à l'exemple de ce qui a  
13          été donné, cité tantôt, bien, on a devant nous des  
14          gouvernements qui, de toute évidence, se sont donné  
15          la main puis ils ont dit, "bon, ok, si tu signes  
16          pour un an, bien, il y a des conditions qui sont  
17          peut-être pas très positives pour toi." Donc, ce  
18          qui est favorisé c'est davantage le... les ententes  
19          à long terme.

20          Je pense que, il y a pas un gestionnaire  
21          responsable qui s'aventurerait dans une entente sur  
22          des... pour les cinq (5) prochaines années, sans  
23          s'assurer de certaines précisions, surtout à  
24          quelques semaines de l'échéance d'une entente,  
25          quelle qu'elle soit. Et ça, je pense que c'est

1           tout à fait légitime que les communautés se  
2           [placent] ainsi.

3           L'autre aspect c'est... pour nous, c'est... ça  
4           fait partie du grand principe qui est un peu... qui  
5           est presque un titre de chapitre là, c'est que les  
6           services policiers, dans nos milieux, sont des  
7           services essentiels, au même titre que n'importe  
8           quel autre corps de police ailleurs. Et ça, bon,  
9           on l'a entendu, je veux dire, prononcé par certains  
10          ministres. Je pense que tout le monde l'a entendu  
11          autour de la table, mais il y a jamais rien de  
12          concret qui a été fait dans ce sens-là, ou à tout  
13          le moins, les actions qui ont été posées ne  
14          reflètent pas cette volonté-là.

15          Et vient peut-être avec ça le... Bon, c'est  
16          quoi le mécanisme là. Une fois qu'on a déclaré si  
17          jamais ça vient, c'est confirmé que les services  
18          policiers autochtones sont des services... sont un  
19          service essentiel, comment on encadre le tout.  
20          C'est quoi la mécanique.

21          Et de toute évidence, nous, ce qu'on recherche  
22          c'est que, qu'on puisse ne plus dépendre d'un  
23          programme, qui est un peu à la merci du  
24          gouvernement du jour, et qui peut carrément décider  
25          du jour au lendemain que, "bon, ça demeure un



1 programme et écoutez, les Autochtones, on vous a  
2 donné trop d'argent, on réduit ça."

3 Je veux dire, on l'a vu dans le passé, et ça  
4 peut très bien se reproduire.

5 Donc il faudra regarder rapidement, dans la  
6 mesure où les gouvernements sont disposés à  
7 s'asseoir à la table, comment on peut encadrer tout  
8 ça; est-ce que ça va être une législation ou un  
9 autre mécanisme approprié, je pense que c'est une  
10 question qui pourrait être posée éventuellement,  
11 mais sur la base que les services policiers  
12 autochtones sont des services essentiels.

13 Un autre aspect qui nous apparaît extrêmement  
14 important, c'est vraiment le respect des cultures  
15 et des réalités de nos peuples. Et ça, pour nous,  
16 plus souvent que moins souvent, ça nous apparaît  
17 pas évident. Et je pense que, si on regarde le  
18 mandat de votre Commission, si on regarde le thème  
19 que vous vous êtes donné, « Écoute, progrès et  
20 réconciliation », je pense qu'on... c'est important  
21 également, et je pense que c'est pas la première  
22 fois que vous l'entendez, qu'on puisse mettre en  
23 évidence le caractère spécifique des communautés  
24 que nous représentons.

25 Un quatrième aspect qui, à nos yeux, est aussi

1 un autre incontournable, c'est celui qui met en  
2 évidence la réalité des communautés, dans certains  
3 cas, qui ont déjà eu des services de police, ou  
4 dans d'autres cas qui n'en ont jamais eu, mais qui  
5 souhaiteraient pouvoir desservir... dispenser des  
6 services de sécurité publique avec leurs propres  
7 corps policiers.

8 C'est le cas du Chef Mathias qui est avec nous  
9 aujourd'hui, et c'est le cas d'un certain nombre  
10 d'autres communautés également.

11 Et ça, je pense que c'est extrêmement  
12 important parce que, encore là-là, pour avoir parlé  
13 aux deux ministres, on nous dit, "oui oui oui, on  
14 est à l'écoute", mais, avant que le processus  
15 prenne forme, je veux dire, on a fait l'expérience,  
16 on sait que ça peut prendre du temps. Donc je  
17 pense que c'est important de le réitérer.

18 Dernière, dernière chose, et je me permets  
19 d'insister là-dessus.

20 Vous avez entendu des fonctionnaires du  
21 gouvernement du Québec. Je sais pas si ç'a été le  
22 cas pour le gouvernement du Canada. Peut-être que  
23 c'est encore possible que vous soyez à l'écoute de  
24 leur vision des choses en matière de... en matière  
25 policière, mais je pense que, il y a sans doute des

1           personnes qui pourraient revenir une douzaine de  
2           fois à la table et sans doute dire la même chose  
3           une douzaine de fois.

4           Et pour nous, c'est important que les  
5           décideurs puissent se prononcer sur les questions  
6           que nous soulevons comme était extrêmement  
7           préoccupantes, hautement préoccupantes, et  
8           j'encourage la Commission, évidemment, à faire en  
9           sorte que les représentants politiques là, des deux  
10          gouvernements, puissent éventuellement se pointer à  
11          votre table, c'est-à-dire prendre l'initiative de  
12          venir à votre table ou de répondre à une invitation  
13          de venir à votre table, et expliquer leur vision de  
14          la sécurité publique lorsque ça touche les  
15          communautés des Premières Nations.

16          Donc c'est là-dessus que je voudrais conclure  
17          en vous laissant cette réflexion-là, Monsieur le  
18          Commissaire, pour... comme complément aux  
19          présentations qui vous ont été faites depuis ce  
20          matin, et je voudrais particulièrement remercier les  
21          personnes qui m'ont accompagné: Régis Flamand,  
22          Monsieur Mapachee, le Chef Mathias également - I  
23          want to thank you, Chief Mathias and Lloyd Alcon as  
24          a spokesperson from Public safety for the AFNQL and  
25          Chief Haymond as well, for his support in bringing

1 forward the testimony of the kind of situations that  
2 we must endure as First Nations.

3 So, donc encore une fois, merci beaucoup.

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 Merci beaucoup Chef Picard, ainsi que Chef Haymond,  
6 Chef Alcon, Chef Mapache, Chef Flamand et Chef  
7 Mathias pour votre présentation.

8 J'aurai certainement des remarques, des  
9 commentaires à faire après avoir offert aux  
10 procureurs qui ont peut-être des questions à vous  
11 poser.

12 Mais il y aurait une question, Chef Picard,  
13 que j'aurais aimé vous poser, quand j'ai noté les  
14 points sur lesquels vous souhaitiez conclure.

15 Quand vous parlez d'une mise à niveau,  
16 extensionner d'un an avec une mise à niveau les  
17 ententes actuelles, quand vous parlez d'une mise à  
18 niveau...

19 **M. GHISLAIN PICARD :**

20 Ah, c'est sur...

21 **LE COMMISSAIRE :**

22 ... qu'est-ce que vous avez à l'idée?

23 **M. GHISLAIN PICARD :**

24 En fait, c'est... lorsqu'on parle d'une extension  
25 d'un an, en réalité c'est... ça pourrait être

1           interprété comme étant un statu quo, mais c'est pas  
2           un statu quo...

3           **LE COMMISSAIRE :**

4           Non, vous parlez...

5           **M. GHISLAIN PICARD :**

6           ... qui touche...

7           **LE COMMISSAIRE :**

8           ... tous de niveaux.

9           **M. GHISLAIN PICARD :**

10          O.K. C'est pas un statu quo qui touche l'aspect  
11          financier. Donc c'est une mise à niveau au niveau  
12          financier. C'est-à-dire que, les sommes qui ont été  
13          annoncées déjà, par le gouvernement fédéral, qui  
14          pourraient l'être par le gouvernement du Québec  
15          d'ici quelques jours, si je comprends bien, le  
16          vingt-sept (27) mars prochain, bien que ces sommes-  
17          là soient déjà engagées, même dans l'hypothèse d'une  
18          extension des ententes actuelles.

19          **LE COMMISSAIRE :**

20          O.K. Je voulais être certain...

21          **M. GHISLAIN PICARD :**

22          Oui.

23          **LE COMMISSAIRE :**

24          ... ce que vous vouliez dire par ça. Avez-vous des  
25          questions, Me Crépeau?

1 **Me PAUL CRÉPEAU :**

2           Moi, j[e n]'ai plus de questions pour...

3 **LE COMMISSAIRE :**

4           Non.

5 **Me PAUL CRÉPEAU :**

6           ... les témoins.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8           Me Miller?

9 **Me RAINBOW MILLER :**

10           Non merci, Monsieur le Commissaire.

11 **LE COMMISSAIRE :**

12           Me Sioui?

13 **Me WINA SIOUI :**

14           Non merci.

15 **LE COMMISSAIRE :**

16           Non. Me Robillard?

17 **Me DENISE ROBILLARD :**

18           Non.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20           Me Boucher?

21 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

22           Non, merci beaucoup.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24           Me Laganière?

25 **Me MAXIME LAGANIÈRE :**

1           Je n'aurai aucune question. Je vous remercie  
2           beaucoup.

3           **LE COMMISSAIRE :**

4           Me Coderre?

5           **Me DAVID CODERRE :**

6           Pas de questions pour moi non plus, merci beaucoup.

7           **LE COMMISSAIRE :**

8           Très bien. Alors, oui, vouliez-vous ajouter  
9           quelque chose?

10          **M. LLOYD ALCON :**

11          Just real...

12          **LE COMMISSAIRE :**

13          Chief Alcon?

14          **M. LLOYD ALCON :**

15          ... quick at the end. I won't say... it's quick.  
16          Bill 175 for Ontario, it's called "The Safer Ontario  
17          Act", that received the royal assent this year, and  
18          that's where the changes have been made for the  
19          Ontario Police Act regarding First Nations, where  
20          they're now... it's called the "safety back by rule  
21          of law". So what happened was, now, their title is  
22          the program is over where they actually... it's  
23          legislative now, that they're actually recognized  
24          the same as the provincial police, same... where it  
25          states in the acts their amendments that they're

1 equal, everything is... the same. So this law  
2 actually passed. And this is something that I think  
3 we've been stressing that... it started. The wheels  
4 are in motion, but it needs to come to the rest of  
5 Canada, especially for us. And I just wanted to say  
6 that that Bill 175 is a key, a document, a game-  
7 changer I think, for First Nations policing.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Okay. Thank you.

10 **M. LLOYD ALCON :**

11 Yes. Thank you.

12 **Me PAUL CRÉPEAU :**

13 I'd like to reassure Mr. Alcon that we've noted it  
14 and it will be put up in evidence a little bit later  
15 on, but we'll refer to the documents which you just  
16 referred to.

17 **M. LLOYD ALCON :**

18 Okay.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Est-ce qu'il y a autres choses?

21 **Me PAUL CRÉPEAU :**

22 Non.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 Alors j'ai écouté attentivement ce que vous nous  
25 avez dit aujourd'hui. J'ai écouté aussi



1           attentivement hier, ce qui nous a été raconté par  
2           monsieur Coleman, et je me souviens d'avoir entendu  
3           le Chef Haymond à Val-d'Or, un peu plus tôt, lors  
4           de nos audiences, concernant les problèmes de... du  
5           corps de police à Kebaowek. J'avais entendu le  
6           Chef Mathias aussi, qui nous avait abordé ces  
7           questions-là sur certains aspects, lors de sa  
8           visite à Val-d'Or.

9           Il m'apparaît tout à fait évident, en vous  
10          entendant, que les communautés autochtones, du  
11          moins la grande majorité des communautés des  
12          Premières Nations, souhaite avoir son propre corps  
13          de police dans sa communauté.

14          Il m'apparaît aussi évident que ceux qui l'ont  
15          perdu, du moins à Winneway, chez le Chef Mathias,  
16          on souhaiterait le recouvrer, et on aimerait qu'un  
17          processus soit entamé dans ce sens-là.

18          Pourquoi? Bien, ça m'a apparu plutôt évident  
19          que, chez les Premières Nations, on se sent  
20          beaucoup mieux servi par un corps de police qui est  
21          sur place, qui connaît la communauté, qui connaît  
22          les gens de la communauté, qui, dans bien des cas,  
23          dont les membres parlent la langue, sont capables  
24          d'avoir un meilleur contact avec les gens de la  
25          communauté. Et à ce sujet-là, le Chef Flamand a

1           été plutôt éloquent, en racontant comment ses  
2           policiers ou son enquêteur, qui est allé suivre une  
3           formation, est capable de travailler avec les  
4           victimes d'agressions sexuelles. Alors les gens  
5           sont beaucoup plus à l'aise de raconter des choses  
6           qui sont pénibles, lorsqu'on a affaire à quelqu'un  
7           qui connaît la culture, qui connaît la langue, et  
8           dans ce sens-là, j'ai compris, et j'espère qu'on  
9           nous entend, que d'autres comprennent, que vous  
10          souhaitez avoir vos propres corps de police. Mais  
11          pas à n'importe quelles conditions. Ça, ça nous  
12          amène à une autre étape.

13                 Et comme le Chef Picard mentionne, bien, il y  
14          a des discussions au fédéral, au provincial, on  
15          parle de montants, mais, pour aller financer des  
16          corps de police autochtones, mais, la troisième  
17          partie dans ça, les Autochtones eux-mêmes sont pas  
18          parties aux discussions, concernant ces montants-  
19          là. Ça, je comprends que vous le déplorez  
20          fortement.

21                 Et, ça m'amène à un autre aspect, c'est que le  
22          corps de police qui se retrouve dans une  
23          communauté, et je me souviens du Chef Mapachee lors  
24          d'une conférence de presse qui avait été faite avec  
25          une vingtaine de chefs de corps de police

1 autochtones, je pense que Chef Mapachee avait dit,  
2 "je ne suis pas un programme, je suis un service  
3 essentiel, mon corps de police." Et ç'a été repris  
4 par d'autres, monsieur Alcon entre autres l'a  
5 mentionné. Chef Picard.

6 Alors, et j'ai comme l'impression que ça fait  
7 aucun doute qu'un corps de police dans une  
8 communauté, c'est un service essentiel. J'espère  
9 qu'il est pas nécessaire de s'étendre très  
10 longtemps sur cette question-là. On parle de  
11 protection des citoyens, protection de... des gens  
12 vulnérables, des femmes, des enfants, d'assurer la  
13 sécurité, d'assurer l'harmonie dans la communauté.

14 Et comme je disais tout à l'heure, bien, si ce  
15 sont des gens de la communauté autant que possible,  
16 ou des gens qui sont proches avec notre propre  
17 corps de police, qui sont sur place, qui sont en  
18 mesure d'intervenir en l'espace de quelques minutes  
19 si nécessaire, bien c'est nettement souhaitable.

20 Ça nous amène à d'autres points.

21 Si c'est essentiel, et je me... je reviens sur  
22 ce que je mentionnais tout à l'heure, si c'est  
23 essentiel, ça peut difficilement être considéré  
24 comme un programme. Un programme, par définition,  
25 ç'a une date de péremption. Une date de fin.

1                   Un service de police, bien, si c'est  
2                   essentiel, il doit y avoir une pérennité, les gens  
3                   doivent se sentir en sécurité - les Chefs ont  
4                   abordé cette question-là.

5                   Les policiers qui vont travailler dans un  
6                   corps de police autochtone, bien, évidemment, la  
7                   plupart vont avoir leur famille, vont s'installer  
8                   dans la place, vont vivre, veulent avoir une  
9                   certaine sécurité d'emploi, veulent s'organiser,  
10                  veulent s'implanter dans la communauté. C'est  
11                  assez difficile d'avoir de la rétention, de garder  
12                  ses policiers, si on est toujours à la merci de...  
13                  d'une décision qui va faire que le corps de police  
14                  peut disparaître.

15                  Et ça m'amène à un autre aspect, s'il y a une  
16                  disparité considérable entre les avantages d'un  
17                  policier d'une communauté autochtone par rapport au  
18                  SPVM ou la Sûreté du Québec ou à tout autre corps  
19                  de police municipaux, bien c'est... il arrive comme  
20                  il arrive au Chef Haymond, c'est que ses policiers,  
21                  la première fois qu'on s'est parlé, je pense qu'il  
22                  y en avait perdu neuf (9) dans les deux (2) ans  
23                  précédents, et là on me parle de quinze (15) ou  
24                  dix-sept (17) maintenant, depuis ce temps-là, et  
25                  c'est une roue qui tourne, qui tourne, qui tourne

1 sans fin. Alors quand on parle de mise à niveau,  
2 de...

3 Évidemment, moi je... il m'appartient pas  
4 d'entrer dans les négociations pour discuter de ces  
5 choses-là, mais, ce que j'ai entendu aujourd'hui  
6 c'est: on nous offre des chiffres, on nous donne  
7 pas les détails pourquoi on nous offre ces  
8 chiffres-là, on n'en a pas discuté avec les leaders  
9 autochtones, ni avec les chefs de police. Les  
10 chefs de police Gerry Mapachee et Régis Flamand  
11 nous le disent. Chef Haymond l'a mentionné aussi  
12 et monsieur Alcon. Les chefs de police ont fait  
13 leurs devoirs d'établir leurs budgets, les besoins,  
14 en salaires, en équipements, en bâtisses,  
15 secrétariat, etc., et, c'est pas examiné.

16 Chef Mathias nous dit quand son corps de  
17 police s'est éteint, bien, il avait préparé un  
18 budget, ou un budget avait été préparé, on a dit,  
19 "bien écoutez, dites-nous, prenez un crayon et  
20 dites-nous ce qui... ce qu'on pourrait enlever dans  
21 ce que j'ai préparé, de ce qui a été préparé",  
22 et... Pas de réponse.

23 Alors, je veux pas aller plus loin là-dessus,  
24 mais, on retient les communautés autochtones  
25 souhaitent avoir un corps de police, en tout cas,

1 j'en ai pas entendu... j'ai pas entendu un Chef ou  
2 un... venir me dire qu'il en voulait pas. Ça  
3 semble nécessairement utile pour la communauté.  
4 C'est un service essentiel un corps de police. Si  
5 c'est pas le corps de police autochtone, ça va être  
6 la Sûreté du Québec, et beaucoup me disent qu'ils  
7 en veulent pas, qu'il y a eu des mauvaises  
8 expériences. Bon.

9 Alors, on prend pour acquis que ça serait une  
10 bonne chose qu'il y ait un corps de police  
11 autochtone.

12 Maintenant, on arrive aujourd'hui, et  
13 aujourd'hui, on est à neuf (9) jours d'une  
14 échéance. Quelle échéance? C'est que, s'il y a  
15 pas d'entente, s'il y a pas acceptation de ce qu'on  
16 offre, le corps de police, si j'ai bien compris ce  
17 qu'on m'a dit hier et aujourd'hui, le corps de  
18 police serait dissous, à moins qu'on demande de le  
19 prolonger. Et si on demande une prolongation, ce  
20 sera sans financement, pour une durée, je pense,  
21 maximum d'un an.

22 Alors, évidemment, face à cette situation-là,  
23 quand Chef Picard et les autres qui se sont  
24 exprimés nous parlent d'une urgence, bien c'est  
25 évident qu'il y a une urgence. Puis l'urgence est

1 d'autant plus évidente que, malgré les demandes qui  
2 ont été faites depuis quand même assez longtemps,  
3 ce n'est que tout récemment - et on parle du  
4 dernier mois ou des dernières semaines - que des  
5 offres ont été faites et qu'il y a des échanges qui  
6 ont eu lieu. Et ce qu'on me décrit c'est qu'il  
7 s'agirait même pas de négociation, c'est qu'on  
8 aurait dit, "bien voilà ce qu'on offre." On a dit,  
9 "voilà ce qu'on demande. Voilà, on peut détailler  
10 ce qu'on demande." On regarde pas ça, on dit,  
11 "voilà ce qu'on vous offre." Alors...

12 Ce qui m'apparaît urgent, moi, c'est... peut-  
13 être comme le demande Chef Picard ou le suggère, ce  
14 serait de recommander, aux gens qui ont le pouvoir  
15 de décision, c'est-à-dire pas nécessairement les  
16 fonctionnaires que vous avez rencontrés mais peut-  
17 être les autorités gouvernementales, de  
18 repousser... - Chef Picard suggère un an - de  
19 repousser d'un an, ou de toute autre période qui  
20 serait suffisante, pour permettre une véritable  
21 discussion, une véritable présentation des besoins,  
22 un véritable examen de la réalité des postes de  
23 police dans les communautés autochtones.

24 Alors, moi ça me paraît clair que, c'est...  
25 ça... c'est carrément pas raisonnable de dire que

1 dans une semaine, si on n'a pas signé, alors qu'on  
2 a un couteau sur la gorge, on va disparaître, ou on  
3 va continuer à exister, avec les fonds du Conseil  
4 de bande, parce qu'il y aura pas de financement.

5 Alors, j'espère qu'on nous entend, j'espère  
6 qu'on vous a entendu. J'espère que... qu'il y aura  
7 une possibilité de repousser cette échéance, et il  
8 me semble que ça peut se faire assez facilement.  
9 Il s'agit d'une simple volonté politique, pour  
10 repousser cette échéance-là et donner une chance à  
11 tout le monde de présenter une véritable situation,  
12 et d'arriver à quelque chose de négocié, qui est  
13 basé sur les réalités.

14 Alors, je pense qu'en ce qui me concerne, ça  
15 fait le tour pour aujourd'hui.

16 **Me PAUL CRÉPEAU :**

17 C'était un tour... c'est le début de l'après-midi,  
18 il vous reste ma collègue, Maître...

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Il me reste...

21 **Me PAUL CRÉPEAU :**

22 ... Me Ellassal...

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 ... Me Ellassal.

25 **Me PAUL CRÉPEAU :**



1           ... qui va prendre la relève. Vous êtes pas en  
2           congé.

3           **LE COMMISSAIRE :**

4           Non, je suis pas en congé. Très bien. Alors on...  
5           Je vais remercier encore le Chef Picard et toutes  
6           les personnes qui l'ont accompagné et venir nous  
7           présenter ça. J'espère que ça aura pas été vain.  
8           J'espère qu'il y aura un résultat. Évidemment,  
9           quel sera le résultat au bout, il m'appartient pas.  
10          Mais ce que je souhaite vraiment c'est qu'il y ait  
11          une extension, dans le sens qu'on a abordé, pour  
12          que les gens puissent s'asseoir ensemble puis faire  
13          une véritable discussion, une véritable  
14          négociation.

15                 Et je vous souhaite bonne chance. Je le  
16          souhaite pour vous, je le souhaite pour vos  
17          communautés, puis les communautés autochtones au  
18          Québec. Alors, merci beaucoup. Bonne fin de  
19          journée.

20                 On va suspendre une quinzaine de minutes?

21           **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

22           Avant la suspension...

23           **LE COMMISSAIRE :**

24           Ah.

25           **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

1           ... Monsieur le Commissaire, j'aimerais apporter  
2           une petite précision sur les deux (2) lettres qui  
3           ont été déposées du neuf (9) mars, portent bien la  
4           cote P-...

5           **LE COMMISSAIRE :**

6           Um-hum.

7           **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

8           ... 510.

9           **Me PAUL CRÉPEAU :**

10          P-510?

11          **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

12          Oui.

13          **Me PAUL CRÉPEAU :**

14          Merci.

15          **LE COMMISSAIRE :**

16          Ça va?

17          **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

18          Très bien.

19          **LE COMMISSAIRE :**

20          Alors...

21          **LA GREFFIÈRE-AUDIENCIÈRE :**

22          Suspension de quinze (15) minutes.

23          SUSPENSION

24          -----

25          REPRISE

1 **LA GREFFIÈRE :**

2 Reprise de l'audience.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Alors bienvenue de nouveau. Me Elassal, je  
5 comprends que vous prenez la relève de Me Crépeau?

6 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

7 Tout à fait, Monsieur le Commissaire.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Vous allez nous présenter votre prochain témoin?

10 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

11 Oui, tout à fait. Peut-être juste avant, je  
12 déposerais un engagement lié à une audience passée.  
13 Donc à la demande de ma collègue, Me Suzanne Arpin,  
14 j'aimerais déposer un document en lien avec le  
15 témoignage de Me Anne Fournier, du vingt-deux (22)  
16 février dernier. Me Anne Fournier avait pris  
17 l'engagement moral de nous transmettre l'entente  
18 signée en vertu de l'article 37.5 de la Loi sur la  
19 protection de la jeunesse, entente signée par la  
20 Nation atikamekw et le gouvernement du Québec, donc  
21 je le déposerais sous la cote P-511, s'il vous  
22 plaît.

23 **LE COMMISSAIRE :**

24 Merci.

25 **LA GREFFIÈRE :**

1 D'accord. Merci.

2 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

3 Ce qui nous mène, Monsieur le Commissaire, à  
4 recevoir aujourd'hui madame Francine Beaupré.

5 **LE COMMISSAIRE :**

6 Bienvenue, Madame Beaupré. Ça fait plaisir de vous  
7 recevoir.

8 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

9 (Inaudible).

10 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

11 Alors en guise d'introduction, madame Beaupré  
12 travaille à l'Office municipal de l'habitation de La  
13 Tuque. Essentiellement, il y a deux (2) sujets qui  
14 vont être abordés lors du témoignage. Le premier  
15 sujet concerne les travailleurs sociaux du CIUSSS de  
16 la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec et plus  
17 particulièrement... particulièrement – pardon – la  
18 question de leur sensibilisation aux réalités  
19 culturelles des Atikamekw qui habitent la région.  
20 Ça va se faire via l'histoire, une histoire qui va  
21 nous être racontée. Puis ensuite, un deuxième sujet  
22 sera le colloque Vivre ensemble qui sera bientôt  
23 présenté à La Tuque en septembre deux mille dix-huit  
24 (2018).

25 **LE COMMISSAIRE :**

1           Alors, Madame la greffière, si vous voulez  
2           assermenter le témoin.  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25

1 Francine Beaupré  
2 Adjointe administrative et aux communications,  
3 Office municipal d'habitation de La Tuque  
4 Assermentée

5 -----

6 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

7 Bonjour, Madame Beaupré.

8 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

9 Bonjour.

10 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

11 Pourriez-vous commencer en présentant un peu votre  
12 parcours professionnel qui vous a mené à nous  
13 aujourd'hui devant la Commission, s'il vous plaît?

14 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

15 Donc mon parcours professionnel s'est déroulé à peu  
16 près exclusivement à La Tuque. J'ai été  
17 journaliste, directrice à l'information, j'ai été  
18 adjointe administrative à (inaudible) Atikamekw, qui  
19 est l'Association des trappeurs et artisans. J'ai  
20 été adjointe administrative aussi à Kitaskino 21,  
21 qui était un organisme qui... atikamekw qui oeuvrait  
22 en géomatique. J'ai été aussi enseignante,  
23 coordonnatrice en alphabétisation populaire.  
24 J'avais une clientèle allochtone et autochtone. À  
25 l'époque, il y en avait pas beaucoup, mais j'en

1           avais tout de même.

2                   J'ai fait une brève incursion dans le monde  
3           municipal comme directrice d'une municipalité,  
4           ensuite j'ai été enseignante aux cours aux adultes,  
5           ensuite je suis redevenue journaliste, et par la  
6           suite, je suis devenue animatrice de milieu de vie à  
7           l'Office municipal d'habitation de Ville de La  
8           Tuque, pour aussi par la suite accepter des tâches  
9           d'adjointe administrative, mais tout en continuant  
10          quand même, quand l'administration m'en laisse le  
11          temps, là, quand l'administratif me laisse le temps,  
12          de faire du volet communautaire avec les locataires  
13          de HLM.

14                   Donc à l'Office, on a cent soixante et trois  
15          (163) logements. Au niveau des logements famille,  
16          présentement, à titre informatif, la population  
17          autochtone est d'environ quarante et un pour cent  
18          (41 %), même peut-être même quarante-trois (43), là,  
19          parce qu'il s'en ajoute, aussitôt que certains  
20          partent, d'autres... dans nos logements, c'est bien  
21          sûr, et puis c'est majoritairement au niveau des  
22          familles qu'on les a comme clientèle, et aussi  
23          quelques personnes seules, mais on sent que là il y  
24          a une recrudescence, il y a des gens qui vont... qui  
25          viennent plus, là, vers l'Office d'habitation,

1 malgré le fait qu'il y a une corporation Habitat  
2 Métis du Nord, à La Tuque, Waskahegen, la  
3 Corporation Waskahegen. Donc ils viennent chez  
4 nous. Les logements famille sont tous dans un  
5 quartier, dans le même quartier. Sur cinquante-  
6 trois (53) portes, je te dis j'ai une trentaine,  
7 comme il faut, d'Autochtones, là.

8 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

9 O.K. Donc je comprends, la majorité des familles  
10 que vous avez, familles autochtones, sont  
11 originaires de quelle communauté?

12 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

13 La majorité sont originaires de Wemotaci.

14 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

15 O.K.

16 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

17 Par contre, quelques-uns viennent d'Opitciwan, mais  
18 c'est pas nombreux. Mais on voit que dans les  
19 communautés, premièrement il y a un manque de  
20 places, dramatique, et les jeunes veulent devenir en  
21 emploi puis... donc ils viennent du côté urbain de  
22 la ville, parce que Wemotaci, ça fait partie de La  
23 Tuque, on est une grande municipalité, la plus  
24 grande au Québec, et puis donc les... les jeunes  
25 familles s'en viennent, on a beaucoup de femmes



1           seules avec leurs enfants. Ils viennent... on a...  
2           il y a un gros retour au niveau de la formation,  
3           donc les gens s'en viennent...

4           **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

5           À La Tuque.

6           **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

7           ... à La Tuque. Ils quittent la... bien, ils  
8           quittent la communauté, ils y retournent  
9           fréquemment, là, mais pour se loger et pour pouvoir  
10          avoir l'opportunité de soit faire une formation ou  
11          soit au moins d'avoir un logement, là, pour leur  
12          famille.

13          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

14          O.K. Donc vous remarquez un afflux vers le milieu  
15          urbain, dans le fond, un peu comme ce qu'on remarque  
16          dans d'autres milieux urbains du Québec?

17          **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

18          Oui, tout à fait. Il y a un afflux et on le voit et  
19          on voit que les acteurs de la communauté latuquoise  
20          sont rendus à prendre des... à poser des gestes, là,  
21          pour pacifier puis pour que les... qu'il y ait  
22          une... un bon vivre ensemble, là.

23          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

24          Hum. Je vous amènerais vers le... un des sujets  
25          qu'on va aborder en audience, la question des

1 contacts que vous avez eus avec une travailleuse  
2 sociale du CIUSSS de la Mauricie. Donc j'aimerais  
3 que vous expliquiez un peu au Commissaire qu'est-ce  
4 qui s'est passé au niveau de cette discussion-là  
5 dans le cadre de vos fonctions, je comprends,...

6 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

7 Oui. Oui, tout à fait.

8 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

9 ... à l'Office municipal.

10 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

11 Et j'ai parlé avec une travailleuse sociale dans le  
12 cadre non pas... bien, c'est parce que je fais un  
13 volet social et communautaire au sein de l'OMH, donc  
14 on parle d'un événement qui s'est passé fin novembre  
15 deux mille dix-sept (2017) à peu près.

16 Une travailleuse sociale m'appelle, prend... me  
17 dit que elle est avec sa cliente dans son bureau et  
18 elle me demande comment ça fonctionne pour pouvoir  
19 être relogée ailleurs. Fait que là, je... ça prend  
20 toujours des bonnes raisons pour être déménagé, là,  
21 pour que je reloge au sein de l'OMH, mais je lui  
22 demande, elle me dit, "parce que tu vas... tu  
23 comprends que c'est plus un endroit pour ma madame  
24 pantoute pour son enfant. C'est pas un endroit pour  
25 élever son enfant". Fait que je suis devenue un peu

1 surprise puisque c'est un quartier où il y a  
2 beaucoup d'enfants, où il y a un très beau parc, où,  
3 écoute, là, c'est plein d'enfants dans ce  
4 quartier-là. Fait que j'ai dit, "comment ça, pas  
5 une place pour élever des enfants?". Bien, elle m'a  
6 dit, "tu comprends bien que ce monde-là ils élèvent  
7 pas leurs enfants". Fait que là, j'ai fait, "le  
8 monde élève pas... De qui tu me parles, de la  
9 voisine, du locataire qui crie après ses enfants?",  
10 on peut avoir toutes sortes de choses, et elle me  
11 dit, "non non non non non, ce monde-là, là, ceux-là  
12 que ça fait pas longtemps qu'ils... qu'ils  
13 commencent à rester là, dans ce quartier-là, puis  
14 qui s'en viennent, ce monde-là, là, tu le sais bien  
15 comme moi qu'ils élèvent pas leurs enfants".

16 Fait que là, ç'a fait oup, attends un petit  
17 peu, là, je comprends pas, là, "tu me dis qu'ils  
18 élèvent pas leurs enfants, on va parler de  
19 différences culturelles peut-être. On n'a pas tous  
20 la même vision de l'éducation, on le fait pas tous  
21 de la même façon". Fait qu'il y a... elle m'a  
22 répondu, "ah oui oui, bien oui, bien oui, les  
23 différences culturelles". En tout cas, ç'avait pas  
24 de l'air à la... à la concerner vraiment. Donc j'ai  
25 dit, "j'aime pas ça entendre ce que tu me dis là,

1 t'sé, mais pourquoi la dame veut déménager?", et la  
2 dame est toujours dans son bureau et elle me redit  
3 que c'est parce que ces gens-là n'élèvent pas leurs  
4 enfants, donc elle veut que sa... Fait que je lui  
5 ai expliqué le processus pour un changement de  
6 logement, là, qui est très technique dans un OMH, et  
7 j'ai quand même continué à dire, "t'sé, oublie pas  
8 qu'il y a des différences culturelles", mais ç'a  
9 resté comme ça. Ça m'a vraiment... ça m'a tarbustée  
10 bien, bien... deux (2) jours de temps que je...

11 Comme je travaille au niveau communautaire en  
12 collaboration avec le Centre d'amitié autochtone de  
13 La Tuque, j'en ai parlé avec une travailleuse de  
14 proximité avec qui on... avec qui je collabore pour  
15 certaines familles autochtones, avec qui je fais du  
16 travail... du travail communautaire au sein de...  
17 pour m'assurer d'être toujours bien compris puis des  
18 interventions qu'on fait puis... Fait que elle,  
19 elle m'a dit, "bien, là, écoute, Francine, tu dois à  
20 tout prix en parler à la Commission", et les jours  
21 qui suivaient, il y avait quelqu'un de la Commission  
22 qui venait à La Tuque, donc j'ai pris rendez-vous,  
23 je suis allée la rencontrer, et puis par la suite,  
24 j'ai rencontré madame Diane Shilton, à qui j'ai  
25 raconté l'événement, par contre, ce qui me...

1 m'agaçait quand même, c'était que ça reste comme ça  
2 ou... donc j'ai pris sur moi d'appeler la  
3 responsable des travailleuses sociales de La  
4 Tuque...

5 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

6 Peut-être...

7 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

8 ... pour lui dire...

9 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

10 Excusez-moi, Madame...

11 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

12 ... et lui raconter l'événement, dans un esprit de  
13 collaboration, parce que en étant à l'OMH, j'ai...  
14 on... on n'a pas affaire à gérer ces choses-là, là.  
15 Donc dans un esprit de collaboration, je lui ai dit.  
16 Et je sais que elle, elle était nouvellement en  
17 poste, cette jeune femme-là, je lui ai dit ça, je  
18 lui ai raconté ça. Elle m'a dit, "ah, mon Dieu,  
19 bien je vais leur dire qu'ils fassent attention à ce  
20 qu'ils disent", fait que là, j'ai fait... il  
21 faudrait peut-être faire plus que ça, que dire  
22 attention à ce qu'ils disent, il faudrait peut-être  
23 qu'ils soient formés, qu'ils soient sensibilisés,  
24 qu'ils... En tout cas, c'est ça.

25 Fait que ça m'a... c'est quelque chose qui me

1           heurte personnellement, ça fait... ça fait pas  
2           partie de mes valeurs, par contre, je suis très  
3           optimiste, parce que on est justement, comme je  
4           disais à Me Elassal, on est en train de... en  
5           collaboration avec le Centre d'amitié autochtone,  
6           l'Office municipal d'habitation, la Commission  
7           scolaire de l'Énergie, le CIUSSS MCQ, on est sur  
8           une... on est en train d'organiser un colloque,  
9           justement, qu'on voulait en discuter, là, du  
10          colloque Vivre ensemble, et c'est vraiment une  
11          nécessité, là, fait que...

12       **LE COMMISSAIRE :**

13           Je vous félicite d'avoir réagi à ça, parce que...

14       **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

15           Bien, c'est...

16       **LE COMMISSAIRE :**

17           ... dans le fond, si chacun le faisait à chaque  
18           occasion...

19       **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

20           Tout à fait.

21       **LE COMMISSAIRE :**

22           ... ça pourrait aider.

23       **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

24           Ce que je me suis dit...

25       **LE COMMISSAIRE :**

1 Si les gens se taisent et ne bougent pas, bien...

2 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

3 Oui.

4 **LE COMMISSAIRE :**

5 ... on changera rien.

6 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

7 T'sé, je me suis dit, "écoute, quelqu'un qui dit une  
8 conne... - excusez - une connerie de la sorte sur un  
9 coin de rue, à son voisin, j'y peux pas  
10 grand-chose", oui, à part que si j'en suis témoin,  
11 de... de donner mon opinion puis de... d'essayer  
12 d'éduquer les gens, mais là où ça me... ça m'agresse  
13 beaucoup plus, c'est... c'est que c'est dans le  
14 cadre de fonctions, c'est que la travailleuse  
15 sociale reçoit une dame dans son bureau qui dit  
16 qu'elle veut déménager parce qu'il y a trop  
17 d'Autochtones autour de elle puis cette gang-là ils  
18 élèvent pas leurs enfants, puis que elle, la  
19 travailleuse sociale, lui donne raison, qu'elle lui  
20 dise, "bien oui, c'est vrai, ils élèvent pas", puis  
21 elle parle devant elle en plus. Donc là, ça, ça  
22 m'a... Puis par la suite, bien, la réponse de la  
23 chef de service m'a fait un petit peu sourciller,  
24 mais en tout cas, c'est peut-être... peut-être plus  
25 innocent, dans le sens de pas connaître la réalité,

1           que coupable, là, mais quand même.

2           **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

3           Puis lors de la conversation téléphonique que vous  
4           avez eue avec la travailleuse sociale, je comprends  
5           qu'elle a pas spécifiquement fait référence aux  
6           Autochtones...

7           **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

8           Non.

9           **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

10          ... ou aux Atikamekw?

11          **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

12          Non. Par contre, la pers...

13          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

14          Mais vous aviez déduit...

15          **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

16          Oui, tout à fait, c'était simple à déduire, parce  
17          que ça doit faire à peu près deux (2) ans qu'on a  
18          une augmentation de la clientèle autochtone dans nos  
19          logements et puis effectivement que la grosse  
20          augmentation c'est des familles, donc elles sont là,  
21          puis elle aussi est là, et elle est là, cette  
22          locataire-là, depuis plusieurs années et que... puis  
23          elle a son fils depuis plusieurs années, que soudain  
24          ça [ne] soit plus un endroit pour élever son fils  
25          parce que les autres élèvent pas leurs enfants, ç'a



1 pas été difficile de faire un plus un ça fait deux  
2 (2), et d'autant plus que la personne, elle a un  
3 Autochtone à droite, un Autochtone à gauche et un  
4 Autochtone en face. Dans les maisons... ce sont des  
5 maisons en rangée, donc...

6 Bien, quand même, là, j'ai été vraiment  
7 abasourdie d'entendre ça de la part... C'était une  
8 jeune personne, hein, c'est encore plus triste, il  
9 me semble, que ça soit une jeunesse.

10 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

11 Et est-ce que vous qualifieriez cet événement...  
12 cette conversation-là d'événement isolé ou à votre  
13 avis c'est peut-être...

14 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

15 Ah, que j'aimerais ça dire que c'est isolé, mais je  
16 suis pas certaine de pouvoir dire que c'est isolé,  
17 pour en avoir entendu. T'sé, pour avoir entendu  
18 tellement de choses dans toute mon expérience de  
19 vie, là, dans le même milieu, avec les mêmes  
20 familles, avec le même monde, pour en avoir... Par  
21 contre, là où ça m'encourage et où je garde mon  
22 optimisme, c'est de voir que là il y a des  
23 interventions, des intervenants qui se sont assis à  
24 la même table.

25 Écoute, à La Tuque, on est rendu... au niveau

1 des services éducatifs aux adultes, c'est cinquante  
2 pour cent (50 %) de la population qui est  
3 autochtone, ça veut dire qu'ils restent en ville,  
4 ça, ils restent en milieu urbain, ils restent chez  
5 nous, ils vont avoir besoin de travailler après  
6 avoir eu leur formation, donc on est... c'est le but  
7 de... du colloque, c'est... puis c'est le fun, parce  
8 que ces choses-là sont toutes arrivées une derrière  
9 l'autre puis on dirait que les choses s'enclenchent  
10 pour le mieux, là, c'est à souhaiter.

11 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

12 Bien, j'aimerais vous entendre un peu plus sur ce  
13 colloque qui s'en vient en septembre prochain.

14 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

15 On a établi, on... bien, on est un grand... on est  
16 une quinzaine autour de la table pour l'organisation  
17 de ce colloque-là, alors on a des élus municipaux,  
18 on a des... des Autochtones. C'est le Centre  
19 d'amitié autochtone de La Tuque qui est le porteur  
20 de dossier. On a même été chercher une subvention  
21 au CIUSSS MCQ pour tenir ce colloque-là par le biais  
22 du réseau local de services à La Tuque, et c'était  
23 quelque chose qui avait été identifié déjà par les  
24 intervenants sociocommunautaires à La Tuque depuis  
25 je dirais trois (3) ans à peu près. On avait eu des

1           états généraux du... du mouvement communautaire et  
2           des mouvements sociaux puis qui avaient dit, "il  
3           faut à tout prix qu'on se prépare à ça, là, ça s'en  
4           vient puis on doit connaître et... t'sé, bon, puis  
5           savoir comment faire pour faire des approches qui  
6           sont sécurisantes culturellement. Qu'est-ce qu'on  
7           doit faire?".

8           Donc le but de... du colloque, et c'est les  
9           Atikamekw eux-mêmes, les... qui l'ont dit, oui, on  
10          est tous à La Tuque, on avait un pensionnat  
11          autochtone, donc on est conscient de... de tous les  
12          bris, de tous les malheurs, les tristesses, tout ce  
13          qui a pu arriver auparavant, par contre, le but de  
14          ce colloque-là c'est maintenant, on fait quoi à  
15          partir d'aujourd'hui, et ç'a été vraiment une  
16          volonté des Atikamekw dans ce dossier-là. On a des  
17          gens du Conseil de la Nation, on a des gens du CALT,  
18          on a des gens de l'éducation, on a des gens... on va  
19          avoir des gens de la santé, et ce qui est  
20          intéressant aussi, c'est qu'on voit que le CIUSSS  
21          MCQ est interpellé par ça, parce que ils nous ont...  
22          ils ont mandaté quelqu'un sur la table, et cette  
23          personne-là sur la table qui a été mandatée, c'est  
24          elle qui est la responsable des formations au niveau  
25          du CIUSSS MCQ. Donc elle a eu des demandes,

1           elle-même nous le disait qu'elle avait eu des  
2           demandes au niveau du chef de service qui disait,  
3           "oh, qu'est-ce que je fais avec ça, cette  
4           réalité-là, qu'est-ce que je fais?".

5           Donc il y a des... des... il y a une action qui  
6           est en train de se mettre en place, là, par le...  
7           par le CIUSSS, et le fait qu'elle siège à notre  
8           table, avec nous autres, d'après moi ça démontre la  
9           volonté, là, d'y aller, là, mieux, là, en tout cas,  
10          d'y aller avec une formation. Et le colloque, on a  
11          divisé l'équipe d'organisation en deux (2), une...  
12          un volet pour les ateliers, puis elle, elle était...  
13          elle est sur ce volet-là des ateliers, avec moi et  
14          d'autres, là. On a des... une personne en  
15          alphabétisation aussi qui est là, qui elle aussi a  
16          une forte clientèle autochtone. Parce que comme le  
17          français n'est pas la langue maternelle, au niveau  
18          de l'écrit, ça devient difficile, fait que on a...  
19          il y a une grosse clientèle autochtone analpha.  
20          Puis par la suite, on a des belles histoires.  
21          Présentement, l'école... aux cours aux adultes,  
22          comme je vous disais tout à l'heure, c'est cinquante  
23          pour cent (50 %) de clientèle autochtone, donc il y  
24          a une réussite, il y a un attrait pour l'éducation,  
25          il y a... fait que ça, je trouve ça encourageant,

1           là.

2           **LE COMMISSAIRE :**

3           Oui.

4           **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

5           Fait que ce colloque-là, on a cinq (5) thèmes qu'on  
6           va... qu'on va amener, et c'est bien sûr  
7           l'éducation, aussi la santé, les conditions de vie,  
8           donc on... ça devrait couvrir assez large, et le...  
9           la dame du CIUSSS MCQ nous a déjà donné son  
10          intention de convoquer les chefs de service du  
11          CIUSSS MCQ, ça, ça veut dire Mauricie-Centre-du  
12          Québec, à venir à ce colloque, à venir y assister.

13          Donc il va être divisé en deux (2) parties, on  
14          va avoir une présentation le matin de la réalité  
15          latuquoise, mais c'est vraiment La Tuque, la réalité  
16          de ce qui se passe à La Tuque depuis quelques  
17          années, on... on va avoir le portrait, si on veut,  
18          statistique, mais donné par quelqu'un qui est très,  
19          très ferré en la matière, madame Lévesque, et puis  
20          par la suite, bien on va avoir... Le but de ça,  
21          c'est de sortir les bons coups.

22          **LE COMMISSAIRE :**

23          Quand vous dites "madame Lévesque", c'est Carole  
24          Lévesque?

25          **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

1           Oui. On veut... le but de chacun des ateliers,  
2           c'est de sortir des bons coups, qu'est-ce qu'on a pu  
3           faire pour que... pour que les gens, les Autochtones  
4           qui arrivent en milieu urbain, aient moins de  
5           difficulté à s'adapter. Parce qu'il y a des  
6           concepts qui sont pas les mêmes du tout, donc le but  
7           de ça c'est vraiment de dire, "bon, bien de ton  
8           côté, toi, qu'est-ce que tu fais pour améliorer  
9           cette affaire-là, là, t'sé, cette... cette chose-là,  
10          cet accueil que tu dois faire à ta clientèle?".  
11          Donc nous autres, même à l'OMH, on a changé de nos  
12          façons d'appro... nos approches. Auparavant, on a  
13          un guide de locataire, on... on le donnait, mais  
14          maintenant on [ne] le donne plus, on s'assit et on  
15          le partage, puis après ça ils peuvent partir avec  
16          eux autres et avec... ils peuvent l'amener avec eux.  
17                Présentement, on est en train de le... je l'ai  
18          modifié puis je l'ai envoyé au Centre d'amitié  
19          autochtone, à deux (2) travailleuses, en leur  
20          disant, "tu peux-tu, s'il te plaît, le lire avec  
21          tes... et reviens-moi? Est-ce que c'est... j'ai  
22          vulgarisé comme il faut, est-ce que...". T'sé.  
23          Donc on le voit que ça veut bouger dans ce sens-là  
24          puis qu'il y a des super de bonnes, belles  
25          collaborations, mais malheureusement, encore, dans

1 la vie de tous les jours, la semaine passée, il y a  
2 un monsieur qui s'est fait refuser... Ç'a sorti  
3 dans les médias, à La Tuque. Il est allé pour aller  
4 visiter un logement avec sa femme, c'est des gens  
5 que ça fait trente (30) ans qu'ils sont à La Tuque,  
6 qui sont... ils sont tous les deux (2) de bons  
7 payeurs, t'sé, là, et puis ils se sont fait virer de  
8 bord. Fait que ç'a passé dans les médias, fait  
9 que...

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 Il y a encore des événements...

12 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

13 Oui.

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 ... malheureux, malheureusement.

16 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

17 Oui, tout à fait. Tout à fait.

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 Est-ce qu'il y a autre chose? Vous avez fait le  
20 tour?

21 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

22 Moi, j'aurais peut-être une dernière question à vous  
23 poser en terminant. J'ai déposé un petit peu plus  
24 tôt avant votre témoignage l'entente qui a été  
25 signée par le Conseil de la Nation Atikamekw et le

1           gouvernement du Québec. Est-ce que pour vous, à  
2           l'Office municipal d'habitation, il peut y avoir des  
3           incidences du fait que vous avez beaucoup de  
4           familles autochtones qui bénéficient de... de  
5           logements...

6           **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

7           De logements, oui.

8           **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

9           ... d'habitation, oui?

10          **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

11          Donc on s'est... dès la signature de ça, je m'y suis  
12          penchée, parce que personnellement, là, c'est...  
13          c'est moi en entier, que voulez-vous, on se refait  
14          pas, et je... on a été par la suite... on a regardé  
15          la situation, qu'est-ce qui peut arriver, ça peut  
16          être soit une de nos locataires qui doit... qui  
17          doive... t'sé, qui... à qui on enlève les enfants et  
18          qu'on les... on les donne à ses grands-parents,  
19          mettons, par exemple, aux grands-parents, pour que  
20          les grands-parents puissent les garder, le temps que  
21          la personne fasse son cheminement, qu'elle fasse une  
22          thérapie ou peu importe. Donc on a... on s'est mis  
23          à regarder ça.

24                 Ce qu'on s'est questionné avec le Centre  
25          d'amitié autochtone, c'était moi j'ai des... on a



1 des... des... des critères de base pour avoir un  
2 logement. Bon, oui, il y a le revenu, mais il y a  
3 aussi le fait que si t'es juste deux (2) personnes,  
4 c'est un trois (3) et demie que t'as le droit  
5 d'avoir. Si t'as des enfants, bien là, dépendamment  
6 du nombre d'enfants que t'as, t'as le droit d'avoir  
7 plus grand. Si les enfants sont placés chez les  
8 grands-parents puis que ces enfants-là sont déjà à  
9 l'école à La Tuque et non pas dans la communauté,  
10 s'ils veulent rester en milieu urbain et puis que  
11 les grands-parents le sont pas, ça leur prend un  
12 logement pour accueillir ces enfants-là. Moi, je  
13 peux pas leur donner un cinq (5) et demie, parce  
14 qu'ils sont rien que deux (2), mais là, on en...  
15 j'en ai discuté avec ma directrice et puis on en est  
16 venues à... en se disant, "écoute, on va y aller à  
17 du cas par cas et on va voir". On peut précéder  
18 l'une de l'autre, là, t'sé je veux dire, le fait  
19 que...

20 Parce que ce qu'on sait pas encore au niveau du  
21 SIAA, c'est si ça... si ça ressemble à ce qu'il y a  
22 au niveau du Québec, par exemple, que avant  
23 d'accueillir un enfant chez toi, au niveau de la  
24 DPJ, il faut que t'aies déjà la place, il faut que  
25 t'aies déjà l'endroit où tu restes, ce soit déjà

1           adéquat pour recevoir l'enfant, alors que là,  
2           peut-être que ça pourrait être différent, là, t'sé.  
3           Donc on est en train de regarder, on attend d'en  
4           savoir plus, et le Centre d'amitié autochtone et  
5           l'Office municipal, on attend d'en savoir plus, mais  
6           on a un beau rêve, là, mais on n'a pas les sous  
7           pour, mais ça serait d'avoir un édifice pour ça, là.

8           **LE COMMISSAIRE :**

9           O.K. Il y aura peut-être pas de changement. S'il y  
10          en a, je trouve approprié que vous pensiez à  
11          utiliser votre jugement au cas par cas.

12          **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

13          Oui, tout à fait. Après ça, on verra à le  
14          justifier.

15          **LE COMMISSAIRE :**

16          Le mur à mur, ç'a jamais été (inaudible).

17          **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

18          Après ça on... Bien, c'est ça, puis après ça on  
19          verra à justifier.

20          **LE COMMISSAIRE :**

21          On verra à justifier.

22          **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

23          Le bien de l'enfant passe en premier, effectivement.

24          **LE COMMISSAIRE :**

25          Bien, exactement.

1 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

2 Hum.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Alors, bon. Est-ce que vous avez d'autres  
5 questions?

6 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

7 Je n'ai plus de questions.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Non? Des questions, Me Robillard, Me Boucher?

10 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

11 Aucune question, merci.

12 **LE COMMISSAIRE :**

13 Me Laganière?

14 **Me MAXIME LAGANIÈRE :**

15 Aucune question, je vous remercie beaucoup.

16 **LE COMMISSAIRE :**

17 Non. Alors écoutez, je vous remercie beaucoup.

18 C'est...

19 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

20 Ça fait plaisir.

21 **LE COMMISSAIRE :**

22 Comme je disais tout à l'heure, c'est important  
23 quand... quand on réalise que des gens se comportent  
24 d'une manière discriminatoire, injuste, que ce soit  
25 à l'égard des Autochtones ou d'autres personnes,...

1 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

2 Oui, tout à fait.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 ... ça peut être à l'égard des handicapés, ça peut  
5 être à l'égard de... de d'autres minorités, mais...

6 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

7 Oui oui.

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 ... nous, ce qui nous concerne ici, c'est plus  
10 particulièrement les Autochtones, bien je pense que  
11 c'est important d'intervenir, délicatement, de...

12 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

13 Oui.

14 **LE COMMISSAIRE :**

15 En pensant que souvent, là, c'est une question  
16 d'éducation puis de formation puis...

17 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

18 Tout à fait.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Puis on ne peut que souhaiter que les gens dans la  
21 population en général soient mieux éduqués, mieux  
22 formés, surtout ceux qui ont à travailler avec les  
23 gens. On se penche là-dessus sérieusement...

24 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

25 J'ai vu...

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 ... je peux vous assurer.

3 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

4 J'ai tellement vu longtemps ma mère... bien, ma mère  
5 était directrice d'école puis elle a... elle était à  
6 la tête d'une école primaire quand la... le  
7 pensionnat autochtone à La Tuque a fermé...

8 **LE COMMISSAIRE :**

9 Oui.

10 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

11 ... et les enfants ont été intégrés en...  
12 dépendamment d'où ils venaient, soit au La Tuque  
13 High School ou bien dans une école francophone, et  
14 je me souviens, parce que j'étais... bien,  
15 j'étais... j'étais quand même jeune, mais je me  
16 souviens vraiment beaucoup de ça, que elle avait  
17 énormément de difficulté avec le comité de parents,  
18 qui voulait pas avoir d'enfants autochtones, et elle  
19 a... ma... elle a, avec force et patience, elle a  
20 réussi à faire une intégration qui s'est super bien  
21 déroulée finalement, avec la collaboration d'une  
22 enseignante autochtone puis... Donc ç'a été...  
23 c'est... c'est un peu ça qui est... qui fait qui je  
24 suis puis qui a motivé mon intervention.

25 **LE COMMISSAIRE :**

1           Bon, bien félicitations. Continuez.

2           **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

3           Merci bien.

4           **LE COMMISSAIRE :**

5           Merci beaucoup d'être venue partager avec nous.

6           **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

7           Merci.

8           **LE COMMISSAIRE :**

9           Bonne journée. Alors on suspend...

10          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

11          Quelques...

12          **LA GREFFIÈRE :**

13          Avant la suspension, Monsieur le Commissaire,

14          j'aimerais apporter une correction...

15          **LE COMMISSAIRE :**

16          Oui.

17          **LA GREFFIÈRE :**

18          ... à la pièce déposée, P-445.

19          **LE COMMISSAIRE :**

20          Ah.

21          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

22          P-400... C'est bon.

23          **LA GREFFIÈRE :**

24          Oui.

25          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

1           Excellent.

2           **LA GREFFIÈRE :**

3           Bienvenue.

4                           **\*\*\* PIÈCE DÉPOSÉE P-445 \*\*\***

5           **LE COMMISSAIRE :**

6           Bon. O.K.

7           **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

8           Merci.

9           **LE COMMISSAIRE :**

10          Alors dix minutes (10 min)?

11          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

12          Oui.

13          **LA GREFFIÈRE :**

14          Suspension de l'audience dix minutes (10 min).

15          SUSPENSION

16          -----

17          REPRISE

18          **LA GREFFIÈRE :**

19          Reprise de l'audience.

20          **LE COMMISSAIRE :**

21          Oui, alors bonjour. Me Elassal, je comprends que  
22          vous allez nous présenter votre premier... prochain  
23          témoin.

24          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

25          Oui.

1 **MME FRANCINE BEAUPRÉ :**

2 Vous avez peut-être une demande à formuler avant?

3 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

4 Oui, tout à fait. J'ai... avant de débiter le  
5 prochain témoignage, j'ai une demande de mesure de  
6 protection de l'identité à vous formuler, Monsieur  
7 le Commissaire. L'objectif de la mesure, c'est  
8 d'éviter tout préjudice sur la carrière  
9 professionnelle et la vie personnelle du témoin que  
10 nous allons entendre. Donc la présente demande vise  
11 à protéger deux (2) choses spécifiquement, d'une  
12 part, l'identité du témoin, c'est-à-dire son nom, et  
13 d'autre part, son image. Il est à noter que la  
14 protection de la voix du témoin n'est pas visée par  
15 la présente demande que je vous sou mets.

16 **LE COMMISSAIRE :**

17 Hum, hum. Alors vous avez des commentaires, Me  
18 Boucher, Me Robillard? Non.

19 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

20 Donc je comprends que le témoignage n'est pas à huis  
21 clos, mais on protège son identité et son image?

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 C'est pas un huis clos, mais il y a pas d'image et  
24 pas de... d'identification nominale du témoin. Le  
25 son est diffusé, mais pas l'image et pas le nom.



1 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

2 Parfait. Merci beaucoup, Monsieur le juge.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Ça va?

5 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

6 Je voulais juste être sûre.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 Bon. Alors j'ai compris votre demande, Me Ellassal.

9 Je comprends que c'est après discussion avec le

10 témoin, avec le prochain témoin.

11 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

12 Tout à fait. Tout à fait.

13 **LE COMMISSAIRE :**

14 C'est ça. Bon. Alors comme j'ai mentionné à

15 quelques reprises, pour nous, ce qui est important,

16 c'est d'avoir... que les gens viennent... n'hésitent

17 pas à venir relater ce qui pourrait être utile dans

18 nos travaux à la Commission, et lorsque les gens

19 posent des conditions, bien, que ce soit au niveau

20 de la protection de leur identité, de leur image,

21 bien, je suis très réceptif à ça. J'aime mieux que

22 ça se fasse dans des conditions comme ça que pas du

23 tout, parce que dans bien des cas, les gens

24 préféreraient ne pas témoigner si on accédait pas à

25 ces demandes-là et moi je pense que par respect pour

1           les témoins, par respect pour notre mandat et les  
2           objectifs qu'on recherche, soit d'améliorer les  
3           relations entre les Autochtones et certains services  
4           publics, bien il est essentiel de le faire. Alors  
5           c'est pourquoi je vais accéder à votre demande, qui  
6           vise à protéger l'identité du témoin et son image,  
7           et évidemment, la protection de la voix n'est pas  
8           visée par la demande.

9           Alors je vais mentionner que cette  
10          ordonnance-là et le témoignage portera la cote PI-1,  
11          pour protection d'identité 1. Alors j'accueille la  
12          requête. J'ordonne qu'aucune reproduction de  
13          l'image du prochain témoin ne soit effectuée, où  
14          qu'elle soit, et ne soit permise par quelque moyen  
15          que ce soit à quelque moment que ce soit.  
16          J'interdis à quiconque de divulguer, de publier, de  
17          communiquer ou de diffuser l'identité et l'image du  
18          prochain témoin dans le dossier PI-1. J'ordonne que  
19          les médias prennent les mesures nécessaires pour que  
20          les appareils d'enregistrement visuel soient  
21          inopérants afin de... de respecter la présente  
22          ordonnance pendant toute sa durée. Alors nous  
23          allons procéder à l'assermentation du témoin.

24          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

25          Oui, tout à fait.

1       Témoïn 265 (sous protection d'identité PI-1)  
2       Assermenté

3       -----

4       **LE COMMISSAIRE :**

5             Alors bienvenue. Nous allons vous écouter...

6       **TÉMOIN 265 :**

7             Merci.

8       **LE COMMISSAIRE :**

9             ... avec beaucoup d'intérêt.

10       **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

11             Donc nous recevons aujourd'hui une dame qui viendra  
12             nous parler d'une situation particulière, d'un sujet  
13             particulier qui concerne l'accès à un médecin de  
14             famille, donc un événement qui est survenu dans le  
15             cadre de ses anciennes fonctions dans un GMF à  
16             Montréal, qu'on ne nommera pas, et par la suite, il  
17             sera question de son expérience au Nunavik  
18             également, elle aura quelques points à porter à  
19             notre attention. Donc... bien, je commencerais par  
20             vous demander si vous pouviez vous présenter, s'il  
21             vous plaît.

22       **TÉMOIN 265 :**

23             Euh... oui.

24       **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

25             Votre parcours...

1 **TÉMOIN 265 :**

2 O.K.

3 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

4 ... académique, professionnel, sans donner trop de  
5 détails.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7 En évitant l'identification...

8 **TÉMOIN 265 :**

9 Parfait.

10 **LE COMMISSAIRE :**

11 ... ou tout ce qui pourrait permettre de le faire.

12 **TÉMOIN 265 :**

13 Parfait. Merci. Tout d'abord, merci de m'inviter  
14 aujourd'hui, Monsieur le Commissaire. Donc je suis  
15 une infirmière qui a fait mon baccalauréat ici, à  
16 Montréal. J'ai eu la chance de travailler dans  
17 plusieurs milieux, dont dans un contexte de GMF,  
18 mais aussi au Nunavik, auprès de la population  
19 inuite, et présentement, je travaille pour un  
20 organisme autochtone à Montréal.

21 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

22 Donc l'événement qui nous intéresse concernant  
23 l'accès à un médecin de famille dans le GMF où vous  
24 avez travaillé... bien, pouvez-vous nous dire, d'une  
25 part, combien de temps vous avez travaillé au sein

1 de ce GMF-là?

2 **TÉMOIN 265 :**

3 J'ai travaillé approxima... entre un et deux (2)  
4 ans, là, approximativement. Le nombre de mois  
5 exact...

6 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

7 O.K. Donc vous étiez infirmière. Est-ce que vous  
8 pourriez nous expliquer un peu plus le processus  
9 pour avoir accès à un médecin de famille?

10 **TÉMOIN 265 :**

11 Généralement, donc il y a plusieurs moyens, donc il  
12 y a le guichet d'accès par le CLSC. Dans le fond,  
13 les... les personnes qui... qui voudraient avoir un  
14 médecin de famille s'inscrivent sur une liste auprès  
15 du guichet d'accès dans leur CLSC respectif, donc  
16 vont avoir un... accès à un médecin de leur région.  
17 Il y a aussi, je sais pas si ça fonctionne comme ça  
18 dans les autres GMF, mais quand on... ils  
19 participent au sans rendez-vous, les médecins  
20 peuvent proposer également de devenir médecin de  
21 famille d'un patient qui est connu... n'ayant pas de  
22 médecin de famille.

23 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

24 O.K. Puis est-ce que vous êtes au courant des  
25 délais que ça peut prendre pour obtenir

1           effectivement un médecin de famille?

2           **TÉMOIN 265 :**

3           Tout dépendant des... des problématiques de santé.  
4           Quelqu'un qui peut avoir un diabète, par exemple, va  
5           avoir accès à un médecin de famille plus rapidement  
6           que quelqu'un qui a aucun problème de santé actuel.  
7           Présentement, à Montréal, c'est assez long, ce qui  
8           est le cas dans la majorité du Québec, là. On  
9           attend très facilement des un an, deux (2) ans,  
10          trois (3) ans et même plus, tout dépendant si les  
11          personnes déménagent aussi.

12          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

13           O.K.

14          **TÉMOIN 265 :**

15           Ça peut augmenter la durée du processus.

16          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

17           Puis au niveau de la décision qui est prise par le  
18           médecin, est-ce qu'à votre connaissance un médecin  
19           peut refuser d'accepter un patient?

20          **TÉMOIN 265 :**

21           Oui. Ç'a fait les nouvelles récemment, bien,  
22           "récemment", dans les derniers mois aussi. Un  
23           médecin peut refuser de signer un patient, c'est  
24           comme ça qu'on appelle ça, donc il peut faire une  
25           première rencontre ou peut connaître ses antécédents

1 et refuser de devenir son médecin de famille. La...  
2 l'association médicale, j'ai comme un blanc à savoir  
3 c'est quoi le nom, là, mais justifie ça en... étant  
4 donné que certains médecins ont des spécialités ou  
5 non, donc un médecin qui a fait beaucoup d'adultes  
6 pourrait être mal à l'aise de faire un suivi d'un  
7 jeune bébé, par exemple, donc c'est dans ce  
8 contexte-là qu'ils ont... qu'ils le justifient, mais  
9 reste que il y a certaines pathologies qui fait que  
10 c'est plus difficile pour certains patients d'avoir  
11 accès des médecins de famille en général.

12 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

13 O.K. Puis au-delà de la spécialisation ou de  
14 l'expertise, est-ce qu'il y a d'autres motifs qui  
15 pourraient justifier le refus d'un patient, de ce  
16 que vous avez constaté quand vous avez travaillé,  
17 là, au GMF à Montréal, qui pourraient justifier un  
18 refus de patient?

19 **TÉMOIN 265 :**

20 Bien, j'ai déjà vu parce que ça... le patient ne  
21 fittait pas avec le médecin, donc il y avait pas une  
22 bonne entente, il y aurait pas eu une bonne... un  
23 bon lien de confiance qui aurait permis d'avoir  
24 un... un bon... un bon traitement. Donc c'est sûr  
25 que si on... ils s'entendent pas, ils sont pas

1 d'accord, donc ça... ça peut... C'est arrivé. Puis  
2 il y a la situation que je suis venue parler  
3 aujourd'hui. Je sais pas si c'est le temps de le  
4 faire maintenant.

5 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

6 Tout à fait. Allez-y.

7 **TÉMOIN 265 :**

8 Dans le fond, à ce moment-là, quand que l'événement  
9 est arrivé, j'avais déjà travaillé dans le  
10 Nord-du-Québec, donc j'avais une sensibilité, un  
11 intérêt pour les populations autochtones en général,  
12 particulièrement les Inuits, que je suis tombé en  
13 amour avec cette population-là, et dans le fond,  
14 moi, mon travail à ce moment-là, c'était de faire  
15 l'évaluation initiale de cette patiente et avant  
16 qu'elle rencontre le médecin pour un rendez-vous  
17 futur.

18 Donc j'ai rencontré cette patiente-là, on a été  
19 capables de cliquer assez rapidement étant donné que  
20 je connaissais son village d'origine, que j'étais  
21 consciente de... du côté culturel de la patiente.  
22 C'était une patiente qui avait des problématiques  
23 sociales, mais qui n'était pas dans un contexte  
24 d'itinérance, mais qui avait quand même plusieurs  
25 problématiques, mais qui était prête à se prendre en



1 charge. Puis dans le fond, dans cette situation-ci,  
2 j'ai parlé avec le médecin qui lui avait été attribué  
3 et le médecin avait beaucoup de réticences de...  
4 avant même de rencontrer la patiente, de signer  
5 cette patiente – signer, bien c'est faire une  
6 entente comme quoi qu'il allait devenir son médecin  
7 de famille – autochtone.

8 Parce qu'elle était autochtone et parce qu'elle  
9 avait plusieurs problématiques, il y avait une  
10 grosse réticence, donc j'ai dû faire du pouce, parce  
11 que je crois que tout le monde a le droit à un  
12 médecin de famille. Cette patiente-là, c'était une  
13 bonne patiente malgré ses problématiques, puis de  
14 refuser un patient parce qu'elle était autochtone,  
15 je trouvais que ç'avait aucun sens, donc j'ai  
16 beaucoup poussé, j'ai suggéré mon soutien s'il y  
17 avait des problématiques. Vu que je connaissais un  
18 petit peu la culture, je pouvais soutenir le  
19 cheminement thérapeutique. Finalement, la patiente,  
20 je l'ai jamais revue personnellement. Elle aurait  
21 signé avec le médecin, finalement, mais j'ai pas eu  
22 de nouvelles par la suite.

23 Quelque temps après, ç'a été... Donc comment  
24 fonctionnent les GMF, c'est qu'il y a des directeurs  
25 médicaux. Moi, c'était un GMF qui était privé, mais

1           associé avec le CIUSSS, et on a... j'ai discuté de  
2           la chose, comme quoi qu'il y a beaucoup  
3           d'Autochtones à Montréal qui ont besoin d'un médecin  
4           de famille, que moi je serais intéressée à peut-être  
5           promouvoir auprès de cette clientèle-là l'accès à un  
6           médecin de famille, on avait beaucoup de nouveaux  
7           médecins qui se cherchaient des nouveaux patients,  
8           et on m'a clairement dit que on ne signait pas les  
9           Autochtones dans cette clinique-là. C'est ce que le  
10          directeur médical m'a dit. Ça veut pas dire que  
11          c'est... c'est ce que les médecins croyaient, il y a  
12          des médecins qui ont travaillé avec cette  
13          population-là qui avaient un intérêt, mais une ligne  
14          directrice non dite de la clinique, c'est qu'on  
15          n'était pas intéressé à signer les Autochtones,  
16          parce qu'ils ont des trop gros problèmes, tout comme  
17          des patients psychotiques, par exemple, qu'ils...  
18          qu'ils mettaient ça dans le même chapeau, à cause de  
19          leur côté culturel.

20        **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

21                Est-ce que le directeur médical était lui-même un  
22                médecin?

23        **TÉMOIN 265 :**

24                Oui, qui pratiquait également.

25        **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

1            Savez-vous s'il pratiquait depuis longtemps à cette  
2            clinique-là, à ce GMF-là?

3            **TÉMOIN 265 :**

4            S'il pratiquait...

5            **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

6            S'il était directeur ou même médecin avant d'être  
7            directeur depuis longtemps à cette clinique?

8            **TÉMOIN 265 :**

9            Euh... je... c'était pas récent. Je sais pas depuis  
10            combien de temps, mais c'était quelqu'un que je  
11            travaillais quotidiennement avec, puis tout le long  
12            que j'ai été présente dans le GMF, il était là, puis  
13            ça faisait un bout qu'il était là, mais combien de  
14            temps, je sais pas. Mais c'est pas un employé du  
15            CIUSSS, c'est un employé de la clinique, c'est  
16            important de...

17            **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

18            O.K. Mais qui est... qui est associé avec le  
19            CIUSSS?

20            **TÉMOIN 265 :**

21            Qui traite les patients du public, oui.

22            **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

23            O.K. Puis est-ce que le directeur vous a dit lors  
24            de la conversation si cette politique non dite était  
25            en vigueur depuis longtemps, depuis combien de temps

1           ou...

2           **TÉMOIN 265 :**

3           C'est ce qu'il m'a dit, c'est une politique de.  
4           J'en avais jamais entendu parler. Ma... Moi, c'est  
5           sûr que ça m'a... ça m'a fait sortir de mes gonds.  
6           Ma collègue n'en avait pas entendu parler. J'en ai  
7           pas parlé, malheureusement, avec les médecins.

8           Dans le fond, ce qu'il me disait, c'est que  
9           nous on n'accepte pas ça, de signer des patients,  
10          mais c'est difficile de le... il y en a qui sont pas  
11          racisés, donc on voit pas qu'ils ont l'air  
12          autochtones, les noms ça ressemble pas. Il y en  
13          a... il y a tellement de personnes métissées, des  
14          personnes qui viennent de partout que c'est  
15          difficile des fois de dire... On demande pas la  
16          question "êtes-vous Autochtone?" avant de savoir si  
17          on les signe ou pas, mais qu'on me... c'était pas  
18          une politique interne qu'il y a eu un courriel  
19          interne, là, c'était une vision pour la clinique.

20          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

21          Je comprends que quand une personne s'inscrit pour  
22          avoir accès à un médecin de famille, dans les... le  
23          formulaire qui doit être rempli, il y a aucune  
24          identification sur son origine?

25          **TÉMOIN 265 :**

1 Qui pourrait quand même, je tiens à dire, être  
2 intéressant pour pouvoir avoir des statistiques,  
3 parce qu'on n'a aucune statistique sur la... la  
4 santé... l'accès à un médecin de famille pour les  
5 personnes autochtones, mais en même temps, ça peut  
6 créer de la discrimination encore une fois. Donc  
7 c'est une discussion qui pourrait être intéressante  
8 à avoir dans l'avenir.

9 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

10 Qu'est-ce que vous pensez de cette situation-là en  
11 tant qu'infirmière qui avez été dans le Nunavik,  
12 qui... qui êtes confrontée à ça de retour à  
13 Montréal, parce qu'il y a quand même beaucoup  
14 d'Inuits du Nunavik qui descendent vers le sud pour  
15 recevoir des traitements?

16 **TÉMOIN 265 :**

17 C'est extrêmement problématique. Présentement, je  
18 travaille avec une organisation autochtone à  
19 Montréal, donc je vois que les... c'est difficile  
20 d'accès pour plusieurs. Ceux qui... qui... que ça  
21 fait longtemps qu'ils vivent en milieu urbain, bon,  
22 c'est peut-être... ils ont... ils ont été capables  
23 de créer plus de... de manières de naviguer les  
24 systèmes et tout ça, mais pour les personnes qui...  
25 qui migrent vers les villes, c'est qui est un

1           phénomène qui va aller juste grandissant dans les  
2           prochaines années, c'est extrêmement problématique.

3           J'ai entendu ce qui se passe à La Tuque, je  
4           sais ce qui se passe à Val-d'Or, je sais ce qui se  
5           passe à Sept-Îles. C'est des choses que on sait qui  
6           se passent, qu'il y a du... de la discrimination  
7           systémique, qui est la raison de pourquoi qu'on est  
8           ici, dans le système de santé, beaucoup avec... à  
9           cause d'un manque d'éducation des professionnels de  
10          la santé, puis souvent, c'est que les personnes ont  
11          eu une expérience négative qui fait qu'on met tout  
12          le monde dans le même panier, mais c'est des...  
13          c'est des personnes, ils ont le droit d'avoir autant  
14          des soins que n'importe qui, c'est des humains,  
15          c'est des gens merveilleux. Je trouve... je trouve  
16          que c'est... Je [ne] travaille plus là-bas  
17          d'ailleurs, donc ça peut exprimer mon désaccord par  
18          rapport à la chose.

19       **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

20           Est-ce que vous avez été témoin de d'autres  
21           événements ou situations similaires à celle-là  
22           lorsque vous étiez employée à ce GMF de Montréal?

23       **TÉMOIN 265 :**

24           Ç'a été ma seule expérience connue que j'étais avec  
25           une personne autochtone dans mon GMF, donc j'ai pas

1           vu d'autres événements, ou que... qui était connue  
2           qui était autochtone, donc j'ai pas entendu autre  
3           chose à ce niveau-là.

4           **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

5           O.K. Parfait. Bien, ce qui nous mènerait au  
6           deuxième élément de votre témoignage. Vous dites  
7           que vous avez travaillé dans le Grand Nord, au  
8           Nunavik, que vous y travaillez encore?

9           **TÉMOIN 265 :**

10          Oui, j'y ai remonté il y a pas trop longtemps.

11          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

12          O.K.

13          **TÉMOIN 265 :**

14          Donc j'ai encore un gros attachement, c'est  
15          difficile de partir à cent pour cent (100 %).

16          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

17          Vous êtes... vous travaillez dans quel établissement  
18          du Grand Nord?

19          **TÉMOIN 265 :**

20          Un hôpital.

21          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

22          L'hôpital.

23          **TÉMOIN 265 :**

24          Non pas dans un contexte de dispensaire.

25          **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

1 O.K. Donc vous avez eu l'occasion de rencontrer,  
2 évidemment, des patients inuits là-bas. Qu'est-ce  
3 que vous remarquez dans le cadre de votre travail  
4 pour ces personnes-là?

5 **TÉMOIN 265 :**

6 On peut vraiment pas offrir tous les soins qu'on  
7 voudrait dans le Nord-du-Québec. Les... il y a pas  
8 de spécialistes ou très peu, donc à plusieurs  
9 reprises on doit envoyer des... il y a pas de  
10 scanner, donc pour juste voir... pour pouvoir faire  
11 un scan, il faut évacuer le patient vers le sud,  
12 puis à plus... j'ai pas d'événement spécifique, mais  
13 c'est connu que beaucoup d'Inuits sont inquiets de  
14 descendre en tant que patients à cause d'une peur de  
15 discrimination, de mauvais traitements. Soit que  
16 c'est leur famille qui ont vécu ça puis qui... ils  
17 ont eu un... des témoignages négatifs ou parce que  
18 eux-mêmes sont déjà descendus à Montréal et qu'ils  
19 ne se sont pas sentis bienvenus, qu'ils ont vécu de  
20 la discrimination.

21 L'expérience en général de... pour descendre à  
22 Montréal est très stressante. C'est bien maintenant  
23 qu'il y a le nouveau Ullivik, donc on n'est plus  
24 dans le centre-ville dans des vieux locaux de...  
25 complètement démolis, mais reste que c'est encore un



1 événement très stressant. Il y a encore plusieurs  
2 problèmes sociaux qui sont aussi à Ullivik qui  
3 causent du stress pour des personnes qui sont  
4 malades, mais majoritairement parce que on... on n'a  
5 pas les soins qu'on voudrait à Montréal, pour  
6 plusieurs.

7 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

8 Puis est-ce que le... certains patients vis-à-vis du  
9 Grand Nord vont hésiter à descendre vers le sud pour  
10 aller à leurs rendez-vous médicaux du fait que...  
11 que les services sont dispensés peut-être pas avec  
12 une adaptation culturelle?

13 **TÉMOIN 265 :**

14 Bien, quand qu'on est malade, souvent on n'a pas le  
15 choix, là. J'ai pas d'exemple qui me vient en tête  
16 de quelqu'un qui aurait refusé de descendre à cause  
17 de ça, mais c'est un... quand quelqu'un est malade,  
18 il faut s'assurer de... de le mettre dans un cocon  
19 puis c'est... on le met dans une situation  
20 extrêmement stressante, loin de sa famille. Pas  
21 beaucoup de personnes ont le droit d'avoir un  
22 accompagnateur, donc on envoie des personnes qui  
23 sont habituées de vivre dans un contexte de village  
24 éloigné puis on les shippe à la plus grosse ville au  
25 Québec, c'est extrêmement stressant puis... mais

1 j'ai pas un cas de quelqu'un qui aurait refusé que  
2 j'ai en tête.

3 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

4 O.K. Bien, peut-être en terminant, je vous  
5 demanderais s'il y a d'autres choses que vous  
6 aimeriez dire, si vous avez des recommandations ou  
7 des propositions à faire en lien avec les services  
8 de santé, services sociaux.

9 **TÉMOIN 265 :**

10 Oui. Bien, dans le fond, j'ai deux (2) autres  
11 événements que j'aimerais témoigner, que j'ai été  
12 témoin.

13 **LE COMMISSAIRE :**

14 On vous écoute.

15 **TÉMOIN 265 :**

16 Ce matin, il y a eu aux nouvelles, je pense c'était  
17 dans la Presse, un reportage sur un jeune enfant de  
18 la DPJ qui aurait été barouetté d'une famille à  
19 l'autre pendant des années, qui m'a fait rappeler un  
20 des cas de... un de mes... une de mes patientes que  
21 j'ai eue que... qui était adorable. La première  
22 fois que je l'ai... je l'ai que côtoyée, elle devait  
23 avoir sept (7) ou huit (8) mois, puis je l'ai vue  
24 durant toute mon... chaque fois que je montais dans  
25 le Nord, je la voyais au moins une fois

1 hospitalisée. Moi, j'étais contente parce que je  
2 l'aimais, mais j'étais triste parce qu'elle était  
3 malade. Puis c'était une petite fille de la... qui  
4 était sous la Protection de la jeunesse, qui avait  
5 été retirée de sa famille biologique et qui était  
6 justement barouettée dans les familles d'accueil. À  
7 tous les soirs c'était difficile de trouver  
8 quelqu'un qui acceptait de la prendre, pour  
9 plusieurs raisons.

10 Donc il y a plusieurs familles d'accueil  
11 inuites qui sont disponibles à accueillir des  
12 enfants dans le Nord, mais il y a certaines familles  
13 que on accepte moins d'accepter les enfants, donc  
14 souvent, c'était de dernier recours, ça pouvait être  
15 des travailleurs qui la surveillaient la nuit puis  
16 on l'amenait à la garderie de jour, puis là c'était  
17 un autre travailleur la nuit qui l'avait ou une  
18 famille qui acceptait pour une journée, mais c'était  
19 une jeune qui avait beaucoup, beaucoup de problèmes  
20 de santé, puis ce que ça causait d'être barouettée  
21 comme ça, premièrement, il y avait un gros retard de  
22 développement généralisé chez cette enfant-là. À  
23 neuf (9) mois, elle prenait presque juste le biberon  
24 encore, ce qui a aucun sens, là, t'sé,  
25 l'instauration de la nourriture avait été pas

1           vraiment faite comme il faut, parce qu'il y a  
2           personne qui fait un suivi rapproché, et elle était  
3           hospitalisée parce que c'était toujours des  
4           personnes différentes qui la voyaient, ne  
5           connaissaient pas son... ses problèmes de santé, ils  
6           pensaient qu'elle avait juste un rhume, mais  
7           finalement ça se... ça compliquait assez rapidement  
8           puis elle a dû être évacuée à Montréal plus qu'une  
9           fois.

10           Les travailleurs sociaux faisaient vraiment  
11           tout ce qu'ils pouvaient. On parle beaucoup des  
12           problèmes de la DPJ, je... je lève quand même mon  
13           chapeau à tous les travailleurs de la DPJ, inuits ou  
14           non, au Nunavik, c'est pas facile ce qu'ils ont à  
15           faire, mais cette enfant-là est tombée entre les  
16           craques d'un système puis je pensais que c'était  
17           important de le dire.

18           Puis la deuxième chose que je voulais  
19           souligner, je tiens à souligner une victoire aussi,  
20           comme la témoin précédente, par rapport au  
21           Challenger, donc l'avion-hôpital qui fait l'aller-  
22           retour entre Montréal et... et les villages du Nord  
23           pour évacuer les personnes qui sont dans une  
24           situation d'urgence, donc permettre aux familles  
25           d'accompagner un enfant quand on évacue de manière

1           urgente un enfant. Je sais pas s'il faut que  
2           j'explique un petit peu plus c'est quoi.

3           **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

4           Ah, ça va, on a eu un témoin qui est venu nous...

5           **TÉMOIN 265 :**

6           Vous avez eu d'autres témoins qui sont venus à ce  
7           niveau-là.

8           **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

9           ... en discuter ce mercredi, oui.

10          **TÉMOIN 265 :**

11          Parfait.

12          **LE COMMISSAIRE :**

13          Oui, Dr Shaheen-Hussain est venu nous raconter...

14          **TÉMOIN 265 :**

15          Parfait. Donc...

16          **LE COMMISSAIRE :**

17          ... les démarches et...

18          **TÉMOIN 265 :**

19          Je sais pas sont rendus où, mais c'est quelque chose  
20          que nous on trouvait épouvantable, d'envoyer des...  
21          souvent, quand on les envoie dans ces avions-là, ces  
22          avions-là, c'est que ça va pas bien, fait que  
23          abandonner son enfant pour le laisser partir jusqu'à  
24          Montréal puis peut-être que ça va prendre une, deux  
25          (2), trois (3) journées avant de pouvoir nous-mêmes

1 descendre, c'est... c'est effrayant. Fait que ça,  
2 c'est un positif que je tiens à dire. Toutefois, à  
3 cause de... du type d'avion, à cause... je me  
4 connais pas beaucoup en aéronautique, là, du type  
5 d'avion, à cause du type de piste, il y a beaucoup  
6 de patients en état critique que leur transport  
7 jusqu'à Montréal est retardé, qui peut mettre leur  
8 vie en danger.

9 On évacue... Kuujjuaq a un... une... une piste  
10 en asphalte, je pense, puis Puvirnituaq l'a pas, donc  
11 le Challenger est beaucoup plus prompt à aller  
12 là-bas parce que c'est moins dangereux pour leur  
13 avion, pour l'abîmer, mais ça fait que nous on peut  
14 pas évacuer les patients qui devraient être évacués  
15 rapidement. Attendre un Challenger vingt-quatre  
16 (24), quarante-huit heures (48 h) pour un patient  
17 intubé quand qu'on n'a pas une équipe, qu'on a une  
18 petite équipe aussi, ça épuise les équipes, ça... ça  
19 réduit la qualité de soin puis ça met à risque ces  
20 patients-là. Voilà.

21 Fait que c'est important de dire aussi que des  
22 petits investissements en infrastructure pourraient  
23 permettre de sauver certaines vies. Je trouve que  
24 ça serait important d'en... de le pousser.

25 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

1           Merci, mais j'aurais peut-être une dernière question  
2           en terminant.

3           **TÉMOIN 265 :**

4           Oui.

5           **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

6           Vous avez dit que vous avez été formée... vous avez  
7           eu... fait un bac en sciences infirmières à  
8           l'Université de Montréal, je crois. Est-ce que vous  
9           avez été sensibilisée, est-ce que vous avez eu des  
10          cours lors de votre formation sur les réalités  
11          autochtones?

12          **TÉMOIN 265 :**

13          Quelle belle question. Non, pas à ce que je me  
14          souviens. On a des cours sur avoir... comment  
15          avoir une approche culturelle. C'est difficile de  
16          justifier d'offrir un cours complet sur avoir une  
17          approche culturellement sécurisante pour nos  
18          populations autochtones au Québec, parce qu'on n'est  
19          pas comme en Nouvelle-Zélande, on n'est pas comme en  
20          Ontario, on n'est pas comme en Colombie-Britannique  
21          où est-ce que le... le pourcentage de la population  
22          est quand même assez important pour justifier de  
23          donner ces cours-là, mais reste que on peut pas  
24          juste mettre dans le même bassin une approche envers  
25          les immigrants versus une approche envers les

1 Autochtones, ça ne fait aucun sens.

2 Je sais qu'il y a certaines universités qui ont  
3 pris beaucoup cette... cette approche-là, McGill  
4 d'ailleurs sont... ils ont vraiment développé cette  
5 approche-là pour tout le système de santé, ce qui  
6 est... on peut leur lever notre chapeau, mais on...  
7 on gagnerait beaucoup à voir ce qui se fait à  
8 l'extérieur. Au Québec, on est vingt (20) ans en  
9 retard, là, minimum.

10 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

11 Puis au niveau de l'Ordre professionnel des  
12 infirmières et infirmiers du Québec, est-ce qu'en  
13 termes de formation continue ou d'activités,  
14 ateliers qui sont à votre disposition il y a des  
15 choses qui s'intéressent à la culture autochtone?

16 **TÉMOIN 265 :**

17 Pas à ce que je sache.

18 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

19 O.K.

20 **TÉMOIN 265 :**

21 Je sais qu'il y a des organisations qui travaillent  
22 là-dessus, justement, pour pouvoir l'offrir, mais  
23 est-ce qu'il va avoir de l'intérêt à le partager  
24 auprès des membres, autant les infirmières, que les  
25 travailleurs sociaux, que les médecins, que les



1            nutritionnistes, que tout le monde ait accès?

2            Il y a un gros intérêt de... je vais parler  
3            pour les infirmières, un gros intérêt d'aller  
4            travailler dans le Nord. Quand on va voir des  
5            jeunes au bac, on va voir des jeunes à la technique,  
6            on leur dit, "ah, moi j'ai travaillé dans le Nord",  
7            leurs yeux, ils s'allument, là. T'sé, il y a un  
8            intérêt à aller travailler pour ces populations-là,  
9            pourquoi pas fournir une formation adéquate pour  
10           après ça éviter d'avoir des... des événements  
11           malheureux. Puis moi-même, quand je suis... je  
12           suis... je suis montée pour la première fois, j'ai  
13           fait plusieurs erreurs de biais, étant blanche,  
14           n'ayant pas eu de formation. J'ai eu un deux (2)  
15           jours avant qu'on monte. Ça...

16           On gagnerait beaucoup à former les  
17           professionnels, puis j'ajouterais de former surtout  
18           les institutions, parce que même si les  
19           professionnels veulent offrir un service  
20           culturellement sécurisant comme ce qui se fait, par  
21           exemple, en Nouvelle-Zélande, si les institutions ne  
22           sont pas ouvertes à une flexibilité puis ne sont pas  
23           culturellement sécurisantes, ça sert à rien. Fait  
24           qu'il faut former autant les dirigeants que les  
25           professionnels.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2 J'ai comme le goût de vous demander, dans votre...  
3 parce qu'évidemment, avant d'aller au bac en  
4 sciences infirmières vous avez fait du primaire, du  
5 secondaire, du cégep, et vous êtes quand même pas  
6 très âgée, avez-vous eu, au cours de ces années-là,  
7 une formation ou des cours concernant les réalités  
8 autochtones, à part les martyres canadiens, là?

9 **TÉMOIN 265 :**

10 J'ai eu mon cours d'histoire du Canada, qui  
11 malheureusement est pas très... c'est une vue... une  
12 vue qu'on pourrait avoir de notre histoire de... du  
13 pays... du Québec et du Canada, puis en  
14 vieillissant, j'ai fait mes propres recherches, je  
15 suis retournée à l'école pour pouvoir réapprendre  
16 mon histoire en anthropo sur les études autochtones  
17 puis on se rend compte que ce qu'on apprend aux  
18 écoles c'est pas ce qui s'est passé réellement, du  
19 point de vue de d'autres populations, par exemple.

20 J'ai pas côtoyé, je crois, des Autochtones  
21 dans... dans mon enfance, je viens de Montréal, pas  
22 qui s'autoproclamaient Autochtones. J'ai pas eu de  
23 formation. Ce qui a éveillé mon intérêt pour...  
24 c'était avant le territoire, avant même la  
25 population, mais c'est rapidement venu à la

1 population, c'est qu'à mon secondaire j'ai un  
2 professeur d'éducation physique qui s'est... qui  
3 s'est battu pour envoyer des jeunes sur la côte  
4 ouest du Nunavik, que j'ai malheureusement pas pu y  
5 aller, mais que je m'étais vraiment battue pour  
6 pouvoir y aller, puis tous les... tout ce que mes  
7 amis de l'époque m'avaient parlé de cette... du  
8 territoire, des gens, de la culture, c'est parti de  
9 là. Fait qu'avoir eu cette opportunité-là dans une  
10 école secondaire publique, qu'il y a personne qui...  
11 on lui a dit quoi faire à ce professeur-là, mais  
12 qu'il a quand même voulu éveiller les esprits, je  
13 trouve que c'est vraiment... c'est une belle  
14 histoire également.

15 **LE COMMISSAIRE :**

16 Merci. Est-ce qu'il y a autre chose?

17 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

18 Non, j'ai pas d'autres questions.

19 **LE COMMISSAIRE :**

20 Des questions, Me Miller?

21 **Me RAINBOW MILLER :**

22 J'ai juste une question. Vous avez parlé plus tôt  
23 du Challenger et vous avez dit aussi que vous étiez  
24 infirmière dans un hôpital au Nunavik. Est-ce que  
25 c'est déjà arrivé que un de vos patients qui était

1            soit un enfant a dû être évacué?

2            **TÉMOIN 265 :**

3            Ah, hebdomadairement.

4            **Me RAINBOW MILLER :**

5            Oui. Et pouvez-vous nous expliquer un peu, si vous  
6            avez été... j'imagine que vous avez vu les mères,  
7            c'était quoi leurs réactions émotionnelles, juste  
8            nous parler un petit peu de ça?

9            **TÉMOIN 265 :**

10           C'est pas facile. C'est sûr que quand on est rendu  
11           à devoir évacuer quelqu'un, c'est dommage, mais on  
12           n'est pas beaucoup de staff, fait que soutenir les  
13           parents, c'est pas facile, mais ils sont habi...  
14           c'est triste à dire, sont... elles sont extrêmement  
15           inquiètes, mais sont habituées, c'est connu. Ils le  
16           savent que ça sert à rien de s'ostiner, il y a aucun  
17           moyen de faire monter un parent sur le Challenger.  
18           Donc c'est un... complètement un... un sentiment  
19           d'impuissance, je pense, beaucoup de stress, mais  
20           jamais on m'a... on m'a fait une crise parce qu'on  
21           voulait embarquer sur l'avion. C'est... c'est la  
22           situation depuis des années, on... puis c'est pas  
23           nécessairement parce que c'est des Autochtones,  
24           parce qu'on l'a vu, pourquoi que ç'a sorti  
25           l'histoire du Challenger pour (inaudible), c'était

1           une femme blanche qui a... qui a perdu son enfant  
2           puis qu'elle a pas pu être là quand que son enfant  
3           est décédé ou quelque chose comme ça, c'est que on  
4           met la raison que c'est la distance, mais ça veut  
5           pas dire qu'on est loin, qu'on n'a pas le droit  
6           d'avoir les mêmes soins puis d'avoir un soin humain.  
7           Mais...

8           Oui. Fait que c'est vraiment un sentiment  
9           d'impuissance qu'on voit chez ces parents-là, puis  
10          de frustration quand on voit que le lendemain matin,  
11          bien on peut pas prendre l'avion. D'habitude, on  
12          s'organise qu'il y ait une place, là, si l'avion  
13          vient, bien on s'organise qu'il y ait une place,  
14          mais là il y a un... c'est un minimum un seize  
15          heures (16 h) que l'enfant est tout seul à... puis  
16          l'enfant ou n'importe qui, un conjoint qui a eu un  
17          accident de motoneige qui... on sait que ça va pas  
18          fort, fort, on veut pas le laisser partir. Ça, je  
19          l'ai peut-être plus vu. Parce que les enfants, on  
20          le sait, mais on dirait que... T'sé, de  
21          complètement de... d'impuissance puis de tristesse  
22          profonde, là. C'est pas un... c'est pas le fun à  
23          voir.

24         **LE COMMISSAIRE :**

25          En fait, votre expérience dans le domaine médical

1           vous amène-t-elle à penser que c'est bon d'avoir un  
2           support proche près d'une personne qui...

3           **TÉMOIN 265 :**

4           Bien... bien, c'est...

5           **LE COMMISSAIRE :**

6           ... un enfant ou un conjoint, conjointe?

7           **TÉMOIN 265 :**

8           C'est sûr, puis je comprends que ça coûte beaucoup,  
9           beaucoup de sous d'évacuer. Autant l'évacuation que  
10          juste avoir quelqu'un qui a besoin d'aller faire un  
11          test, si on... la personne est pas dans un état  
12          critique, état critique ou qui n'a pas moins de  
13          dix-huit (18) ans ou il y a quelques critères qui  
14          fait qu'on peut avoir un accompagnant, on se  
15          retrouve tout seul, puis moi, me faire évacuer en  
16          Côte-Nord dans un hôpital que je connais pas, dans  
17          une ville que je connais pas, que... que la... c'est  
18          même pas un bon exemple, là, ça serait au Mexique,  
19          parce que c'est pas la même langue, t'sé, j'ai une  
20          base en espagnol, mais c'est pas... je suis pas  
21          fluente, c'est... c'est beaucoup de stress pour des  
22          gens qui sont déjà vulnérables et je trouve ça  
23          inacceptable. Puis votre question c'était que...

24          **LE COMMISSAIRE :**

25          Est-ce que vous...

1 **TÉMOIN 265 :**

2 Oui. Oui.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 Est-ce que vous pensez que c'est bénéfique pour...

5 **TÉMOIN 265 :**

6 Oui.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 ... pour le patient, qu'il soit enfant ou même plus  
9 âgé, d'avoir un support?

10 **TÉMOIN 265 :**

11 Pour tout âge c'est bénéfique, reste que faut le...  
12 c'est important de le souligner, il y a des  
13 problématiques avec les accompagnants qui descendent  
14 au sud. Il faut... il faut que le... le système  
15 deale avec ça. Donc il y a des gens qui descendent  
16 au sud puis... pas tout le monde, mais il y a une  
17 petite partie que ils descendent au sud qu'ils  
18 consomment, qu'il y a de la violence puis tout ça,  
19 donc il faut... il faut jouer avec ça aussi, mais  
20 c'est pas à cause de certains que la majorité peut  
21 pas avoir accès à un service humain de base.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Hum, hum.

24 **TÉMOIN 265 :**

25 Puis oui, ça affecte la santé des patients de pas

1 être accompagnés, puis des enfants qui... sans leurs  
2 parents, on n'accepterait pas ça pour personne.

3 **LE COMMISSAIRE :**

4 D'autres questions?

5 **Me RAINBOW MILLER :**

6 C'est beau, merci.

7 **LE COMMISSAIRE :**

8 C'est beau. Me Robillard, Me Boucher?

9 **Me DENISE ROBILLARD :**

10 Aucune.

11 **Me MARIE-PAULE BOUCHER :**

12 Aucune question, Monsieur le Commissaire.

13 **LE COMMISSAIRE :**

14 Me Laganière?

15 **Me MAXIME LAGANIÈRE :**

16 Aucune question également, je vous remercie  
17 beaucoup.

18 **LE COMMISSAIRE :**

19 Me Ellassal?

20 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

21 Ça va.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Rien d'autre?

24 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

25 Ça va pour moi. Oui.



1 **LE COMMISSAIRE :**

2 Eh bien, c'est le moment que je vais choisir pour  
3 vous remercier d'avoir accepté notre invitation ou  
4 d'avoir communiqué avec nous pour nous dire que vous  
5 souhaitez nous faire part de constatations. Alors  
6 merci beaucoup, c'est...

7 **TÉMOIN 265 :**

8 Merci à vous.

9 **LE COMMISSAIRE :**

10 C'est important pour la Commission d'avoir des  
11 témoignages qui nous permettent de comprendre ce qui  
12 se passe dans le... dans la vie, qui nous permettra  
13 d'avoir une meilleure connaissance des réalités, de  
14 la réalité que les Autochtones vivent en regard des  
15 services publics concernés par l'enquête, puis  
16 peut-être d'arriver avec des appels à l'action qui  
17 peuvent améliorer la situation. Alors toutes les  
18 contributions sont... sont bienvenues. Merci  
19 beaucoup.

20 **TÉMOIN 265 :**

21 Merci beaucoup.

22 **LE COMMISSAIRE :**

23 Puis bon succès dans votre carrière.

24 **TÉMOIN 265 :**

25 Merci.

1 **LE COMMISSAIRE :**

2           Alors, on suspend jusqu'à demain matin neuf heures  
3           trente (9 h 30)?

4 **Me EDITH-FARAH ELASSAL :**

5           Oui. Tout à fait, Monsieur le Commissaire.

6 **LE COMMISSAIRE :**

7           C'est bien ça, neuf heures trente (9 h 30)?

8 **LA GREFFIÈRE :**

9           Ajournement de l'audience demain, vingt-trois (23)  
10          mars, neuf heures trente (9 h 30).

11 **LE COMMISSAIRE :**

12          Bonne fin de journée.

13 -----

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

1            Nous, soussignées, **Karine Bédard** et **Ann Montpetit**,  
2            sténographes officielles, certifions que les pages  
3            qui précèdent sont et contiennent la transcription  
4            exacte et fidèle des notes recueillies au moyen de  
5            l'enregistrement mécanique, le tout hors de notre  
6            contrôle et au meilleur de la qualité dudit  
7            enregistrement, le tout conformément à la loi;

8

9

Et nous avons signé :

10

11



12

Karine Bédard, s.o.

13

14

15

16

17



-----  
Ann Montpetit, s.o.b.